

LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA TURQUIE depuis 1929

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 novembre 1937, à 14 h.

PAR

René HOUILLE

Président M. Roger PICARD, *Professeur.*

<i>Suffragants</i> }	MM. NOGARO, AFTALION.	} <i>Professeurs</i>
----------------------	--------------------------	----------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V•)

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LA POLITIQUE MONÉTAIRE
DE LA TURQUIE**

depuis 1929

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA TURQUIE depuis 1929

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 novembre 1937, à 14 h.

PAR

René HOUILLE

Président . M. Roger PICARD, *Professeur*.

<i>Suffragants</i>	}	MM. NOGARO, AFTALION.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	--------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V•)

1937



INTRODUCTION

En novembre-décembre 1929, la livre turque, unité monétaire de la Turquie, divisée en cent piastres, se mit brusquement à baisser de façon anormale, à la bourse d'Istanbul. Sa dépréciation, progressive, depuis l'adoption du cours forcé en 1915, se transforma en chute vertigineuse et, chose plus grave, la panique, s'emparant des usagers, comme c'est, d'ailleurs, la plupart du temps, le cas en semblable circonstance, le pays courait le risque des plus grands dangers. La livre turque, dont le pair correspondait à 110 piastres pour une livre sterling, et qui, par rapport à cette devise, n'avait pas dépassé pour septembre et octobre 1929 les cours moyens mensuels de 1008 et 1025, respectivement, atteignit au début de décembre 1929 le cours extrême, hors bourse, de 1140. C'est dans ces conditions que le gouvernement fut appelé à prendre les mesures les plus rigoureuses, qui heureusement aboutirent rapidement à la stabilisation de fait de la livre turque, dans les alentours de 1030.

Afin de rendre les faits plus intelligibles, nous commencerons par étudier la monnaie turque en reportant le lecteur à l'année 1844, date qui peut être considérée comme celle de la création du système monétaire turc, et en nous excusant de nous étendre peut-être un peu longuement sur cette question généralement assez mal connue. Puis, après avoir exposé la crise des changes de

la fin de 1929, et ses causes apparentes et profondes, nous énumérerons les mesures adoptées pour la sauvegarde de la monnaie, mesures dont certaines amèneront évidemment quelques critiques, mais dont il serait absurde de nier les résultats heureux, la stabilisation de fait de la devise turque, depuis 1930, y apportant la plus éclatante des confirmations. Il faut souligner, à ce sujet, le rôle de M. Charles Rist, professeur à la Faculté de Droit de Paris, sous-gouverneur honoraire de la Banque de France, ancien directeur du Comité financier de gestion du fonds d'égalisation des changes, et, depuis peu, président du Comité de la Banque Ottomane, à Paris, qui, en raison de sa renommée européenne en matière financière, fut appelé, vers le milieu de l'année 1930, par le gouvernement turc pour étudier, après examen de la situation, la possibilité de stabilisation de la monnaie turque. Il étudia les remèdes apportés, et, après avoir approfondi toutes les questions, préconisa les modifications qu'il jugeait nécessaires et les principes dont il estimait l'application opportune, notamment, en ce qui concerne la banque d'émission, dont la création venait d'être votée, et dont il conseilla l'organisation la plus rapide possible. Ce furent ses sages avis qui inspirèrent, en partie, à dater du dernier trimestre 1930, la politique financière de la Turquie.

A vrai dire, la crise des changes qui a atteint la Turquie en 1929 n'était pas une de ces « maladies monétaires »¹, analogues à celles qui, à la suite de la guerre de 1914, ravagèrent les différents pays portés à relever, par des

1. Très heureuse expression donnée pour titre par M. Jacques Kulp à un intéressant article paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1924.

expédients faciles, leurs finances ébranlées, sans vouloir réduire leurs budgets outrageusement gonflés.

Elle n'avait d'autre part incontestablement rien de comparable avec la crise mondiale de 1929¹; le seul caractère commun, que l'on puisse peut-être trouver est la période forcément assez longue qui devait s'écouler avant que les importants capitaux engagés deviennent productifs, étant donné que les capitaux investis dans les travaux intéressant la défense nationale et la modernisation du pays, ne sont pas d'un rendement immédiat.

On verra que la crise des changes de 1929 avait surtout pour cause la proportion excessive des engagements extérieurs de la Turquie par rapport à sa capacité de transferts, et c'est en remédiant vigoureusement au mal, que la stabilisation de fait de la livre turque, put être rapidement obtenue.

Il ne faut pas manquer d'ajouter que, si la tâche fut relativement aisée, cela tient à deux faits d'une importance particulière : l'équilibre des budgets réalisé par la jeune République et l'absence d'inflation. Ce dernier atout fut une des rares bonnes choses que l'Empire déchu laissa au nouveau régime ; mais la Turquie, on le verra, avait fait vers 1840, une expérience désastreuse du maniement intensif de la presse à billets, expédient aisé à la portée des Etats besogneux et un peu dans le goût de Panurge, qui en cas de « faute d'argent » avait « soixante et trois manières d'en trouver toujours à son besoin »².

1. Voir à ce sujet dans l'ouvrage de M. Ch. Rist : *Essai sur quelques problèmes économiques et monétaires* (S. 1933) le chapitre consacré à la crise de 1929 (p. 324 et suiv.).

2. Rabelais, *Pantagruel*, chapitre XVI.

Il convient de remarquer, sans vouloir diminuer le mérite du gouvernement turc, que l'inexistence aussi bien d'une banque d'Etat que d'un institut d'émission fut sans doute la raison dominante qui écarta la Turquie du péril de l'inflation. En effet, la Banque Ottomane dont le rôle sera étudié en quelques mots, ne présentait pas les véritables caractères d'une banque d'émission et cessa, en réalité, en 1914 d'user de son privilège d'émission, tandis que la banque d'Etat ne fut créée sous le nom de Banque centrale de la République turque que par la loi du 11 juin 1930. Sans doute, la monnaie se trouvait dans une situation singulière, puisqu'elle était dépourvue, quant au papier-monnaie d'Etat émis entre 1915 et 1918, à la fois d'une couverture légale et du rôle modérateur d'un institut d'émission. C'est néanmoins cette anomalie qui fit que la Turquie n'a pas suivi l'exemple des Etats, qui s'adonnèrent, avec un si bel entrain, à l'expédient facile de l'inflation, que le roi de France, Philippe le Bel, à qui l'histoire a fait, pour ses écarts monétaires, une bien mauvaise réputation n'aurait fait, à côté d'eux, que figure de bien timide élève.

D'autre part, la monnaie turque offrait une prise moindre à la spéculation, car, alors qu'en général, les cours d'une monnaie s'établissent distinctement, d'une part, par les prix auxquels elle s'achète et se vend sur les marchés étrangers en sa qualité de marchandise matérielle, d'autre part, par sa valeur de comparaison sur le marché national avec les devises étrangères, — les deux marchés étant réciproquement influencés par l'arbitrage qui tend à réduire au minimum l'écart des cours —, il n'y a lieu, pour la monnaie turque, que de considérer les cours de la bourse d'Istanbul. En effet, la

livre turque est l'objet de tractations peu nombreuses sur les bourses étrangères, tant par suite de l'étroitesse du marché des changes en Turquie, concentré d'ailleurs en une seule place que par suite du peu de volume de la circulation monétaire : 158 millions de livres turques papier environ pour à peu près 14 millions d'habitants (chiffre du recensement de 1927) plus une quantité peu importante de pièces d'argent, en grande partie thésaurisées. En outre, aux deux grands inconvénients, dont l'on peut signaler l'existence en 1929, à savoir, le défaut de couverture pour la monnaie et l'absence d'un institut d'émission, il faut ajouter le déséquilibre saisonnier du marché de la monnaie dû au financement des importations, d'une part, et des exportations, d'autre part. Ce déséquilibre découle d'ailleurs, en partie, des deux inconvénients signalés, puisque, tandis que les exportateurs vendent les produits agricoles entre fin septembre et fin décembre, le reste de l'année est marqué par un excédent d'importation ; les importateurs se trouvent ainsi demandeurs de devises pour payer les achats à l'extérieur, achats qui leur sont payés, à eux-mêmes, par leurs clients, en livres turques. Le mécanisme est encore plus complexe pour l'exportateur de produits agricoles, car la pauvreté des paysans l'oblige à financer une partie des frais de production avec le concours des banques, puis à régler le reliquat du prix d'achat de la récolte toujours avec l'aide bancaire, aide la plupart du temps chiffrée, pour éviter les risques de change, en devises étrangères converties immédiatement en livres turques par vente au comptant, avant de disposer des devises qui règlent ces envois à l'étranger. Ainsi la livre turque est offerte pendant la période d'importation et

demandée en période d'exportation. Faute de l'application possible du gold point d'entrée et de sortie par un institut d'émission, disposant de réserves d'or ou de devises, la rigidité de la circulation rend les variations saisonnières inévitables, et les écarts peuvent être assez importants. On voit, que si l'absence d'inflation a été un sérieux atout, le volume réduit de la circulation monétaire gênait néanmoins grandement les affaires, d'autant plus que le paysan, très souvent d'ailleurs dépourvu de moyens de communications faciles, n'a ni la possibilité ni l'habitude de déposer ses livres turques en banque et est amené ainsi à thésauriser ses modestes disponibilités jusqu'à leur utilisation. Sans se borner à des pratiques aussi rudimentaires, les établissements de crédit n'utilisent d'ailleurs que d'une façon restreinte les virements ou autres procédés bancaires de nature à suppléer en partie à l'inélasticité de la circulation.

Il ne faut pas oublier, que, si la monnaie n'est qu'un instrument d'échange, une marchandise par rapport à laquelle il est possible de fixer la valeur d'échange de toutes les autres, le fait de l'avoir substituée au troc antique après avoir abandonné progressivement l'usage de « denrées étalons »¹ implique l'idée d'en rendre l'usage plus aisé, sans perdre de vue le principe immuable formulé par J.-B. Say au début du XIX^e siècle « Les produits s'échangent contre les produits ». Ainsi pour

1. A ce sujet François et Herbulot dans leur intéressant ouvrage *La monnaie, les changes et les arbitrages*, rapportent que les planteurs de tabac de l'Etat de Virginie, en majorité célibataires, se firent expédier en Amérique, pour les épouser « 90 filles jeunes et honnêtes recommandées par leur bonne éducation et leurs bonnes mœurs ». Ces futures épouses furent cédées au prix courant de 100 ou 150 livres de tabac l'une.

éviter les aléas et les soucis des déplacements de numéraire, s'est imposée la pratique du virement de banque, liaison permanente entre le déposant et le banquier ou ses correspondants, le reçu délivré au client pour les espèces mises en dépôt étant stipulé remboursable à vue, et susceptible, par un simple jeu d'écritures entre les établissements financiers, d'être utilisé en quelque point du monde que ce soit. Les temps modernes ont développé l'usage des opérations bancaires et de la monnaie fiduciaire, cette dernière évitant le déplacement incommode de métal, tandis que les virements de banque, compensations, etc... accélèrent la circulation de la monnaie et le rythme des échanges pour le plus grand bien de l'économie nationale.

Adam Smith le fait lumineusement comprendre dans la comparaison suivante ¹ : « L'or et l'argent qui circulent dans un pays, écrit-il, peuvent se comparer à un grand chemin, qui tout en contribuant à faire circuler et à conduire au marché tous les grains et fourrages du pays, ne produit pourtant lui-même ni un seul grain de blé ni un seul brin d'herbe. Les opérations d'une banque sage, en ouvrant en quelque manière, si j'ose me permettre une métaphore aussi hardie, une espèce de grand chemin par les airs, donnent au pays la faculté de convertir une bonne partie de ces grandes routes en bons pâturages et en bonnes terres à blé, et d'augmenter par là d'une manière bien considérable le produit de ses terres et de son travail ».

C'est donc vers le perfectionnement du mécanisme des procédés bancaires que devront continuer à s'orienter

1. Citation reproduite par François et Herbulot, *op. cit.*

les efforts des financiers turcs, aidés en cela par l'amélioration et le développement des voies de communication.

Enfin, avant d'entrer dans le vif du sujet, il n'est pas superflu de donner quelques indications sur l'histoire récente de la Turquie. Il convient, en effet, d'éviter l'erreur d'une grave revue mensuelle parisienne, qui publiait, sous la signature d'une personnalité fort connue, un article sur la Turquie moderne, intitulé : « *La jeune République Ottomane* ». C'était un peu comme si, en étudiant la Révolution Française, l'on parlait après la chute de Louis XVI, de la « République Bourbonnienne ». *L'Empire Ottoman*, en turc « Osmanli imperatorlugu », ainsi appelé du nom d'Osman, le premier sultan fixé en Asie Mineure, à Karahissar, vers l'année 1300, a fait place, depuis 1923 à la *République Turque*. Il faudrait des volumes pour détailler les réformes bienfaisantes introduites, et souvent imposées, par le nouveau régime sous l'impulsion de son éminent Président, Ata Turk, qui, après avoir été le général vainqueur, sut être l'artisan laborieux et éclairé de la modernisation de son pays, dans la paix et la sécurité, puissamment aidé en cela par son premier ministre, le Général In Eunu et une pléiade de collaborateurs actifs et dévoués.

Il est difficile, en quelques lignes, de donner une idée de l'immense travail accompli, et il faudrait analyser dans ses détails le chaos du passé, pour rendre compte de l'immense chemin parcouru. Toutefois, ayant déjà indiqué que la monnaie turque n'a été strictement définie qu'en 1844, il n'est pas inutile d'ajouter que le premier budget dressé fut celui de l'exercice 1863-1864. Quelques personnages de valeur et bien intentionnés, de l'Ancien

Régime, essayèrent bien, à plusieurs reprises, d'instaurer les réformes désirables, dans tous les domaines, mais leurs louables efforts se heurtaient au « Palais », abri du sultan, chef suprême, politique et religieux de la nation, entouré d'une coterie de favoris pourvus de grasses sinécures. La Constitution de 1876, rapidement abrogée, n'avait créé qu'une ombre de parlement éphémère, et le mouvement « Jeune Turc » de 1908, qui avait abouti à la destitution du Sultan Abdul Hamid et à la résurrection de la Chambre, n'avait pas obtenu l'instauration d'un véritable régime parlementaire.

Actuellement, la Turquie possède une constitution républicaine mise au point en 1924, basée sur la séparation des pouvoirs et la souveraineté nationale représentée par une Chambre unique, dite « Grande Assemblée nationale », élue pour quatre ans par le suffrage universel à deux degrés, les hommes comme les femmes étant à la fois électeurs et éligibles¹. Le chef de l'Etat, choisi par l'Assemblée dans son sein, est rééligible à la fin de ses quatre ans de mandat et nomme le premier ministre, qui constitue son ministère responsable devant l'Assemblée en choisissant ses membres parmi les députés. La Constitution qui prévoit l'inamovibilité de la magistrature, détaille au surplus les droits du citoyen turc, règle le vote du budget et détermine dans les grandes lignes l'organisation administrative.

La capitale de la Turquie a été transportée de Constantinople à Ankara, l'antique Ancyre des Galates ; les rouages administratifs supérieurs, ont été ainsi rendus

1. Les femmes ont été rendues à la fois électrices et éligibles à la Chambre depuis la loi du 5 décembre 1934.

moins vulnérables. Constantinople, même, dont l'étymologie rappelait trop l'influence grecque, a perdu son nom pour devenir Istanbul, nom turc précédemment donné au plus ancien quartier de la ville.

Pour caractériser la République Turque, l'on ne saurait mieux la définir que par les grands principes, qui ont été proclamés le 29 octobre 1933, lors de la célébration du dixième anniversaire du nouveau régime : républicain, nationaliste, populiste, étatiste, laïque et révolutionnaire¹.

En deux mots, l'« homme malade » suivant l'expression employée par les diplomates d'avant-guerre, s'est vu infuser un sang nouveau et la Turquie est devenue un Etat fort et organisé, qui s'est avancé à pas de géant dans la vie du modernisme. Les immenses progrès réalisés depuis 1923 sont un gage certain de la solidité du régime et de l'avenir du pays.

Quant à la situation monétaire et financière en particulier, l'on doit dire qu'elle ne peut qu'inspirer envie : les budgets sont régulièrement équilibrés, sans que le gouvernement ait à recourir à des emprunts extérieurs ou intérieurs, la banque d'émission fonctionne normalement depuis 1931 et son rôle tutélaire s'est exercé heureusement sur la monnaie. Ainsi, la livre turque s'est maintenue à un cours pratiquement invariable depuis le début de 1930, alors que la livre anglaise, perdant rapidement, au cours du deuxième semestre 1931, 20 % de sa valeur, devait se détacher du Gold Standard, et que divers autres Etats, dont tout récemment la

1. Il faut entendre le mot « révolutionnaire » dans le sens de « issu de la Révolution kémaliste ».

France, traversaient également des crises monétaires inquiétantes suivies souvent de dévaluations considérables.

Puisque l'on est convenu d'admettre que de bonnes finances ne peuvent que venir d'une bonne politique, l'on ne peut adresser de meilleur compliment à la jeune République Turque, qu'en lui souhaitant la réalisation intégrale de son programme dans la paix et le travail.

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA MONNAIE TURQUE JUSQU'EN 1929

§ 1. L'apparition de la piastre et les réformes monétaires de 1844 et de 1880

La piastre fit son apparition en Turquie comme unité monétaire vers le milieu du ^{xvii}e siècle, sous le règne du Sultan Mourad IV ; d'une valeur de 5 à 6 francs français-or à l'origine, comme son modèle la piastre espagnole, elle avait baissé en 1790 jusqu'à 2 francs-or pour ne plus valoir que 23 centimes en 1838, les sultans usant du procédé facile que constitue l'altération de la monnaie pour subvenir aux besoins impérieux du trésor. Pourtant l'on avait déjà sous le règne de Mourad III, vers 1580, éprouvé les inconvénients de ces méthodes, puisque l'une des plus graves révoltes de la fameuse garde du sultan, les Janissaires, fut motivée par le paiement des soldes des troupes en monnaie de si mauvais aloi, que, dit un chroniqueur du temps, « les pièces étaient aussi légères qu'une feuille d'amandier et ne valaient guère mieux qu'une goutte de rosée ». Néanmoins l'apparition de la piastre n'empêcha point, comme le démontre la baisse

progressive de sa valeur d'échange, les altérations fréquentes des monnaies, et les insurrections des troupes s'en suivirent aussi nombreuses.

Sous le règne du Sultan Mahmoud II, qui, au cours de son règne de 31 ans, de 1808 à 1839, eut à soutenir des guerres nombreuses et le plus souvent malheureuses, l'on commença à frapper des *bechliks* (pièces de 5 piastres) et des *altiliks* (pièces de 6 piastres) et l'on profita naturellement de l'occasion pour tirer quelque bénéfice de l'opération. Les guerres se poursuivant, l'on usa jusqu'à l'extrême limite des alliages frauduleux et du rognage du poids, tant et si bien qu'à la mort du Sultan Mahmoud, sous le règne de son successeur Abd-ul-Medjid, à défaut d'autres moyens applicables, les conseillers de la couronne invoquant l'exemple des grands Etats européens déjà familiers avec la circulation fiduciaire, firent décider une émission de papier-monnaie du nom de « *quâméi-mutébérei-naqdié* », expression turque répondant à peu près à celle de « papier ayant la valeur de l'argent », qui furent vulgairement appelés, dans la suite, simplement « *caïmés* ». La première émission, en 1840, atteignit le chiffre de 32.000 bourses, en capital, plus 4.000 bourses pour les intérêts, soit au total environ 4 millions de francs français de l'époque. Il s'agissait, en effet, de billets libellés à la main, sous forme de promesses de remboursement dans un délai de huit années avec un intérêt de 8 %. Bien que les billets eussent été, dans la suite, imprimés au lieu d'être manuscrits, le gouvernement avait omis sciemment de les numéroter, se réservant ainsi la faculté d'en jeter dans la circulation autant qu'il lui en conviendrait, le public ignorant ainsi la quantité émise et ne pouvant marchander sa confiance à

un instrument de paiement basé uniquement sur la bonne foi de l'Etat.

Alors que les contrefacteurs ne se faisaient pas faute d'imiter des billets si simples à reproduire, le gouvernement, qui l'on doit le dire, avait usé, d'abord avec modération de ce si pratique expédient, ne tarda pas, tout en réduisant à 6 % puis à 3 % l'intérêt stipulé, à intensifier ses émissions d'une manière désordonnée. Les fluctuations monétaires furent telles, que, chose incroyable en cet heureux temps, où l'inflation n'avait pas encore submergé le monde, la livre sterling arrivait en 1843 à une hausse de 100 % par rapport à la valeur nominale de la monnaie turque. Il n'y avait d'ailleurs aucun élément susceptible de modérer cette dépréciation, la Turquie ne possédant pas de monnaie d'or nationale, mais seulement des pièces d'or étrangères, et en petite quantité.

Il est inutile de suivre dans le détail les vicissitudes des caïmés, dont on trouve la trace jusque vers 1890, tant que le rôle d'assainissement de la monnaie par la Banque Ottomane et la dette publique, rôle dont il sera parlé plus bas, ne se sera pas fait efficacement sentir. Tantôt on procède à de nouvelles émissions, tantôt l'on décide de brûler une certaine quantité de papier-monnaie, mais les circonstances — il en est ainsi pour la déclaration de 1853, édictée lors de la guerre de Crimée — ne permettent pas toujours de passer à l'exécution, en se privant d'un artifice de trésorerie si commode.

En ce qui concerne la monnaie métallique, il faut mentionner le *Firman Impérial de 1840 relatif à la rectification du titre des monnaies*, qui est le premier texte important régissant la question, et décrète, notamment, la

frappe de monnaies d'or, dont l'on voit ainsi la première apparition officielle en Turquie. Le poids et le titre de nouvelles pièces d'argent à mettre en circulation y est également fixé, le trésor devant supporter la perte résultant du retrait des monnaies d'argent de mauvais aloi. Toutefois là encore, il ne semble pas que l'exécution ait suivi dans des conditions appréciables.

Il faut attendre la *réforme monétaire de 1844* pour se trouver en présence d'un texte précis et catégorique déterminant le titre et le poids des monnaies d'or et d'argent, et rattachant le système monétaire au bimétallisme, avec un rapport fixe entre l'or et l'argent de 15,0909. Ce rapport était déterminé par les prix d'achat du dramme d'or pur et celui du dramme¹ d'argent pur, respectivement fixés à Prs. 48 et Prs. 3 1/8.

Un tableau annexé, que nous résumons ci-dessous, donnait les caractéristiques des pièces :

Monnaies d'or

Pièces Piastres	Poids réglementaire Grammes	Diamètre Millimètres	} Titre 0, 916
500	36, 082	35	
250	18, 041	27, 20	
100	7, 216	22	
50	3, 608	18	
25	1, 804	14, 75	

Monnaies d'argent

Pièces Piastres	Poids réglementaire Grammes	Diamètre Millimètres	} Titre 0, 830
20	24, 055	37	
10	12, 028	27, 25	
5	6, 014	24	
2	2, 405	18, 75	
1	1, 202	15	
1/2	0, 601	13, 75	

1. Le dramme, unité de poids abolie seulement tout récemment en Turquie, était la 400^e partie de l'oke, cette dernière équivalant à 1 kg. 282.

C'est l'année 1844 que l'on doit prendre comme point de départ pour l'étude de l'histoire monétaire de l'ex-Empire Ottoman. Si, comme nous le verrons, il faut attendre l'avènement du régime républicain pour voir compléter la tâche déjà amorcée par la loi de 1916 sur l'unification des monnaies, l'on se trouve néanmoins, dès lors, en présence d'une unité monétaire bien déterminée, la piastre, rattachée au bimétallisme, équivalent, par son poids de métal fin, à francs français 0,2278 d'avant-guerre, et subdivisée, elle-même, en 40 paras, 100 piastres donnant une livre turque¹. C'est le système actuellement encore en vigueur, dans ses grandes lignes.

L'on cessa donc de frapper l'ancienne monnaie constituée par les atiliks et les bechliks et, sous le règne d'Abul Médjid, seulement de 1844 à 1860, l'on mit en circulation livres turques 14.500.000 de nouvelles pièces d'or et piastres 380.000.000 de nouvelles pièces d'argent.

Néanmoins la frappe de la monnaie de 1844 ne pouvait apporter un remède immédiat à la « maladie monétaire » dont souffrait la Turquie, qui avait le plus grand besoin de ranimer la confiance au plus tôt en mettant le commerce désarmé dans la possibilité de trouver du change à un cours normal et pratiquement invariable, seule condition pour la reprise des transactions internationales. Il était en somme indispensable de recourir à une banque et c'est à cette solution que se rallia le gouvernement dès 1845, en concluant avec deux financiers étrangers un contrat aux termes duquel, ceux-ci moyennant un versement annuel de 450.000 francs-or environ s'engageaient

1. La livre turque-or comprenant 6 gr. 614 d'or fin était dénommée aussi médjidié d'or, le médjidié d'argent avec 19 gr. 945 d'argent fin valant 20 piastres. Le terme de medjidié n'est plus employé aujourd'hui.

à fournir au commerce pendant une année des lettres de change sur la France et sur Londres au cours fixe de 110 piastres pour une livre sterling. Cette manière de faire ayant donné toute satisfaction, l'on intensifia les opérations financières du groupe et la *Banque de Constantinople* fut créée. Malheureusement cet établissement, désireux d'aider le gouvernement toujours à court d'argent, se livra, pour se procurer des ressources, au jeu dangereux du tirage de traites à découvert sur l'étranger. Les défaillances de l'Etat Turc, qui fut dans l'impossibilité de rembourser les avances qui lui avaient été faites, et le resserrement du crédit à la suite des événements politiques, qui bouleversèrent toute l'Europe en 1848 ébranlèrent fortement la Banque de Constantinople, qui finit par disparaître en 1852.

Nous arrivons alors à l'époque de la guerre de Crimée, et malgré la victoire finale de la Turquie sur la Russie, grâce à l'aide des troupes anglaises et françaises, l'Empire Ottoman sortit de la lutte plus besogneux que jamais. Quatre groupes de monnaies circulaient dans le pays : en plus des pièces de monnaies définies par la réforme monétaire de 1844 dont nous avons parlé plus haut, le gouvernement continuait à imprimer des billets-caïmés, en quantité plus ou moins grande suivant les besoins du trésor, et l'on voyait aussi circuler les monnaies de billon émises du temps du Sultan Mahmoud, ainsi que les anciennes pièces de cuivre dénommées bechliks et altiliks, antérieures également à la réforme de 1844, mais continuant à être utilisées, augmentées d'un stock considérable de fausse monnaie de contrefaçon étrangère. Naturellement la spéculation avait trouvé dans cette confusion monétaire un beau champ d'expérience, et en

vertu de l'application normale de la loi de Gresham, les pièces de bon aloi frappées à l'Hôtel des monnaies disparaissaient à mesure, absorbées, soit par la thésaurisation pratiquée par les paysans, soit par suite de leur envoi à l'étranger dans un but spéculatif d'échange contre les monnaies dépréciées. La situation financière était grave et le recours à un établissement bancaire disposant de moyens plus puissants que ceux de la défunte Banque de Constantinople s'imposait. Le gouvernement se décida donc, parmi les propositions qui lui avaient été soumises par divers groupes étrangers, à accepter en 1856 celles d'un groupe anglais, qui commença ses opérations financières en Turquie sous le nom d' « *Ottoman Bank* ».

Divers établissements bancaires essayèrent également de s'implanter, mais ce ne fut qu'après l'adjonction, aux fondateurs anglais de l'Ottoman Bank, d'un groupe français, puissamment patronné, que l'on aboutit à la création d'une Banque d'Etat dénommée *Banque Impériale Ottomane*, suivant *Firman Impérial* du 4 février 1863.

Cette création représente également une date mémorable dans l'histoire monétaire de la Turquie et, sans entrer dans les détails du fonctionnement de la Banque et de ses rapports avec l'Etat¹, il faut signaler que l'acte de concession (article 9) comporte « *le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur remboursables à présentation* ». L'encaisse métallique était prévue comme devant égaler la moitié des billets mis en circulation jusqu'en

1. Voir à ce sujet l'intéressant ouvrage de M. Adrien Biliotti, *La Banque Impériale Ottomane*, thèse, Paris, 1909.

1865, puis le tiers ensuite. L'acte de concession fut revu et modifié pour la première fois en 1875 et la vie concessionnelle de la société d'abord prévue en 1863 pour 50 ans fut prolongée en 1895 jusqu'en 1925.

Ce fut un énorme progrès réalisé que cette consécration de la circulation fiduciaire, contrôlée par un établissement financier de premier ordre et agissant avec la plus extrême prudence, ainsi que le montre le montant des billets émis par la banque, qui met en circulation des quantités variables suivant les étapes de son activité et suivant les circonstances, certaines réductions anormales des émissions correspondant à des périodes critiques des finances ottomanes. C'est ainsi qu'on débute modestement en 1863 avec 8.700 livres pour atteindre 256.400 livres en 1869 et retomber à 17.700 livres en 1878.

§ 2. *L'ère des emprunts et la création de la Dette publique ottomane*

La situation monétaire de la Turquie aurait donc pu aller en s'améliorant progressivement, mais il aurait fallu pour cela voir le gouvernement renoncer définitivement à l'émission des malencontreux caïmés. On avait dès 1858 manifesté l'intention de les retirer de la circulation, et l'emprunt¹ contracté cette année-là devait servir à ce but, mais l'opération ne put être menée à bonne fin ; il s'en suivit, au contraire, de nouvelles émissions. Puis en 1861, alors que le montant des caïmés en

1. C'est en 1854, en pleine guerre de Crimée, que l'on rencontre le premier emprunt contracté par la Turquie à l'étranger. On avait longtemps hésité à recourir à cette humiliation, mais les circonstances en imposèrent l'obligation.

circulation dépassait 250 millions de francs-or, chiffre énorme pour l'époque, vu la capacité financière du pays, les futurs fondateurs de la Banque Impériale Ottomane consentirent un emprunt de 200 millions destiné à débarrasser, en grande partie, le pays du papier-monnaie déprécié et l'opération fut menée à bien. Puis, après la création de la banque, et son acte de concession stipulant, entre autres choses, que le gouvernement prenait l'engagement de n'émettre aucune espèce de papier monnaie pendant toute la durée de la concession, le nouvel établissement financier avait souscrit lui-même un emprunt de 200 millions de francs pour tenter de retirer également de la circulation les bechliks et les altiliks, les vieilles monnaies de mauvais aloi du temps du Sultan Mahmoud ; mais l'opération d'assainissement ne réussit qu'en partie et le désordre monétaire subsista avec son atmosphère d'incertitude et de malaise financiers.

Par ailleurs, l'année 1864 marque le début d'une des périodes les plus critiques qu'ait dû traverser la Turquie. Alors qu'on se contentait jusqu'alors d'encaisser le produit des impôts affermés la plupart du temps dans des conditions désastreuses et de dépenser sans compter à mesure des besoins, l'on a bien essayé, pour la première fois, de dresser, sous le nom pompeux de budget, un état des prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice 1863-64. Il montre notamment combien les dépenses des ministères du Commerce et des Travaux publics étaient modestes à côté des crédits alloués à la liste civile du sultan, par exemple, mais les recettes avaient été évaluées très approximativement et l'équilibre apparent pouvait être rompu à tout moment par la volonté

du souverain, à la fois chef civil et religieux, au pouvoir sans limite. Les intérêts et les amortissements afférents aux dettes extérieures et intérieures figurent déjà pour un montant de près de 95 millions de francs, alors que le total des dépenses prévues atteint seulement 327 millions, mais l'on continue à emprunter aux conditions les plus onéreuses, sans frein ni règle. C'est le commencement de ce que l'on appellera plus tard « *l'ère des emprunts à jet continu* ».

En 1865, la Banque Ottomane propose un plan d'amortissement et de conversion des dettes, mais son projet est rejeté et l'on conclut peu après un accord presque semblable dans ses grandes lignes avec la « Credit and Financial Co » de Londres auquel s'adjoint bientôt la Société Générale, de France. Avec le concours de ce groupe le gouvernement crée alors le *Grand Livre de la dette publique inscrite*, les dettes étant mobilisées en obligations productives d'un intérêt de 5 %, avec un plan d'amortissement minutieusement prévu. Toutefois, les beaux projets établis sur le papier ne résistent pas aux difficultés qui s'accumulent : en 1866 éclate l'insurrection de Crète, dont la répression demandera deux ans d'efforts ; puis 1867 et 1868 voient les dépenses du ministère de la Guerre s'accroître dans des proportions considérables, la Turquie intensifiant ses armements pour suivre les efforts de ses menaçants voisins, la Grèce, la Roumanie et la Serbie et, une seule fois en 1869, lors de l'emprunt Pinard, dont nous parlerons plus bas, le plan d'amortissement est mis à exécution. On a pourtant obtenu en 1866 du khédive d'Egypte, contre octroi de certains avantages, qu'il augmente, presque du simple au double, le tribut annuel qu'il verse au

sultan, qui demeure son suzerain ; mais c'est une goutte d'eau dans la mer, et la Turquie s'est facilement habituée à l'expédient si commode des emprunts à l'étranger. Depuis la guerre de Crimée qui l'a mise en contact avec les grandes nations européennes, dont deux d'entre elles, l'Angleterre et la France, l'ont défendue contre les visées impérialistes de la Russie, elle se considère un peu, comme sous la tutelle financière, de ses deux alliés de la veille. Un emprunt de 125 millions de francs par bons du trésor a été conclu le 6 mars 1869, mais comme le sultan dépense toujours sans compter et que les hauts fonctionnaires et les grands dignitaires de son entourage mettent le trésor en coupe réglée, c'est à l'étranger qu'il faut rechercher encore des ressources. Petites causes, grands effets : on profite du voyage de l'Impératrice Eugénie, qui se rend de France à Suez, pour l'inauguration du canal, fixée au 13 octobre 1869, et on l'invite à passer par Constantinople, où malgré l'état désastreux des finances on lui organise une réception féérique, meublant, pour elle entre autres choses, entièrement à neuf le délicieux pavillon de Beylerbey de la rive asiatique. L'opinion publique française se complaît à la lecture dans les journaux du récit des fêtes magnifiques offertes à sa souveraine ; le « climat » est créé comme aurait dit André Maurois, et les capitalistes sont tout prêts à vider leur bas de laine avec cette belle inconscience qui caractérise le goût immodéré des Français pour les placements à l'étranger.

En effet, un groupe patronné par M. Pinard, président du Comptoir d'Escompte, lance le grand emprunt de 1869, 300 millions de francs divisés en obligations de 500 francs à 6 %, 1 % étant prévu de plus pour l'amor-

tissement, mais les titres étant cédés à 270 francs aux financiers, qui se sont chargés de placer l'emprunt; environ 200 millions seulement tombent ainsi dans les caisses du trésor, qui, tous comptes faits, se trouve avoir emprunté au taux énorme de 11,11%.

Quoiqu'il en soit, la Turquie put, cette fois encore, éviter de justesse la banqueroute et, faisant face aux échéances brûlantes, payer aussi, comme nous l'avons vu, pour la première fois, le coupon de la dette extérieure, à la suite de quoi elle se retrouva complètement désargentée. La France se relevant à peine de ses désastres de la guerre de 1870, c'est à un groupe autrichien que l'Etat Turc s'adressa, le groupe Hirsch, et ce fut l'emprunt de 1871, avec la fondation de la Banque Austro-Turque et de la Banque Austro-Ottomane. Des sociétés industrielles étrangères se montent en même temps et une fièvre de spéculation s'empare en 1872 de la bourse de Constantinople, les cours des valeurs haussent et l'Etat essaye de profiter de cette période d'euphorie pour convertir en obligations les bons du trésor dont les échéances s'annoncent redoutables pour 1876, 1877 et 1878, mais malgré les emprunts de 1873 et 1874, en 1875 l'on se trouve avoir converti seulement environ le tiers de la dette flottante. De plus la Turquie doit, dès 1875, réprimer les soulèvements de Bosnie et d'Herzégovine, opération qui ne se terminera qu'en 1876, après que les Serbes qui se sont joints aux insurgés auront été complètement écrasés. Les événements extérieurs atteignaient gravement le crédit du pays, et cette fois c'est bien la banqueroute qui s'annonce : le 6 *octobre* 1875, la Turquie notifie à ses prêteurs et ce, sans avoir consulté au préalable la Banque Ottomane, qu'elle se voit obligée de

réduire de moitié pour une période de cinq ans, le règlement en espèces des intérêts et de l'amortissement des dettes extérieures de l'empire, la seconde moitié devant être réglée en titres à 5 % dont les intérêts seront payables avec les échéances de la première moitié.

Ainsi s'achevait le règne du Sultan Adbul Aziz monté sur le trône en 1861, au milieu des complications intérieures et extérieures, après une succession d'emprunts dont le taux d'intérêt s'est accru sans cesse et dont les fonds toujours absorbés d'avance par des échéances brûlantes et les dépenses nécessitées par des guerres incessantes, n'ont pu être à aucun moment affectées à des œuvres d'utilité publique. On peut estimer à environ 5.300.000.000 de francs le total des sommes nominale-ment empruntées de 1854 à 1874, le trésor n'en ayant encaissé qu'à peine 2 milliards 800 millions, en raison des émissions au-dessous du pair, et des commissions et courtages rétrocédés, et se trouvant de plus obéré par une dette flottante d'à peu près 400 millions. Pour le service annuel des intérêts et des amortissements, il faut compter 300 millions de francs, et bien que l'évaluation des recettes pour le budget de 1874-75 se monte à 570 millions, si l'on tient compte des moins-values probables par suite des estimations excessives, des retards dans les encaissements et des différents aléas, ce chiffre ne peut guère dépasser 380 millions. On constate ainsi qu'il ne reste guère à l'Etat que 80 millions pour soutenir son train de vie normal, si l'on veut assurer régulièrement le service des emprunts. La déclaration du 6 octobre 1875 était donc inévitable, mais elle fermait à la Turquie la possibilité de tout recours à l'aide de l'étranger. La situation était grave, tant par suite des difficultés

extérieures en Bosnie-Herzégovine et de la guerre soutenue contre la Serbie et le Monténégro que de la situation intérieure à la suite de l'insurrection qui a renversé Abdul Aziz pour le remplacer après son suicide, d'abord par Mourad V, puis celui-ci étant devenu fou, par Abdul Hamid, ce dernier faisant proclamer la Constitution libérale du 23 décembre 1876. Naturellement l'on se rabattit sur la seule solution praticable et en 1876 et 1877 l'on émit en quatre tranches pour 16 millions de livres turques de caïmés. Bien que contrôlé et numéroté avec soin par la Banque Ottomane, et bien que reçu en paiement au pair par l'Etat, le papier-monnaie à cours forcé subit, dès son apparition, une dépréciation de 30 %, et cette dépréciation ne fit que s'accroître au point de voir le billet n'être plus accepté qu'à peine pour le dixième de sa valeur nominale : il fallut jusqu'à 1000 et 1200 caïmés pour se procurer 100 piastres-or. Les programmes d'amortissement du papier-monnaie abrogés sitôt que décidés n'améliorèrent pas la situation et l'Etat consacra la dévaluation en décrétant le 20 mars 1879 que les impôts seraient perçus à concurrence de 80 % en numéraire et 20 % seulement en caïmés ; ceux-ci pourraient être reçus, au surplus, dans les caisses du trésor à raison de 400 piastres-caïmés pour une livre turque or.

Cependant, les porteurs de fonds turcs, dès l'annonce de la mesure qui les dépouillait de la moitié de leurs revenus, avaient eu ce réflexe naturel, que l'on verra si souvent dans la suite, dans l'histoire financière de bien des pays : ils s'étaient groupés en associations de défense, mais se bornèrent au vote de platoniques résolutions. Toutefois, vers la fin de 1876, la Turquie se sentant bien

près de l'abîme, si l'appui de l'étranger ne lui était pas accordé de nouveau, l'on annula le fameux iradé du 6 octobre de l'année précédente mais sans reprendre néanmoins le service des dettes. Il était temps d'essayer de redonner confiance aux prêteurs à venir, car en mars 1877 les armées russes franchissaient le Danube, et malgré cela un emprunt lancé en décembre, sous le nom de « Defense Loan » pour un montant de 125 millions de francs, juste au moment de la prise de Plevna essuya, aussi bien à Londres qu'à Paris, le plus lamentable des échecs ; ce fut la Banque Ottomane qui sauva la situation, en souscrivant la totalité de l'emprunt le 9 juillet 1878.

Ce fut encore elle qui au lendemain du désastreux Traité de San-Stéfano, vint au secours du trésor et épargna au pays avec l'aide de quelques banques locales les pires catastrophes, en cette époque, qui fut incontestablement, pour la Turquie, la plus sombre de toute son histoire, alors que la disette exerçait ses ravages, que le territoire était envahi et que les soldats aigris par la défaite et réclamant leur solde depuis longtemps impayée se transformaient en pillards.

Par ailleurs le remède vint de l'excès du mal, car les Etats dont dépendaient les principaux groupes de porteurs de fonds ottomans s'alarmèrent tant par suite de l'énorme indemnité de guerre de 300 millions de roubles réclamée à la Turquie, que de la mutilation des frontières du vaincu inscrite dans le Traité de San-Stéfano ; cette mutilation diminuait en effet de beaucoup sa capacité financière au préjudice des porteurs, les emprunts étant à peu près tous gagés par une catégorie distincte de revenus de l'Etat. Ce ne fut donc pas, ainsi qu'il en aurait été aujourd'hui, sous le règne de la Société des

Nations, au nom de la morale internationale, mais plus franchement à la suite des réclamations des porteurs anxieux pour leurs privilèges que s'ouvrit le *Congrès de Berlin* qui amena le *Traité de Berlin* (13 juillet 1878) adoucissant les conditions du *Traité de San-Stéfano*. Néanmoins l'Empire Ottoman était amputé définitivement de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro, et la Bulgarie devenait une principauté indépendante, mais on relevait aussi dans le traité que la Bulgarie payerait un tribut annuel au sultan et que les revenus de la Roumélie Orientale seraient affectés au service d'une partie de la dette publique, dont une tranche serait, par ailleurs, imputée aux territoires détachés de l'Empire, en proportion de leur superficie. On n'avait pas oublié non plus de stipuler, toujours dans le même esprit, que l'indemnité de guerre de la Russie ne pourrait, en aucun cas, porter atteinte aux intérêts des deux catégories d'emprunts, soit garantis, soit de droit commun ¹.

Mais si, à Berlin, les porteurs s'étaient montrés parfaitement unis pour défendre leurs droits, dès que des négociations eurent été entamées à Constantinople, la division s'y installa et ce ne fut que trois ans plus tard que l'on arriva à un accord concrétisé par le fameux décret de Mouharrem, qui sera succinctement étudié en son temps.

Par ailleurs, le projet Tocqueville échoua ainsi que divers autres projets présentés ; mais la Banque Ottomane qui avait puissamment aidé le gouvernement en prenant ferme le « Defense Loan » de 1877, refusé par les

1. L'Angleterre, toujours pratique, avait profité du *Traité* pour se faire attribuer l'île de Chypre, tandis que l'Autriche occupait la Bosnie et l'Herzégovine.

places étrangères, se mit à la tête du groupe des banquiers de Galata, venus, eux aussi, en aide au trésor et qui s'étaient fait donner à bail pour une période de dix années la perception de divers impôts, par une Convention du 10 novembre 1879, le gouvernement ottoman affectant d'autre part une annuité fixe au service de la dette publique.

A ce moment, la misère était grande dans le pays, le commerce paralysé et la confusion monétaire à son comble ; au surplus, la baisse des cours de l'argent métal avait produit en Turquie, comme ailleurs, une divergence importante entre la valeur nominale de la monnaie d'argent et sa valeur effective. Les changeurs locaux aggravaient cet écart en achetant, à un taux réduit, les pièces d'argent en bon état pour les revendre à l'étranger à leur valeur intrinsèque de métal. D'autre part, se basant sur le projet Tocqueville de 1879, le gouvernement, escomptant déjà l'aubaine d'un emprunt qui lui serait consenti, avait, par avance, affecté, suivant une proclamation parue la même année, une partie des fonds au retrait de la circulation des caïmés, abondamment émis, comme nous l'avons vu en 1876 et 1877. Mais le projet Tocqueville étant resté sans suite, adieu l'emprunt ! L'on fut donc contraint de publier une nouvelle proclamation qui déclarait que « la correspondance relative à l'emprunt Tocqueville n'ayant pas encore abouti, l'Etat s'était trouvé dans l'obligation de rechercher une autre solution ».

On reconnaissait l'impossibilité de supprimer les caïmés par un rachat immédiat, comme il l'avait été projeté et, comme moyen terme, l'on décidait que « les recettes publiques seraient exclusivement recouvrées en

monnaies métalliques, dont un cinquième serait affecté au retrait et à la destruction du papier-monnaie ».

Peu après était promulgué le *Décret de 1880 concernant les monnaies*, qui, après les textes de 1840 et 1844, que nous avons mentionnés, marque une des plus importantes dates de l'histoire monétaire de la Turquie. En effet, bien que le bimétallisme ait été officiellement adopté en 1844, le décret précise que l'unité monétaire est « la livre or de 100 piastres »¹, les revenus de l'Empire devant être à l'avenir recouvrés sur la base de l'or et les autres monnaies n'étant acceptées, pour rétablir la parité entre les monnaies d'or et d'argent qu'aux cours suivants :
— le « medjidié » d'argent de 20 piastres pour 19 piastres,
— l' « altilik » (six piastres) pour 5 piastres,
— le « bechlik » (cinq piastres) pour 2 piastres 1/2,
— le « métallik » (une piastre) pour 1/2 piastre.

Ces trois dernières catégories représentant les monnaies dites de « mauvais aloi ».

Nous avons constaté, qu'en raison de la baisse de l'argent-métal, et de la spéculation effrénée, qui jouait pour le commerce des pièces d'argent, l'adoption de la piastre-or, comme étalon monétaire, s'imposait ; il n'en est pas moins vrai, que la dévaluation du medjidié d'argent était ainsi officiellement consacrée. C'était tout un bouleversement du système monétaire, bouleversement gros de conséquence.

En effet, le contribuable redevable d'une dette d'une livre turque ne s'acquittait plus, sous le nouveau régime, avec 5 medjidiés d'argent de 20 piastres chacun, que

1. Ce n'est, toutefois, que la loi de 1916 sur l'unification des monnaies, qui consacra l'introduction du monométallisme en Turquie.

de 95 piastres seulement : pour se libérer valablement il devait donc verser, en tenant compte de la valeur d'acceptation des subdivisions du medjidié, 105 piastres $1/4$. Cependant ce rapprochement légal entre les monnaies d'or et d'argent ne fut pas observé, et, dans la pratique, la relation entre la livre turque et la piastre-argent se fixa très rapidement aux alentours du rapport de 1 à 108, rapport qui se maintint, presque sans modification pour les medjidiés, les $1/2$ medjidiés et les $1/4$ de medjidiés, jusque vers 1910.

La piastre avait donc en réalité, vis-à-vis de la livre, trois valeurs différentes :

1° La *piastre-or*, dont la valeur était la centième partie de la livre turque ;

2° la *piastre-argent* à 108, fixée, non par la loi, mais par l'usage, à l'équivalence de 108 piastres pour une livre turque ;

3° la *piastre-argent légale*, dénommée aussi piastre fiscale, représentant théoriquement d'après le décret de 1880, la dix-neuvième partie du medjidié de 20 piastres, avec cette réserve que la livre turque qui équivalait dans la pratique à 108 piastres argent, se voyait attribuer également comme valeur de relation à la livre turque $19/20$ de 108, soit piastres 102,60¹.

Il y avait donc avec ces valeurs différentes une source infinie de difficultés, d'autant plus, que, comme pour multiplier à plaisir les éléments de confusion les taux des

1. Il y a lieu de remarquer qu'en 1909 le gouvernement décida d'accepter la livre turque au taux de piastres 102,60, reconnaissant ainsi formellement que l'usage avait fixé la valeur de la piastre à un chiffre autre que celui établi par le décret de 1880.

diverses monnaies variaient encore suivant les villes¹ et suivant les opérations traitées. Ce n'est qu'avec la loi de 1916 sur l'unification des monnaies, qu'on se trouvera en présence d'un système simple dont l'application fut facilitée par le cours forcé qui régnait à ce moment. Mais reprenons l'ordre chronologique des faits.

Nous avons vu en 1879 l'échec du projet Tocqueville, échec qui, faute de réalisation de l'emprunt de 200 millions qui y était incorporé, avait empêché le gouvernement de retirer les caïmés de la circulation ; mais dès 1878, au Congrès de Berlin, la Turquie avait témoigné de son désir de s'entendre avec les porteurs pour le règlement futur de la dette publique ottomane. Par l'intermédiaire des ambassades, des notes furent échangées et des délégués étrangers (Anglo-néerlandais, Français, Austro-Hongrois, Allemands et Italiens) arrivèrent à Constantinople dans le courant des mois d'août et septembre 1881. Le gouvernement ottoman, tout en instituant une « Commission de la dette publique » pour délibérer avec eux, se mit à négocier avec les banquiers de Galata pour la rétrocession des six contributions indirectes qui leur avaient été antérieurement déléguées ; enfin, un arrangement étant intervenu, tandis que les porteurs et les commissaires impériaux arrivaient, après une série de délibérations, à une entente complète, fut promulgué le *décret de Mouharrem 1299-20 décembre 1881*² *constituant l'administration de la*

1. Il y avait par exemple à Smyrne une monnaie de compte dénommée « piastre tchuruk » (littéralement : piastre pourrie) dont le cours d'acceptation variait encore suivant le genre d'opérations commerciales traitées : opium, coton, blé, etc...

2. Toutes les dates mentionnées dans cette étude ont été, à dessein, rapportées au calendrier grégorien, alors que le calendrier musulman adopté, qui se basait au surplus sur l'année lunaire, commençait son ère

dette publique ottomane, et déterminant en même temps le capital des différents emprunts, les gages qui leur étaient affectés et les annuités nécessaires au service des intérêts et de l'amortissement.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'apprécier en détail le fonctionnement et le rôle de l'administration de la dette publique ottomane. Il suffit de dire, que, chargée de l'organisation et de la perception de tous les principaux impôts et taxes, elle constitua avec la Banque Ottomane, investie, nous l'avons vu, du privilège de la banque d'émission, le « conseil judiciaire » de l'Empire Ottoman. De plus, par l'exploitation rationnelle des monopoles du sel et du tabac, elle s'engagea dans une exploitation industrielle et commerciale poursuivie avec un plein succès et par les méthodes les plus modernes, tant et si bien que, tout en faisant face avec régularité aux annuités nécessaires aux intérêts et à l'amortissement des anciens titres des porteurs, elle contribua puissamment au bien-être du pays et au rétablissement de son crédit à l'étranger, facilitant du même coup le lancement des emprunts nécessités par les déficits passagers des budgets ou les entreprises de grands travaux.

L'administration de la dette publique ottomane disparut en 1928, peu après la *Régie cointéressée des tabacs de l'Empire Ottoman*, créée sous son impulsion en 1883 par la Banque Ottomane, le groupe allemand Bleichroeder et le Crédit Anstalt de Vienne. La régie fut

en 622 après J.-C., date de l'Hégire — abandon de la Mecque par Mahomet pour se réfugier à Médine —. Il a été fait exception ici pour le décret de 1881 qui est communément désigné simplement sous le nom de « décret de Mouharrem ». La République Turque a, heureusement, peu après son avènement, abandonné ce calendrier désuet et compliqué.

reprise par le gouvernement à partir du 1^{er} mars 1925 pour être transformée en monopole d'Etat. La dette publique avait rempli en Turquie un rôle bienfaisant et salubre, mais le régime républicain fermement décidé à implanter courageusement dans le pays toutes les réformes nécessaires, pouvait difficilement supporter une aliénation, même partielle, de la souveraineté nationale.

§ 3. *L'institution du cours forcé des billets en 1914 et les émissions de guerre*

Nous avons été obligés, jusqu'ici, de passer en revue avec quelques détails l'histoire intérieure et extérieure de la Turquie pour en saisir les liens avec les phénomènes monétaires. Le rôle tutélaire de la dette publique et de la Banque Ottomane ayant permis, à partir de 1881, à l'Etat Turc de faire face à sa trésorerie, sans recourir à des expédients préjudiciables à la monnaie, nous pouvons sauter à 1914, année durant laquelle, en Turquie, comme ailleurs, le cataclysme mondial amena son cortège de calamités.

Ce n'est pas, loin de là, que la Turquie ait été de 1881 à 1914 un peuple heureux et sans histoire. Le Congrès de Berlin de 1878 avait théoriquement réglé la question balkanique, mais révoltes de Crète, difficultés intérieures, massacres, révolutions de palais, tout contribua à embrouiller la situation de l'Empire Ottoman, qui eut, au surplus, à soutenir une guerre avec la Grèce en 1887, une guerre avec l'Italie en Tripolitaine en 1911 et une guerre balkanique contre la Bulgarie et la Serbie en 1912. Outre les amputations de son territoire, cette suite de sacrifices avait profondément affaibli la Turquie à la veille du conflit mondial de 1914.

Néanmoins, à ce moment, la situation monétaire et financière du pays — outre les inconvénients que constituaient les différences de taux de la piastre, inconvénients que nous avons signalés et qui subsistaient — se présentait exempte de graves difficultés; sa dette publique d'un montant de 155 millions de livres turques, voyait son service normalement assuré et son stock monétaire métallique était constitué par 50 millions de livres turques, alors que 1.200.000 livres de billets avaient été émis et garantis par la Banque Ottomane. Toutefois, avant même que l'Empire Ottoman fut entraîné dans le conflit européen, un resserrement monétaire s'étant produit dès le début du mois d'août 1914, *le cours forcé fut décrété le 4 août* pour les billets de la Banque Ottomane et, après entente avec cet établissement, leur montant fut porté à 4 millions de livres par décrets des 15 et 28 septembre 1914. Puis, le 23 octobre 1914, le sultan, qui avait depuis plusieurs années subi l'influence croissante de l'Allemagne, entraînait son pays aux côtés de celle-ci dans la Grande Guerre. Sollicitée immédiatement par le gouvernement en sa qualité de banque d'Etat, la Banque Ottomane, établissement franco-anglais, se refusa¹ naturellement au financement d'une guerre soutenue contre la France et la Grande-Bretagne. L'Empire Ottoman dut donc se tourner d'un autre côté et c'est avec le concours de la dette publique ottomane²,

1. Il y a lieu de noter que ce refus fut gros de conséquences pour la banque : il lui coûta en réalité son privilège d'émission, le gouvernement ayant, lors du renouvellement de 1933 de la Convention de la Banque Ottomane, définitivement aboli le rôle d'institut d'émission de cet établissement.

2. Voir à ce sujet la très intéressante étude publiée par M. Jean Vergeot, en 1919, dans la *Revue d'Economie politique* : « Le papier-monnaie en Turquie pendant la guerre » (Tome XXXIII, p. 278).

institution internationale, qu'il procéda à des émissions de papier-monnaie. *La loi du 30 mars 1915 réalisa la première émission à cours forcé* ; il s'agissait d'un montant de 6.583.094 livres gagés par un dépôt d'or d'une valeur de 150 millions de francs qui devait être effectué à l'administration de la dette publique ottomane et qui fut, en réalité, bloqué à la Reichsbank à Berlin et à la Banque d'Autriche à Vienne. Il était stipulé que les billets émis devraient être remboursés en or à Constantinople six mois après la conclusion de la paix. Six autres émissions suivirent¹, jusqu'en septembre 1918, et furent à l'inverse de la première, gagées seulement par des bons du trésor allemand ou du trésor autrichien. D'après une évaluation effectuée en février 1918, le total des billets émis s'élevait alors à 128 millions de livres turques, et l'on peut admettre qu'à la fin de 1918 il ne dépassait guère 150 millions².

§ 4. *La loi de 1916 sur l'unification des monnaies*

D'autre part, un événement d'une importance consi-

1. La deuxième émission autorisée par la loi du 18 octobre 1915 qui prévoyait une tranche de 6 millions de livres, fut réalisée pour 8 millions environ ; la troisième émission (loi du 22 décembre 1915) et la quatrième émission (loi du 6 août 1916), s'élevèrent respectivement à 12 millions et 75 millions. La cinquième (loi du 4 février 1917), la sixième (article 8 de la loi budgétaire du 30 mars 1917) et la septième (article 11 de la loi budgétaire du 28 mars 1918) totalisent, semble-t-il, environ 60 millions. Il paraît invraisemblable que l'on ne soit pas en mesure de produire des chiffres exacts mais l'enchevêtrement des émissions réalisées, d'ailleurs, chacune en plusieurs tranches, les réductions des montants des tranches et les retenues opérées par le gouvernement allemand pour les coupons de ses nationaux apportèrent dans les opérations une telle complexité, que le ministre des Finances de l'ex-Empire Ottoman ne semble pas lui-même avoir pu s'en faire une idée très nette.

2. Le chiffre de 128 millions a été donné par Djavid Bey, alors ministre des Finances, lors de la présentation du budget de l'exercice 1918-19 à la Chambre, au cours de la séance du 21 février 1918.

dérable intervint en pleine période de guerre ; il s'agit de la *loi sur l'unification des monnaies* du 14 avril 1916 précédée d'un exposé explicatif de la direction générale du mouvement des fonds. Cet exposé souligne à juste titre l'importance de la réforme que l'on se propose d'appliquer et dont le but est de supprimer les divers cours de la piastre « adoptés par l'habitude » dans les différentes parties de l'Empire. Il était d'une importance capitale pour les transactions commerciales de se baser sur une unité monétaire fixe, bien déterminée, les valeurs attribuées à la piastre étant jusqu'alors très diverses, ainsi qu'il a été signalé plus haut. La nouvelle loi précise dans son article 1^{er} que « *la base du système monétaire de l'Empire Ottoman est l'étalon-or et que la piastre est l'unité monétaire* », l'article 2 ajoutant que « la piastre qui représente l'unité monétaire d'or est frappée en nickel et vaut 40 paras ». Il est à remarquer qu'il a été, à dessein, passé sous silence le mot « livre » pour bien souligner qu'il ne peut plus être question de piastres à des taux différents et que, ainsi qu'il est longuement expliqué dans l'exposé préalable, la piastre sera à l'avenir uniformément la centième partie de la livre turque, telle qu'elle l'est encore. Au surplus, tandis que l'article 3 de la loi résume les caractéristiques des pièces de monnaies en un tableau qui est celui de 1844, presque sans changement¹, l'article 4 indique qu'il ne peut être imposé en paiement plus de 300 piastres en argent ou 50 en nickel. Le régime du monométallisme est là bien clairement indiqué ; alors qu'en 1880, l'on s'était contenté de men-

1. Les détails concernant les pièces d'or et d'argent, sont les mêmes : il est seulement ajouté la description des pièces de nickel, mentionnées pour la première fois.

tionner, sans plus, que le système monétaire est rattaché à la livre turque-or, l'exposé explicatif de la loi de 1916 consacre un paragraphe au commentaire des articles 1^{er} et 4, exaltant « l'important progrès » réalisé par le fait de baser le système « uniquement sur le monométallisme ». Il faut avouer d'ailleurs que les considérations développées présentent souvent un caractère un peu confus.

Quoiqu'il en soit, la loi de 1916 sur l'unification des monnaies est d'une importance capitale et caractérise le système sous lequel vit encore actuellement la Turquie, où le cours forcé est toujours en vigueur.

Dans un autre ordre d'idées, il y a lieu d'énumérer rapidement les mesures exceptionnelles de guerre concernant le change, l'exportation des capitaux et celle des métaux précieux, la prohibition d'exportation de ces derniers ayant été nécessairement confirmée, en raison du maintien du cours forcé du papier-monnaie.

En effet, l'Empire Ottoman comme les autres belligérants et même les neutres dut, dès le début de la guerre de 1914-18, prendre des mesures restrictives imposées par les circonstances ; ainsi tout en suspendant les intérêts des dettes et engagements des sujets ottomans envers les sujets des Etats ennemis et de leurs alliés, *la loi du 24 novembre 1914 précisée par la loi du 10 mars 1916* interdit toute opération de change avec ceux-ci. — Une « *Commission centrale des opérations de change* » fut instituée par un *Règlement du ministère des Finances du 30 janvier 1917*, commission destinée à contrôler toutes les demandes de change à destination des pays alliés de la Turquie, et même après la cessation des hostilités — mesure encore plus rigoureuse — tout envoi de fonds et en général toute opération constituant un trans-

fert à destination de l'étranger fut soumise à l'autorisation de la Commission des changes, suivant une *loi du 23 décembre 1918*.

Toutes les dispositions restrictives concernant les opérations de change furent rapportées par un *iradé impérial du 4 juin 1919* et la Commission des changes cessa par là même d'exister.

Quant à la monnaie proprement dite, une *loi provisoire du 24 octobre 1914* soumit à l'autorisation du ministère des Finances *toute exportation d'or, monnayé ou en lingots*. Cette loi provisoire, élaborée et mise en exécution par le pouvoir exécutif, fut votée par le parlement le *18 janvier 1915* avec des modifications insignifiantes. L'interdiction d'exportation fut même étendue à l'argent monnayé par une *décision du Conseil des ministres du 2 mars 1919*. Ces dispositions visant l'or et l'argent sont encore en vigueur et leur application a été encore étendue par la *loi du 17 janvier 1922*, en plus des lingots et espèces monnayées, à tous les objets fabriqués, sauf les bijoux personnels.

§ 5. *La situation en 1929*

après l'ajournement du remboursement des billets

Pour terminer, sans toutefois entrer dans les détails, l'exposé de la situation telle qu'elle existait en 1929 — exposé qu'il nous a paru nécessaire de faire, tout comme celui de la période antérieure à 1916 —, il y a lieu de mentionner les mesures prises, après guerre, relativement au papier-monnaie. Les sept émissions de papier-monnaie de guerre étaient stipulées comme devant être remboursables en or, suivant certaines modalités

propres à chacune d'entre elles : un an après la date de la conclusion de la paix pour la première tranche, deux ans à partir de la même date pour la deuxième tranche avec remboursements échelonnés sur cinq années etc... Toutefois le remboursement des billets ne put être réalisé comme il avait été prévu, les puissances alliées ayant, pour les besoins des réparations, d'une part confisqué les sommes en or déposées en Allemagne et en Autriche en garantie de la première émission, d'autre part exigé que leur soient transférés les bons du trésor allemand, stipulés payables en or, qui avaient servi de gage aux six autres émissions¹. La Turquie sortait, au surplus, très affaiblie de la guerre, et réduite à un territoire infime par le Traité de Sèvres (10 août 1920). Un montant de 2.270.100 livres turques fut donc seulement remboursé en or, et pour le surplus, le cours forcé fut maintenu par l'Empire Ottoman, qui condamné par ses faiblesses fit place à la *République Turque proclamée le 29 octobre 1923*².

Dans la suite, la *loi du 30 décembre 1925* confirmant le maintien du cours forcé consacra la somme des billets

1. Article 259 du Traité de Versailles, article 210 du Traité de Saint-Germain, article 58 du Traité de Lausanne confirmant les articles 253 et 254 du Traité de Sèvres.

2. C'était l'aboutissement des efforts opiniâtres du glorieux général Moustafa Kémal, qui avait, dès 1920, loin de Constantinople, où prédominait l'influence du sultan et de ses partisans, réuni à Angora, en Anatolie, un parlement dit « Grande assemblée nationale », puis, malgré des moyens de fortune, prenant l'offensive, en 1922, contre les troupes grecques qui occupaient les territoires d'Asie Mineure cédés à la Grèce, par le Traité de Sèvres, les avait jetées à la mer, rendant ainsi à son pays les contrées qui lui avaient été arrachées. Le nouvel état de choses créé nécessita la réunion des puissances et le Traité de Lausanne (24 juillet 1923), réformant le Traité de Sèvres, consacra la victoire turque. Moustafa Kémal dénommé par ses compatriotes « Gazi » — le Victorieux — se consacra depuis lors uniquement à la modernisation de son pays et a été régulièrement, à chaque expiration de son mandat, réélu président de la République. Lors de la loi du 21 juin 1934 qui imposa à tous les citoyens turcs l'adoption d'un nom de famille, il choisit le patronyme d'Ata Turk — le Père des Turcs —.

restant en circulation dénombrés très exactement à 153.748.563 livres turques, stipulant qu'une émission d'un montant égal serait effectuée pour servir à remplacer les anciens billets. L'échange devait être effectué dans un délai de six mois à partir de la date qui serait fixée par le ministère des Finances. *La loi du 28 mai 1928* prorogea ensuite le délai d'échange jusqu'au 5 septembre 1928, et, à cette date, circula dans tout le pays le nouveau papier-monnaie à l'effigie de la République, en coupures de 1, 5, 10, 50, 100, 500 et 1.000 livres turques, telles qu'elles ont cours encore actuellement. Le volume de la circulation fiduciaire a été, d'autre part, élevé par une *loi du 25 mars 1929* à 158.748.563 livres turques, soit une augmentation de 5 millions de livres turques ce qui l'a ramené à ce qu'il était avant 1926. A cette date, le montant des billets avait été réduit de 5 millions, une somme équivalente de monnaie divisionnaire étant mise en circulation.

Quant à la monnaie d'or créée en 1844 — date, comme nous l'avons vu, du commencement de la frappe des pièces — il a été frappé et mis en circulation jusqu'en 1914, pour 61.000.000 de livres turques environ de pièces. La frappe en fut continuée pendant les années de guerre, le stock monétaire de métal jaune s'élevant à l'armistice, en chiffres ronds, à 78.300.000 livres turques. Ce montant fut encore augmenté dans la suite et s'élevait, suivant les rapports de l'Hôtel des monnaies, à fin 1922, à 78.591.132 livres turques, se décomposant en :

Pièces de livres turques	5	4.528.015
— — —	2,50	526.965
— — —	1	71.335.017
— — —	0,50	1.131.629
— — —	0,25	1.096.506

En ce qui concerne le stock monétaire existant en 1929 tant pour l'argent que pour l'or, il est impossible d'avoir une idée exacte des quantités restées à l'intérieur du pays. On sait que des fractions importantes de métal jaune ont été exportées depuis la guerre, sans que l'on puisse donner aucun chiffre précis, et, d'autre part, l'on trouvait encore récemment dans certaines régions de la Turquie de l'or circulant comme moyen de paiement. D'ailleurs la livre turque-or est, depuis 1915, cotée sur le marché hors bourse. Son cours qui, jusqu'au début de 1917, n'avait guère dépassé 182 piastres, monta rapidement au cours de cette année 1917 pour atteindre en décembre le cours moyen de 472 ; parallèlement à la livre sterling, la livre turque-or ne cessa de monter, à une cadence assez régulière ; cotée à 849 en novembre 1928, elle montait au début de 1929 à 860 pour atteindre 931 à la fin de l'année.

Il faut ajouter, pour terminer, que le stock de pièces métalliques divisionnaires pouvait être évalué, en 1929, à environ 8 millions de livres turques, quantité évidemment peu considérable mais suffisante étant donné les besoins monétaires infimes des régions agricoles, dont les habitants constituent la très grosse majorité de la population.

CHAPITRE II

LA CRISE DES CHANGES DE 1929. — SES CAUSES APPARENTES ET PROFONDES. — LES PREMIERS REMÈDES APPORTÉS.

§ 1. *La crise des changes de 1929*

Il est assez difficile, lorsqu'on étudie un phénomène économique à forme de crise, d'en déterminer nettement le commencement et la fin. Dans une question de change, l'on pourrait supposer que la cotation des devises étrangères servant d'étalons de comparaison marque, d'une façon précise, par les cours extrêmes cotés, la baisse maxima d'une monnaie nationale ; mais il en est bien différemment dans la réalité. En effet, la baisse de la monnaie nationale dans un pays — baisse simplement anormale, sans avoir besoin d'être extrêmement précipitée — engendre, généralement, dans ledit pays, la panique des usagers de monnaie, c'est-à-dire de la totalité des habitants, cette panique étant proportionnelle aux intérêts plus ou moins importants de chacun. Il est évident, par exemple, que le simple employé, craignant une hausse du coût de la vie, se contentera, dans la mesure de ses moyens, d'utiliser toutes ses disponi-

bilités pour des achats de denrées alimentaires ou d'objets de première nécessité — contribuant ainsi, modestement, à la hausse des prix —, tandis que le gros négociant importateur agira directement sur les cours des changes en essayant par tous les moyens de se procurer des disponibilités en devises étrangères, à l'intérieur du pays, mais surtout à l'étranger. Il se créera donc fatalement pour les devises, à côté du marché officiel, un marché hors cote, plus ou moins clandestin, suivant les mesures prises par le gouvernement. Ce fut le cas sur la place d'Istanbul durant les mois de novembre et décembre 1929 ; l'on vit pratiquer à côté des cours officiels, des cours officieux, naturellement exagérés dans le sens de la baisse de la livre turque : c'est ce que M. Charles Rist qualifie, dans son rapport de 1930¹, d'apparition d'un « marché marron », pratiquant des cours bien inférieurs au marché officiel.

Pourtant, la baisse de la monnaie turque, jusqu'au dernier trimestre de 1929, n'avait rien présenté d'anormal et la chute progressive qui se continuait depuis 1925 avait même eu tendance à diminuer sa cadence sur le marché officiel d'Istanbul, seul marché à envisager, puisque, si l'on considère en bloc les années 1925, 1926 et 1927, la livre turque ne s'était dépréciée, en moyenne, que de 5,33 % environ par rapport à l'or ; on avait pu, même durant l'année 1928, la voir s'apprécier de 3 % par rapport à la moyenne de 1926. Mais, symptôme particulièrement probant, les cours moyens s'élevèrent entre

1. M. Charles Rist, le grand spécialiste des « maladies monétaires », fut appelé par le gouvernement turc vers juin-juillet 1930 et établit un « Rapport sur la situation financière et la balance des comptes », document de premier ordre, auquel il sera bien souvent référé dans cette étude.

juin et août 1929, de 985 à 1015, alors que normalement sous l'influence des exportations, presque exclusivement composées de produits agricoles, les changes étrangers baissaient toujours sensiblement durant la période de juin à novembre¹; la livre sterling, à 1016 en août, ne fléchissait qu'à 1008 en septembre, pour remonter tout aussitôt à 1020 dès le début d'octobre.

Fig. 1 : Cours moyens mensuels de la livre sterling à Istanbul de 1919 à 1930 inclus
Piastres par livre sterling

Mois	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Janvier	351	402	580	690	760	815	890	920	961	943	994	1.028
Février	385	410	585	650	750	825	930	928	950	963	984	1.039
Mars	445	419	580	665	690	830	945	940	965	963	989	1.030
Avril	—	477	565	645	740	810	920	971	949	958	989	1.032
Mai	—	450	520	670	750	815	900	918	929	953	1.000	1.032
Juin	400	434	530	712	710	845	915	908	931	954	1.012	1.034
Juillet	—	424	540	735	720	860	885	891	951	955	1.010	1.035
Août	—	422	560	740	820	850	830	878	971	939	1.016	1.034
Septembre ..	—	426	600	750	810	830	855	922	952	936	1.008	1.030
Octobre ...	—	431	730	760	770	845	855	950	915	951	1.025	1.030
Novembre .	340	473	740	935	810	840	870	966	924	967	1.038	1.030
Décembre .	365	555	730	800	820	870	912	945	942	983	1.044	1.030
Moyenne de l'année ..	381	443	605	729	763	836	892	928	945	955	1.009	1.032

NOTA : De 1919 à septembre 1931, la livre sterling a servi de base aux transactions avec l'étranger. Depuis le 21 septembre 1931, date de la suspension de la convertibilité de la livre sterling c'est le franc français qui a été adopté comme base.

(Tableau extrait du rapport de 1929-30 de la dette publique répartie de l'ancien Empire Ottoman).

Pendant le mois d'octobre 1929, le marché des changes resta plutôt calme, et les transactions furent très res-

1. M. Charles Rist, dans son rapport, remarque que sur les 13.600.000 habitants que compte la Turquie, d'après le recensement de 1927 plus de 4 millions d'individus représentant le 80 % de la population ayant une profession connue se livrent aux travaux de l'agriculture. Les produits agricoles s'exportant entre les mois de juin et de novembre, il en résulte à cette époque un afflux de devises étrangères connu sous le nom de « baisse saisonnière des changes étrangers ».

treintes. Les besoins de change, constitués principalement par les achats du gouvernement et des administrations officielles avaient trouvé à s'équilibrer à peu près, coïncidant précisément avec les ventes de tabac et d'opium exportés se réglant à ce moment, seuls produits n'ayant pas eu de récolte déficiente en 1929, à l'encontre de nombre d'autres produits agricoles. Néanmoins, malgré cette pénurie de transactions, la livre anglaise, débutant aux alentours de 1008, n'en avait pas moins clôturé à 1027 après avoir atteint, au cours du mois, le cours de 1037. Le franc français, de son côté, sans présenter de variations notables oscillait aux alentours de 12,02-12,03.

Le début de novembre marqua encore un calme relatif du marché des changes, mais dès le 14 la hausse de la livre anglaise, qui atteignait déjà 1034 à cette date, se précipita pour atteindre 1063 le 30 novembre et bondir dans les journées agitées des premiers jours de décembre jusqu'à 1115 (cours du 4). — Le franc français¹, atteignant pour sa part 12 fr. dès la première semaine de novembre, baissait à 11,99 puis 11,92 et 11,76 au cours de chacune des trois semaines suivantes.

Pourtant, dès le 7 décembre les cours de la livre sterling revenaient à 1059, baissant encore le 14 à 1030, pour osciller jusqu'à la fin du mois entre 1034 et 1020. Le franc français, d'autre part, sans présenter des variations aussi amples, se déplaçait néanmoins entre les cours extrêmes de 11,15 à 12,15.

Parallèlement fonctionnait le « marché marron » que

1. La parité or du franc français est de 112 fr. 208 par rapport à la livre turque.

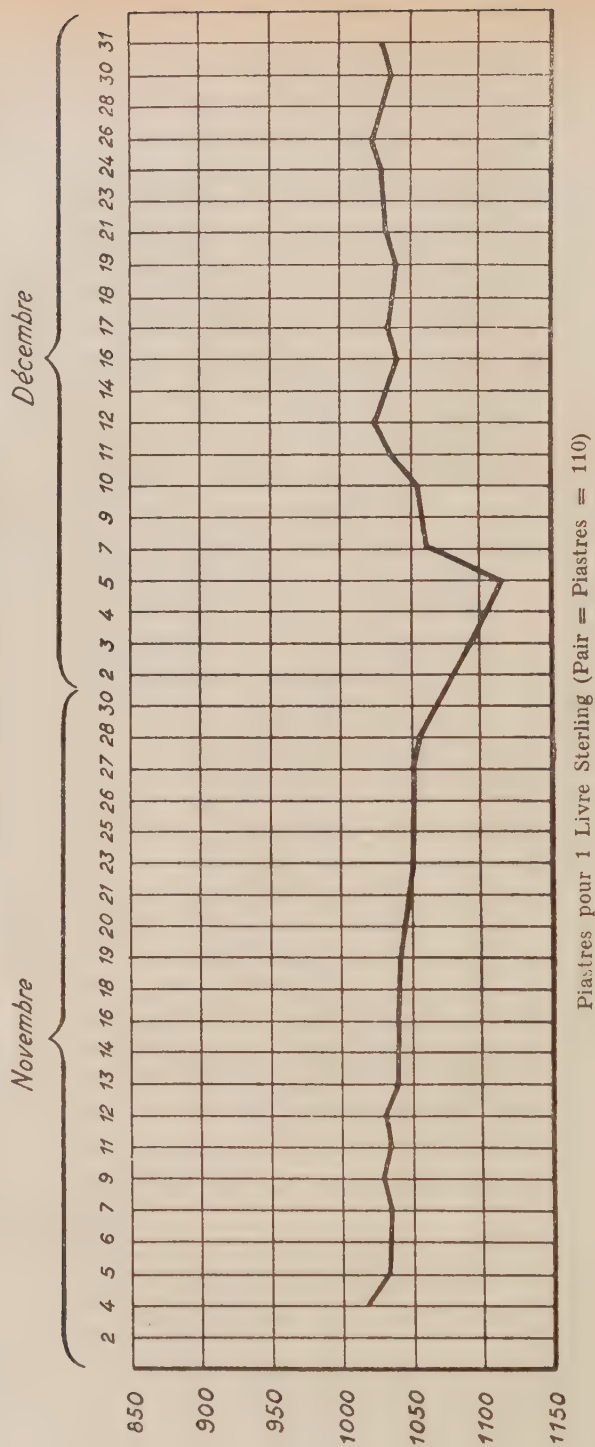
nous avons mentionné plus haut, et celui-ci avec des primes atteignant fréquemment 30 piastres pour la livre sterling, contribuait sensiblement à exagérer encore la chute enregistrée par le marché officiel. Le marché monétaire donnait tout d'un coup l'impression d'être balayé par un vent de panique, tel qu'en ont connu d'autres marchés européens, lorsque l'élément psychologique qu'est le manque de confiance a brutalement dominé tous les autres facteurs du problème. Ce n'était pas la spéculation, au sens propre du mot qui avait amorcé la baisse de la devise nationale, car l'on ne signalait aucune transaction particulièrement importante sur la livre turque dans les marchés fiduciaires étrangers. D'autre part, la spéculation à l'intérieur n'est possible que pour les individus possédant des avoirs à l'étranger, et n'ayant que peu à perdre d'une dépréciation de la devise du pays dans lequel ils vivent. En Turquie, l'absence d'importants avoirs à l'étranger et les disponibilités monétaires locales restreintes excluaient la possibilité de spéculation contre la livre turque. C'était uniquement le manque de confiance, la crainte du lendemain, qui engendrait la panique, poussant les gens, par un simple réflexe de défense, à se défaire aussi rapidement que possible de leurs disponibilités en livres turques, pour les convertir en devises étrangères, devises âprement recherchées par ailleurs par les importateurs soucieux de se couvrir en monnaie stable pour le règlement de leurs échéances.

Comme toujours, en semblable circonstance, les perspectives les plus pessimistes alertaient les esprits, et en particulier l'on manifestait la plus grande appréhension de voir lancer par le gouvernement un emprunt intérieur

plus ou moins forcé, ainsi qu'il en avait été pour l'emprunt de guerre de 1918. D'autre part, circulait le bruit d'une dévalorisation imminente de la livre turque, dévalorisation qui serait pratiquement réalisée, ainsi qu'il en avait été pour d'autres pays, en scindant en deux parties les billets de monnaie. Ce dernier bruit fut d'ailleurs démenti par un communiqué fait à la presse par l'Agence d'Anatolie, organe officiel de renseignements, durant la première semaine de décembre. Mais naturellement — manifestation bien connue de la psychologie des foules — ce démenti fut pris comme dénotant au contraire une application très prochaine

Néanmoins, par suite en partie des mesures prises par le gouvernement, mesures qui seront étudiées dans le dernier paragraphe, l'atmosphère de confiance se rétablissait, au surplus, dès la deuxième semaine de décembre, la livre anglaise baissait à 1050 le 8, puis 1024, le 12, pour osciller entre 1030 et 1022, cours de fin de mois. Tout péril était donc conjuré, et si l'on considère le cours de 985 du 1^{er} janvier 1929, la dévalorisation de 3 1/2 % environ que l'on remarque ne présente aucun caractère inquiétant, étant observé que le « marché marron » étant pratiquement supprimé, ce cours devait se maintenir sans grandes fluctuations pendant toute l'année 1930, le franc français oscillant aux alentours de 12-12,03.

Fig. 2. — Cours journalier officiel de la Livre Sterling en novembre et décembre 1929



§ 2. *Les causes apparentes et profondes de la crise des changes de 1929*

A considérer avec un peu de recul la crise des changes de 1929, l'on peut la qualifier du nom de crise de croissance. Le vieil Empire Ottoman, nous l'avons vu, avait fait place à la République Turque, et sous l'impulsion de son chef énergique et bien entouré, l'éternel « homme malade » que les diplomates d'avant-guerre surveillaient d'un œil de compassion en prévoyant sa fin prochaine, s'était transformé en un bel enfant plein de vie, avide de se placer au niveau de ses camarades voisins, voulant tout voir, tout comprendre, tout s'assimiler. Ainsi la Turquie nouvelle après avoir rétabli ses frontières par le Traité de Lausanne, qui prévoyait également le règlement de la dette de l'ex-Empire Ottoman, s'était courageusement lancée dans la voie de la modernisation : création des routes, constructions de chemins de fer, réorganisation de l'armée, diffusion de l'instruction, encouragement de l'agriculture et de l'industrie, amélioration de l'état sanitaire, création des banques nationales, rien n'avait été oublié. En même temps le rachat des concessions, octroyées en leur temps, par le sultan toujours besogneux, à des sociétés étrangères, était étudié et la capitale avait été transportée de Constantinople, trop vulnérable au gré du gouvernement, à Ankara, en Asie Mineure, ville à bâtir de toutes pièces, l'antique Ancyre des Galates, bourgade de quelque 20.000 habitants, n'ayant rien qui puisse abriter les ministères et les services de l'Etat. De plus, bien qu'épuisée par dix années de guerres, la guerre de 1914-1918

ayant suivi de près les guerres balkaniques, et la guerre de « l'indépendance » d'où était sortie la République achevant en 1922 le cycle des batailles sur une note de triomphe, la Turquie avait sagement compris qu'un peuple qui veut se lancer dans la voie du modernisme doit, pour pouvoir recourir éventuellement à l'aide des grands Etats, assainir sa situation financière et s'entendre avec ses créanciers européens, tant pour regagner leur confiance que pour se ménager par cette conduite l'appui possible des importantes disponibilités de l'Amérique, la France et ses voisins ayant cessé de pouvoir prétendre au rôle de banquiers de l'univers.

Tous les buts, également louables, poursuivis par la République Turque, n'étaient pas sans nécessiter d'énormes sacrifices, surtout pour un pays ne tirant la plus grande partie de sa subsistance que d'une agriculture, encore à ce moment mal outillée. Les questions de réparations posées par la Grande Guerre, ont, au surplus, suffisamment mis en lumière l'importance des possibilités de transferts, pour qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point : il a été prouvé que le pays le plus florissant peut courir à sa perte, si la plus grande prudence ne domine pas la politique financière extérieure.

Qui peut aussi, malgré toutes les précautions prises, ne pas être à la merci des événements, quelque minutieuses qu'aient été les prévisions faites ? De la sorte, l'on peut dire, que si la récolte de 1929 n'avait pas été déficitaire, la Turquie n'aurait peut-être jamais connu cette crise des changes de 1929, malgré les engagements extérieurs du gouvernement, engagements fort lourds et aux échéances rapprochées.

En effet la Turquie, étant un pays essentiellement

agricole, son économie est subordonnée, au premier chef, à l'état des récoltes, qui alimentent la presque totalité des exportations. Il en résulte, comme on l'a vu une période, s'étendant environ sur les mois de juin à novembre, période durant laquelle les offres de devises étrangères, aux mains des exportateurs, constituent un utile élément régulateur pour le maintien de la devise nationale. Les produits exportés consistent surtout en tabac, noisettes, figues, raisins secs, laines, poil de chèvres, œufs, coton, céréales, opium et huiles végétales. Or, en 1929, la récolte des céréales fut considérablement diminuée par suite des circonstances atmosphériques défavorables.

Alors qu'en 1927, période très florissante à ce point de vue, 1.138.000 quintaux de céréales avaient été exportés pour une valeur de plus de 9 millions de livres turques, en face d'une importation de 235.000 quintaux de certaines qualités des mêmes produits représentant environ 4 millions de livres turques, soit un crédit de plus de 5 millions de livres dans la balance des comptes, en 1929 l'exportation descendit à 330.000 quintaux représentant environ 4 millions et demi de livres, tandis que l'importation montait à près de 2 millions de quintaux achetés pour environ 22 millions de livres turques. Il y avait donc un déficit de 17 millions et demi de livres turques, rien que pour les céréales, au lieu d'un crédit de 5 millions de livres turques dans la balance des comptes, chiffre très important si l'on considère que le budget de l'Etat Turc pour l'exercice 1929-30 ne se montait qu'à un peu plus de 220 millions de livres. D'un autre côté, les exportations de raisins secs et de noisettes avaient été considérablement diminuées pour le premier de ces produits

par suite des pluies considérables qui avaient grandement endommagé la récolte, pour le second, en raison d'une maladie ayant attaqué les noisettes et décimé les plantations. La consommation locale fut évidemment assurée, mais l'exploitation presque réduite à néant, et de ce chef, deux articles importants n'amenèrent qu'un crédit insignifiant dans la balance des comptes.

Dans un même ordre d'idée, le gouvernement, tant dans le but de protéger les industries naissantes que pour empêcher les sorties de change consécutives aux achats à l'étranger, avait pris des mesures pour entraver le mouvement ascendant des importations et, par une loi du 5 juin 1929, fixé un nouveau tarif douanier à échelle unique, applicable le 1^{er} octobre de la même année¹, au taux moyen de 25 %, s'élevant toutefois jusqu'à 100 % pour les articles de luxe ou ceux susceptibles de concurrencer les produits nationaux. Les droits, néanmoins, étaient abaissés largement dans certains cas, notamment pour les métaux précieux et les bijoux, passibles de droits de 3 % seulement. Les importateurs n'hésitèrent donc pas à se constituer, avant l'entrée en vigueur du nouveau tarif, des stocks importants qui amenèrent un surcroît d'importation de près de 41 millions de livres turques, pour la période de juin à octobre 1929, par rapport à la moyenne des mois correspondants pendant les années 1925-26-27 et 28.

Bien que les importateurs aient obtenu dans la majo-

1. Le tarif douanier spécifique adopté en 1916 avait remplacé l'ancien tarif *ad valorem* en vigueur précédemment et continuait à être appliqué avec les majorations successives à mesure de la baisse de la monnaie nationale. La moyenne des droits qui se montait à environ 15 à 20 % pour les objets de consommation courante ne dépassait pas 25 à 30 % pour les articles de luxe.

rité des cas des délais de paiement assez longs, et malgré la chute sensible du mouvement des importations dès le dernier trimestre de 1929, il n'en est pas moins incontestable que l'accroissement correspondant des sorties immédiates de capitaux a sensiblement influencé les cours de la monnaie. Examinant la question dans des déclarations faites par lui à la presse en novembre 1929, le ministre des Finances du moment reconnaissait qu'on pouvait évaluer à 100 millions de livres turques le montant des importations effectuées pendant la dite période du 1^{er} juin au 1^{er} octobre. Et, en effet, en se basant sur le total des importations de produits fabriqués en 1928, 80 % du montant des importations totales — soit 178 millions —, l'on peut en déduire que pour quatre mois elles montaient à 59 millions ; le surcroît d'importation de 41 millions représente donc environ l'approvisionnement de trois mois, et ce chiffre semble pouvoir être admis.

En résumé, en tenant compte des crédits à long terme obtenus par les importateurs pour les stocks constitués par eux à la suite de l'application du nouveau tarif douanier, le déficit total de la balance commerciale pour 1929 peut être chiffré approximativement à 70-75 millions de livres turques environ, soit plus du double des déficits moyens enregistrés pour les années 1926-27 et 28.

Il reste à examiner la question des engagements extérieurs, qui englobent tous les paiements à effectuer à l'étranger, du fait des règlements des travaux, achats du gouvernement, rachats d'exploitations ferroviaires étrangères, et approvisionnement des échéances des coupons de la dette publique.

Il y a lieu d'examiner séparément chacun de ces éléments.

A. — *La politique ferroviaire.*

En vue d'assurer le développement des moyens de transports dans le pays, la jeune République Turque, avide de modernisation, avait entrepris à une cadence rapide, à défaut de voies navigables, la réalisation d'un important programme de constructions de lignes de chemins de fer, qui d'ailleurs, à vrai dire, avait été, avant tout, inspiré par des considérations d'ordre stratégique dans le but de compléter le réseau ferroviaire propre à assurer les transports de troupe nécessaires à la défense éventuelle du pays.

Le total des lignes projetées se décomposait comme suit :

Lignes	Nombre de km.	Prix de ligne
Kutahya-Balikesir.	253	28.083.000
Ulukichla-Césarée .	173	9.515.000
Césarée-Sivas	223	12.042.000
Samsoun-Sivas. ...	372	29.760.000
Fevzi-Dyarbékir ..	425	26.350.000
Irmak-Filyos	400	32.000.000
Totaux ..	1.846 km.	137.750.000 livres turques

Le total des engagements résultant de ces travaux en voie d'exécution ou projetés s'élevait suivant l'estimation établie par M. Rist en 1930 et au cours de la livre anglaise à cette époque, soit environ 1.000 piastres pour une livre turque, à :

£ 2.486.373	pour 1930-31
2.147.316	— 1931-32
2.288.912	— 1932-33
1.957.375	— 1933-34
964.774	— 1934-35

Par ailleurs, étant donné la valeur surtout stratégique des lignes construites, il ne fallait pas s'attendre à un rapport intéressant amené par les travaux effectués, comme c'était le cas pour le chemin de fer d'Anatolie, à la fois voie stratégique et voie d'échange, dont le rachat fut réalisé et dont il sera parlé au paragraphe suivant.

Il serait difficile de donner des chiffres même approchants des transferts nécessités par ces travaux et afférents aux dix premiers mois de 1929, période à cheval sur deux budgets, celui de 1928-29 et celui de 1929-30. On peut néanmoins, signaler à titre d'indication, que, pour le financement des travaux ferroviaires entrepris par le seul groupe suédois Nydqvist et Holm, le chiffre d'emprunt autorisé par le budget de 1929-30 était de 4 millions de livres turques¹. D'autre part, des conventions avaient été passées avec des constructeurs étrangers pour le matériel roulant, également payable en devises.

On pourrait être tenté à première vue de critiquer cette politique de travaux financés par des paiements effectués directement sur le budget d'Etat, l'exécution étant confiée à des groupes généralement étrangers, le règlement étant effectué par une série d'annuités d'un montant parfois sensiblement supérieur au travail effectué; le groupe exécutant, faisant en effet, la plupart du temps, l'avance du montant de la totalité des travaux, s'octroyait une marge importante tant pour intérêt de ses capitaux, que comme marge de sécurité.

De plus, les bailleurs de fonds ont eu une tendance, tout en accordant du crédit, à hâter le remboursement

1. Chiffre donné par rapport Rist.

intégral des fonds avancés, ce qui répartit la charge de l'Etat sur un petit nombre de budgets. Toutefois il faut considérer, qu'il était pratiquement impossible à la République Turque de lancer un emprunt à long terme, soit intérieur, soit extérieur, ce qui aurait eu l'avantage de ne charger le budget que de l'intérêt des sommes empruntées et de l'amortissement qui aurait pu être échelonné, par exemple, sur 50 années. De la sorte, outre l'allègement des charges budgétaires ainsi réalisé, les prêteurs, en cas d'emprunt extérieur, auraient, de plus, fourni les devises nécessaires aux paiements des fournisseurs étrangers, ceux-ci auraient pu être, d'ailleurs, en même temps leurs compatriotes, évitant ainsi au pays emprunteur la difficulté du problème des transferts de capitaux, problème toujours épineux particulièrement pour un pays peu favorisé par la balance de ses comptes. Tout ce que l'on peut dire c'est que la Turquie, qui n'avait aucun autre moyen d'opérer pouvait penser améliorer dans la suite sa balance des comptes¹ et se rendait ainsi mal compte de la charge qui devait peser sur ses budgets futurs.

B. — *Les autres travaux et les rachats de concession.*

Aux travaux de construction de lignes de chemin de fer, il y a lieu d'ajouter les contrats passés par le gouvernement avec des groupes étrangers, tant pour la construction des routes, que le perfectionnement des ports et les travaux d'irrigation.

Les deux principaux contrats furent passés l'un par le ministère des Travaux publics avec le groupe suédois

1. On verra dans le chapitre final que ce fut effectivement le cas.

Nydvqvist et Holm par une convention du 7 février 1927 complétée par un accord du 10 août 1928 pour un montant total de 55 millions de dollars, l'autre avec le groupe allemand Julius Berger suivant accord du 15 juin 1927 pour un montant de 82 millions de marks.

Par ailleurs, le gouvernement, tant par application de sa politique économique que pour s'affranchir de l'influence étrangère était amené à racheter les concessions concédées par l'Ancien régime. Il reprit ainsi le portefeuille de la Banque de Zurich pour faciliter le rachat des sociétés concessionnaires de la ligne d'Anatolie aboutissant à Haïdar Pacha, et du port d'Haïdar Pacha lui-même et se rendit maître également de la ligne Mersine-Adana.

Les annuités de rachat du chemin de fer de Mersine-Adana et du portefeuille de la Banque de Zurich étaient prévues comme devant se terminer en 1932-33, tandis que les annuités relatives au rachat du chemin de fer d'Anatolie et du Port d'Haïdar Pacha s'échelonnaient jusqu'en 2002.

Les engagements afférents à ces rachats se chiffraient notamment, ainsi, pour les années 1929-30 et 1930-31, à :

	1929-30 Fr. suisses	1930-31 Fr. suisses
Ch. de fer d'Anatolie	5.539.823	6.304.291
Port d'Haïdar Pacha	418.226	467.048
Ch. de fer Mersine-Adana	1.129.378	1.129.378
Portefeuille Banque de Zurich	9.350.000	9.350.000
Total en Fr. suisses	16.437.427	17.250.717

D'après certains renseignements de bonne source, les transferts suivants auraient été, de ce chef, de janvier à novembre 1929 inclus de :

1. Fractions d'annuités pour rachat		
Chemin de fer d'Anatolie	Fr. suisses	4.272.701
Chemin de fer Mersine-Adana	—	839.969
Port Haïdar Pacha	—	195.065
2. Rachat du matériel du chemin de fer d'Anatolie	—	1.100.000
3. Rachat du portefeuille de la Banque de Zurich	—	18.700.000
Total		25.107.735

soit au cours moyen de francs suisses 2,50 pour 1 livre turque environ 10.000.000 livres turques. Mais l'on doit ajouter que dès l'année 1930, les bénéfices réalisés par la seule ligne d'Anatolie étaient suffisants pour couvrir les pertes des nouvelles lignes déficitaires. Aucune approximation ne peut être donnée pour les paiements à l'étranger du chef du contrat Berger et du contrat avec le groupe suédois constructeur de routes.

Différents engagements du ministère de la Défense nationale et du ministère de l'Hygiène ont nécessité également des transferts de devises à l'étranger, mais il est fort difficile d'en chiffrer le montant. Comme il s'agit d'ailleurs de paiements directs effectués par le gouvernement, comme s'il s'agissait d'un simple client importateur, on peut les considérer comme englobés dans le déficit de la balance commerciale approximativement chiffré plus haut.

C. — *La dette répartie de l'ex-Empire Ottoman.*

On a vu comment le Concordat de Mouharrem de 1881, charte des porteurs de la dette publique ottomane, avait disparu, peu après l'avènement de la République. Le Traité de Lausanne de 1923, en même temps qu'il avait rétabli la Turquie dans une partie de ses frontières d'avant-guerre, avait, dans sa partie financière, réglé

d'une façon très précise la répartition ¹ des charges entre les Etats successeurs ou cessionnaires de l'ex-Empire Ottoman, au prorata des territoires détachés, tant à la suite des guerres balkaniques de 1912-1913, que de la guerre de 1914, qu'il s'agisse de territoires annexés purement et simplement (provinces cédées à la Bulgarie et à la Grèce par exemple), érigés en souverainetés (Transjordanie, Yémen, etc...) ou placés sous mandat (Syrie, Grand Liban, Palestine). La question était, on le voit, fort complexe et il était à prévoir que, dès qu'il s'agirait de passer à l'application, les difficultés ne tarderaient pas à surgir.

Toutefois, sous vouloir diminuer les importants résultats obtenus par les négociations du traité après de laborieuses négociations ², l'on n'avait pas réglé une question très importante, celle de la monnaie en laquelle devaient être payées les quotes-parts des Etats reconnus débiteurs. Le Conseil de la dette publique ottomane avait bien, dans le délai prévu, procédé à la détermination des annuités afférentes aux emprunts visés par le traité et à leur répartition entre les Etats intéressés, mais diverses contestations s'élevèrent à ce sujet. On dut donc recourir à l'arbitrage, également prévu à Lausanne, et M. Eugène Borel, professeur de droit international à l'Université de Genève désigné à cet effet, rendit sa sentence ³ le 18 avril 1925. Les modifications

1. Voir articles 46 et 28 du Traité de Lausanne et tableau annexé à la Partie II de la Section I.

2. Voir à ce sujet l'intéressant ouvrage de M. Hervé Alphand : *Le partage de la dette ottomane et son règlement*, Les Editions internationales, Paris, 1928.

3. D'après cette sentence la Turquie devait notamment assumer 62,23 % des emprunts antérieurs au 17 octobre 1912, et 76,53 % des emprunts postérieurs à cette date, en tenant compte de la réduction de 38 % accordée à la partie débitrice sur les engagements qui résultaient des nombreux emprunts contractés par l'ancien Empire Ottoman.

découlant de l'arbitrage ayant été apportées aux travaux du conseil de la dette, des négociations directes furent entamées entre le gouvernement turc et les représentants des porteurs. Après un temps d'arrêt, les conversations reprirent en avril 1927 pour aboutir à la signature du contrat définitif consacré par l'*accord du 13 juin 1928*. Les paiements aux porteurs reprenaient à partir du 1^{er} juin 1929 avec une annuité de 2 millions de livres turques-or ou £ 1.818.000, annuité croissante à partir du 1^{er} juin 1936, jusqu'à un maximum de livres turques-or 3.400.000 ou £ 3.060.000 à partir du 1^{er} juin 1952. Toutefois, le gouvernement turc avait la faculté de ne pas reprendre le service de l'amortissement s'élevant à £ 383.000 avant le 1^{er} juin 1931. De la sorte le paiement des coupons seuls représentait un transfert annuel de £ 1.435.000. Compte tenu des réserves constituées antérieurement par l'administration de la dette et du concours donné par la Banque Ottomane, qui autorisa le gouvernement à tirer sur elle en sterling, à partir du mois de novembre, les transferts du second trimestre de 1929 se bornèrent aux suivants :

1 ^{er} juin 1929	livres turques	160.000
2 juillet 1929	—	160.000
5 août 1929	—	218.225
3 septembre 1929	—	179.375
3 octobre 1929	—	179.375
Total :	—	896.975

En décomptant la livre anglaise au taux moyen de 1.000 piastres, c'était encore près de 9 millions de livres turques, qui augmentaient le déficit de la balance des comptes.

En résumé, et suivant les évaluations de M. Rist,

évaluations souvent inférieures à celles que nous avons pu recueillir d'autre part, les différentes circonstances, qui ont été étudiées séparément ci-dessus, auraient produit les effets suivants :

a) la mauvaise récolte aurait nécessité des importations de céréales pour 2,2 millions de livres sterling ;

b) l'accroissement irréfléchi des importations durant les mois de juin à septembre 1929, se chiffrerait par plus de 5 millions de livres sterling ;

c) les engagements extérieurs de l'Etat pour les travaux publics auraient accru le déficit de la balance des comptes de £ 1.250.000 ;

d) Quant à la dette, les sommes effectivement transférées auraient atteint £ 900.000 ;

Toutes ces circonstances ne pouvaient évidemment qu'influencer notablement le cours des changes, qui avaient supporté durant la période de 1926 à 1928, sans autre inconvénient que la continuation du cycle progressif de baisse, £ 3.800.000 de transferts gouvernementaux par an, en moyenne. De telle sorte que l'on pouvait soutenir, dès 1930 — et c'est l'avis des principaux banquiers de la place interrogés par M. Rist lors de son passage en Turquie — qu'en ramenant le chiffre du déficit de la balance des comptes à 3 millions de livres sterling, le change ne paraîtrait pas devoir en souffrir.

Le graphique ci-dessous extrait du rapport Rist (p. 36) montre de façon intelligible les rapports entre le cours du change d'une part, et la balance commerciale et les engagements extérieurs du gouvernement, d'autre part. La simultanéité des causes et des effets suffisamment frappante dispense de tout commentaire.

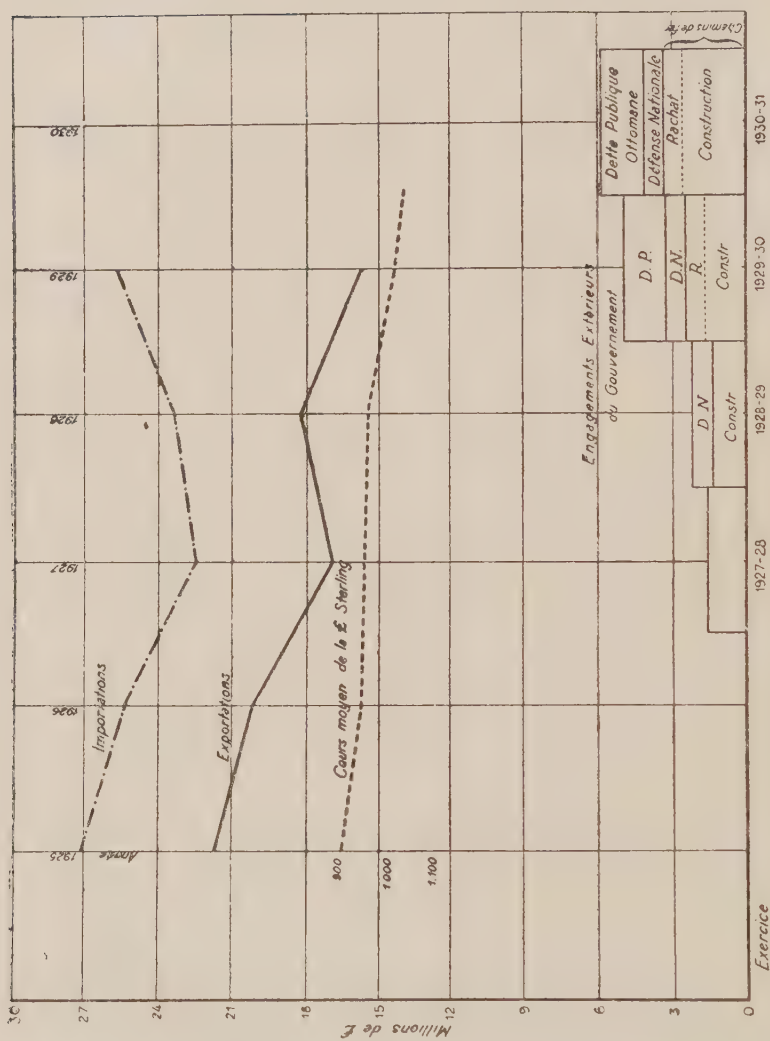


Fig. 3. — Comparaison du cours moyen de la Livre Sterling avec les importations et les exportations
(Extrait du Rapport Rüst p. 36)

§ 3. *Les premiers remèdes apportés*

Loi sur les bourses de valeurs et décret relatif aux achats de change par les établissements officiels.

Loi sur la sauvegarde de la monnaie. — Décrets N° 1 et 2.

A. — *Loi sur les bourses de valeurs et décrets relatifs aux achats de change par les établissements officiels.*

Avant d'étudier les mesures prises d'urgence par le gouvernement pour enrayer la dépréciation de la monnaie nationale, l'on doit signaler que la *loi du 27 mai 1929 sur les bourses de valeurs mobilières et de change*, tout en réglementant ces institutions, en même temps que l'exercice de la profession d'agent de change, avait dans son chapitre IV (art. 28 à 35 inclus) édicté déjà certaines dispositions à ce sujet. La spéculation sur les opérations de change et de monnaie était notamment interdite (art. 29). Toutes les opérations de change devaient figurer sur une « liste des besoins » à établir chaque année par le ministère des Finances, les autorités pouvant exiger toutes justifications prouvant que lesdites opérations correspondaient à des nécessités réelles, suivant le genre de leur industrie ou de leur commerce. Les intéressés avaient l'obligation de fournir au début de chaque année, dans le cadre de la liste établie, un état des achats devant être effectués par eux dans le cours de ladite année ; de la sorte, le ministère des Finances, libre par ailleurs de modifier la demande, était à même de prévoir les exportations de capitaux et l'influence qu'elles exerceraient sur les cours de la monnaie. Mais, en novembre 1929, les autorités n'avaient pas encore eu le temps matériel d'étudier les demandes des intéressés, formulées

suivant la liste-type du ministère des Finances, liste arrêtée par un décret promulgué depuis quelques mois à peine. Il n'y eut donc qu'à veiller tout d'abord à l'observation plus stricte de cette formalité, comme de toutes celles prescrites, notamment l'interdiction faite aux banques de faire des avances en livres turques contre garanties en changes ou en monnaies étrangères, et de convertir, en leur nom, en devises, les dépôts effectués dans leur caisse en livres turques. En outre, la loi de mai 1929 prévoyait que les achats ou ventes de change devaient obligatoirement passer par l'intermédiaire des agents de change, en ce qui concerne le découvert subsistant après les compensations effectuées par banques, dans la journée même de l'opération. Enfin le ministère des Finances avait les pouvoirs les plus étendus, pour « interdire ou limiter l'achat, la vente ou l'arbitrage à la bourse ou auprès d'autres établissements, d'un change ou d'une monnaie étrangère quelconques » (art. 33).

En ce qui concerne l'exportation ou l'importation des capitaux en général, outre les restrictions apportées par la « liste des besoins », dont il a été dit un mot plus haut, il était stipulé que « ceux qui font des opérations de change sont obligés, si on le leur demande, de dire aux commissaires de la bourse, pour le compte de qui ils font les opérations, et de produire à toute réquisition les pièces justificatives établissant que ces opérations découlent de besoins réels » (art. 30). L'introduction en Turquie des monnaies étrangères retirées de la circulation par les gouvernements intéressés était, d'autre part, prohibée (art. 35).

Un décret du 19 juin 1929 avait précisé et complété les dispositions de la loi du 27 mai, notamment en ce qui

concerne les pièces à exiger, par les banques, des acheteurs de change, en général, et des acheteurs de change à terme, en particulier, ceux-ci devant dans les trois mois de leur achat, présenter les connaissements et factures justificatifs, sous peine de voir annuler l'opération. Les banques et banquiers devaient, en outre, passer obligatoirement par le ministère d'un agent de change, ceux-ci ne pouvant, soit entre eux, soit avec les banques, se repasser les opérations, qui toutes devaient être dénouées, comme prévu par la loi, dans la même journée ; tout mouvement était, enfin, interdit pendant la fermeture des bourses de valeurs et de change. Les assujettis tenaient à cet effet un registre dont un extrait journalier devait être soumis au commissaire de la bourse, qui pouvait ainsi suivre, au jour le jour, la marche des opérations.

On voit donc, que l'on se trouvait déjà en présence de textes, qui, bien que, pour certains, trop stricts, pouvaient, en période normale, être, à la rigueur, suffisants. Toutefois, la panique qui affecta le marché réclamait des mesures plus radicales, les communiqués officiels du gouvernement, pas plus que les interviews du ministre des Finances, publiés dans la presse en novembre-décembre 1929, n'ayant apporté aucune amélioration appréciable à la situation. On en arriva donc à la série des mesures exceptionnelles qui s'imposaient.

Ainsi parut tout d'abord une *circulaire du 3 décembre 1929*, du commissaire de la bourse, adressée à tous les établissements financiers, leur enjoignant de respecter scrupuleusement la loi sur la bourse et les changes et le décret la complétant. Les assujettis prirent donc des mesures en conséquence, exigeant par exemple, faute

d'instructions précises, des sociétés étrangères, des extraits de bilan justifiant des bénéfices dont elles demandaient le transfert à l'étranger, et des particuliers non turcs, les quittances des impôts payés pour leurs bénéfices réalisés. Mais pour un achat de devises, notamment, demandé par un voyageur, les banques ne pouvaient que se borner à demander la production du passeport revêtu du visa du pays but du voyage, sans limiter l'achat à une certaine quantité de devises. Tout cela était évidemment très insuffisant, malgré l'observation par les sociétés et les établissements de commerce de « la liste des besoins », sous réserve de dérogations laissées à la discrétion de certaines grandes banques déterminées, pour les achats de devises n'excédant pas cinq livres sterling.

Sitôt après était promulgué le *décret du 4 décembre 1929* régularisant les achats de change par les départements officiels, suivi d'un commentaire explicatif. Toutes les administrations de l'Etat et même les sociétés privées, exploitant des biens au service de l'Etat, ou dans lesquelles le gouvernement avait une participation quelconque¹, se voyaient interdire de contracter des engagements susceptibles de nécessiter des achats de change (art. 11). Tous les besoins devaient être assurés avec des produits indigènes; les travaux exigeant l'emploi de produits étrangers, et pouvant être arrêtés sans inconvénient, devaient être ajournés à l'année suivante. Le commentaire, accompagnant le décret, expliquait minu-

1. Le champ d'application se trouvait ainsi considérablement étendu, notamment à toutes les sociétés, encore nombreuses en 1929, exploitant des concessions octroyées par l'ancien régime, l'acte de concession prévoyant généralement une part sur les bénéfices ou sur les recettes brutes revenant au gouvernement.

tiusement, dans les plus petits détails¹ comment l'on pouvait procéder au remplacement des produits européens, par exemple en substituant au linoleum des « kilims » (sorte de tapis à poil ras, assez bon marché). Il y était aussi clairement exprimé, qu'à partir du 2 décembre 1929 — bien que le décret fut daté du 4 —, les engagements de l'Etat nécessitant l'achat de change ne seraient pas remplis : le gouvernement décrétait donc ainsi purement et simplement le moratorium pour toutes ses dettes passées ou futures payables à l'étranger.

Cette mesure extrêmement rigoureuse et grave de conséquences pour le crédit extérieur de la Turquie découlait logiquement de la politique, que le gouvernement avait décidé de suivre et qui, on doit le reconnaître, était amplement motivée par les circonstances. Par ailleurs, s'attachant toujours aux moindres détails, l'on décidait en même temps, dans les derniers articles du décret, de remplacer, tant dans l'exploitation de l'Etat, que dans celles des sociétés concessionnaires, les traverses de chemins de fer en fer importées d'Europe, par des traverses de bois, de ne plus envoyer, temporairement, de fonctionnaires pour des stages d'étude à l'étranger et de ne plus faire venir de spécialistes européens. Ces pratiques, antérieurement assez fréquentes, qui allaient de pair avec la volonté de modernisation de la Turquie, étaient en effet génératrices de transferts de capitaux. Il y a lieu d'ajouter, pour souligner la rigueur des décisions arrêtées, que tous besoins de change inférieurs ou égaux à cinq mille livres turques, dans les

1. La loi du 13 décembre 1925 prescrivant l'emploi de produits indigènes pour l'habillement du personnel subalterne des administrations dont l'Etat prenait l'habillement à sa charge, était notamment confirmée.

cas où l'utilisation de produits indigènes n'était pas possible, étaient soumis à l'autorisation du ministre des Finances, ceux d'un montant supérieur devant être autorisés par le Conseil des ministres. Bien que toutes dispositions législatives appellent en général la prévision de sanctions, qui en assurent l'exécution, aucune peine spéciale n'était stipulée pour les contrevenants, ceux-ci ne pouvant être, par définition, que des fonctionnaires gouvernementaux, à l'exception, toutefois, des dirigeants de certaines sociétés privées visées par le décret dans son article 11.

Peu de temps après, le Président du Conseil, Ismet Pacha¹, examinant la question de la monnaie nationale dans son discours du 12 décembre au parlement, faisait un exposé loyal de la situation et commentait, après un examen des causes de la baisse de la devise nationale, l'effet salubre des remèdes pratiqués. Soucieux d'en justifier la rigueur, surtout aux yeux de l'étranger, il proclamait que « les mesures appliquées restaient dans le cadre strict des droits et devoirs d'un pays civilisé » et que la Turquie n'avait jamais songé à affirmer des « principes pouvant porter atteinte aux engagements déjà existants, ni une tendance à imposer une interdiction ou un boycottage quelconque contre l'usage des produits étrangers ». Dépassant la tribune, le premier ministre faisait appel à la confiance du pays et au patriotisme² de ses habitants, et terminait en donnant notam-

1. Depuis la loi rendant obligatoire l'adoption de noms de famille, loi qui supprimait le titre de pacha, pour le remplacer, même pour les civils, par le titre de « général », Ismet Pacha est devenu le Général İn Eunu, nom d'une victoire turque de la guerre de l'Indépendance.

2. Même les citoyennes turques étaient exhortées à renoncer aux parfums et étoffes d'origine étrangère. L'usage du thé et du café, gros

ment quelques renseignements sur la création attendue de la Banque d'Etat, — création déjà à l'étude depuis quelques mois —, précisant que l'on ne pouvait, en l'état des choses, envisager pour le moment « de fixer la devise nationale sur la base de l'or ». C'était la sagesse même de n'envisager la stabilisation de la livre turque en droit, qu'après une période de stabilisation de fait, dont l'étude permette de fixer la valeur intrinsèque de la devise nationale.

D'un autre côté, il ne suffisait pas d'empêcher la Turquie de se vider de sa substance, en prévenant toute exportation de capitaux. Le ministère des Finances, dès fin novembre 1929, était intervenu publiquement sur le marché et avait recommandé, notamment aux banques, de se dispenser d'acheter en bourse et de dissuader leurs clients de se couvrir, ce qui avait eu pour conséquence de retarder la couverture d'un certain nombre de besoin de changes. En même temps, tandis qu'un groupe de banques nationales jetait sur le marché, pour apaiser les cours, environ 20.000 livres sterling, les banques étrangères étaient aussi mises à contribution et la Banque Ottomane entrait en pourparlers avec le gouvernement pour lui consentir également des crédits en devises stables. C'était, parmi tous les moyens employés généralement par les Etats¹, tout ce qu'il était possible de réaliser en Turquie, en l'absence d'un institut d'émission, — dont l'élément modérateur peut agir utile-

élément dans les importations étaient aussi flétri ; on affecta pendant un moment, de les remplacer ostensiblement par du tilleul, abondamment produit en Turquie.

1. Voir à ce sujet dans l'intéressante étude de M. Yves Sourisse, *Les expériences récentes de réglementation du change et leurs résultats*, thèse, Paris, 1924, qui garde toujours sa valeur documentaire actuelle, quant aux principes de sauvegarde des monnaies.

ment, entr'autres moyens, sur le taux de l'escompte —, et faute aussi de réserves d'or à employer pour suppléer à la pénurie de devises, qui provoque la hausse sur les marchés cambistes. De la sorte, alors que toute panique était enrayée, et que toutes précautions avaient été prises pour empêcher des sorties de capitaux, 1930 débuta sous les meilleurs auspices avec, à la disposition du gouvernement, une masse de manœuvre de 500.000 livres sterling, outre un crédit extra-statutaire de la Banque Ottomane, un crédit de 2 millions de dollars ouvert par l'U.R.S.S. et une avance de 1 million de livres anglaises faite par la Banca Commerciale Italiana. C'est dans ces conditions que la livre sterling qui était, dès la deuxième semaine de décembre, ainsi qu'on l'a vu, redescendue aux environs de 1030, se maintenait à cette moyenne, sans s'en écarter sensiblement, au seuil de la nouvelle année.

B. — *La loi sur la sauvegarde de la monnaie.* — *Les décrets N° 1 et 2.*

C'est alors que fut promulguée la *loi N° 1567 du 20 février 1930 sur la sauvegarde de la valeur de la monnaie turque*, composée de sept articles, qui prévoyait (art. 1), la possibilité pour le Conseil des ministres d'agir par décrets-lois applicables, dès le lendemain de leur publication, sur tout ce qui concernait la réglementation des questions de change, et réglait également la fixation des pénalités graves contre les contrevenants, pénalités pouvant osciller entre la suspension et la fermeture pour deux ans des établissements coupables, concurremment avec une amende de cinq cents à cent mille livres. Ces sanctions étaient aggravées par le fait qu'une infraction commise

par le siège central d'une banque pouvait faire étendre la sanction de fermeture à toutes les agences et filiales de la firme situées en Turquie, les dirigeants étant passibles des peines prévues aux articles 358 et 359 du Code pénal turc¹. La loi était prévue comme applicable pendant trois années à dater de sa promulgation, c'est-à-dire que le gouvernement avait la possibilité, pendant tout ce temps, de prendre toutes mesures qu'il estimerait nécessaires pour soutenir les cours de la livre turque.

Ainsi fut promulgué peu après le *décret du 27 février 1930*, désigné habituellement de par son numéro d'ordre, sous le nom de *décret N° 1*, car il devait être suivi de toute une série de textes numérotés à partir de l'unité, complétant ou modifiant les dispositions arrêtées, avec tendance générale à accroître de plus en plus les mesures restrictives, textes dont la série se poursuit encore actuellement. Sur les 33 articles qui composent ce texte, l'article premier confirme l'interdiction de la spéculation sur « les changes, devises, actions et obligations », le délit étant, pour les changes, défini comme suit :

« *Article 2.* — Sont qualifiés spéculations sur change, les achats et ventes de change non conformes à la liste des besoins, dressée et publiée par le ministère des Finances conformément à l'article 29 de la loi 1447, les achats et ventes de change effectués en dehors de la bourse, des banques et des banquiers ayant obtenu une autorisation du ministère des Finances, enfin les achats et ventes de change effectués à découvert ».

1. Dispositions applicables à quiconque aura agi sur les cours en bourse par propagations de fausses nouvelles ou tous autres moyens frauduleux, comparables à celles de l'article 419 du Code pénal français et prévoyant une peine de trois mois à trois ans de prison et une amende de cent à cinq cents livres turques, la peine de prison portée au maximum de cinq ans pour les agents de change et courtiers officiels.

Par ailleurs, pour les monnaies proprement dites, l'article 22 s'exprime ainsi :

« *Article 22.* — Sont réputés spéculations les achats et ventes de monnaies étrangères qui sont effectués à découvert ou en dehors de la bourse et des banques ou qui ne sont pas conformes à la liste des besoins ».

Comme l'on voit, ces deux articles auraient pu être fondus en un seul puisque malgré la distinction logique entre « l'effectif » et le « change » proprement dit, ces deux termes sont englobés par ailleurs dans d'autres articles, par exemple dans l'article 24 du même décret, ainsi conçu :

« *Article 24.* — Les opérations sur changes, monnaies et titres sont traitées au comptant. La livraison et la réception sont effectuées et achevées jusqu'au soir du lendemain du jour de l'opération ».

Seul a été détaché, à juste titre, le délit de spéculation, que constitue, suivant l'article 18, « les achats et ventes d'obligations et de coupons effectués à découvert ou en dehors de la bourse et des banques ». Cet article qui, ainsi qu'on peut le remarquer, ne mentionne que les obligations, à l'exclusion des actions, fut d'ailleurs abrogé par le décret N° 2 promulgué le 22 avril 1930. Il s'agissait d'ailleurs vraisemblablement d'une omission, puisque l'article 19 comportait le mot « titre » employé dans le texte suivant :

« Les titres et coupons de titres ne peuvent être importés en Turquie sans l'autorisation du ministère des Finances ».

Cette disposition importante est complétée par l'interdiction d'exporter également des titres et des coupons

suivant l'article 17, qui prévoit aussi l'impossibilité de faire sortir de la monnaie turque.

En outre, les opérations d'achats et de ventes de change, qui ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire des banques et banquiers autorisés par le ministère des Finances (art. 3), « doivent être justifiées par des documents établissant la nécessité des opérations et leur conformité avec la liste des besoins » ; la régularisation doit en être opérée en bourse, jusqu'au lendemain soir, par les établissements financiers, avec seulement une tolérance de £ 500, pouvant être reportée au jour suivant. Quant aux cours pratiqués, ils ne peuvent s'écarter que de 2 piastres, en plus ou en moins, par rapport aux cours officiels de la bourse¹.

En ce qui concerne les opérations bancaires proprement dites, le législateur prohibait strictement l'octroi d'avances contre garanties en change ou en monnaies étrangères (art. 5) et l'ouverture de crédits en monnaies turques en faveur des personnes ou établissements non installés en Turquie ou n'y ayant pas de succursales (art. 9). Bien plus, l'article 11 édictait que les dettes résultant d'ouvertures de crédits en change ne seraient pas réglées en devises étrangères, mais en monnaie turque, au cours de bourse du jour fixé pour le paiement. Cette mesure devait évidemment amener de vives doléances de la part des établissements prêteurs, et, étant donné le financement des exportations, tel qu'il a été exposé plus haut, les exportateurs se trouvaient fort gênés par l'impossibilité d'obtenir des crédits en devises ;

1. Cette obligation tendait principalement à empêcher la constitution d'un « marché marron », auquel nous avons fait allusion plus haut, exagérant les mouvements de hausse ou de baisse de la monnaie.

le décret N° 2, qui sera étudié plus bas, tint compte d'ailleurs de leur situation spéciale. Les banques ne pouvaient par ailleurs consentir des avances en devises aux importateurs, que sur le vu des quittances de paiement des droits de douane (art. 14), ou, à défaut, « lorsque l'affaire se trouve déjà dans une phase avancée » ; les établissements financiers, qui pour accorder, dans ce dernier cas, des facilités aux négociants, avaient à s'assurer de devises à découvert, devaient obtenir l'autorisation du ministère des Finances, qui fixerait le montant autorisé.

Un article n° 21 assez obscur vise aussi les « titres à acheter » qui ne peuvent « avec leurs coupons, qu'être gardés auprès des banques, au nom de leurs propriétaires ». Cette disposition fut d'ailleurs supprimée peu après par le décret N° 2. Elle était sans doute inspirée par la crainte de voir la spéculation à la baisse créer un marché non officiel uniquement spéculatif. Cet esprit se retrouve dans l'article 25 encore en vigueur actuellement, qui stipule que « les chèques, bons et traites énonçant des devises étrangères ne peuvent, sans le consentement du ministère des Finances, être endossés à nul autre qu'aux banques ».

Dans un but avoué de surveillance, mais aussi sûrement pour favoriser les banques turques aux dépens des banques étrangères ayant des succursales en Turquie, l'article 10 prévoyait que « les sociétés concessionnaires, et celles dans lesquelles l'Etat a une participation, ne peuvent placer leurs fonds qu'auprès des banques dont le capital est en devises turques ».

Il faut ajouter, pour terminer, la fixation des attributions du service de contrôle des changes, son rempla-

cement dans les localités où il n'existe pas, par le plus haut fonctionnaire des Finances de l'endroit, la moitié des amendes perçues étant accordée aux dénonciateurs. L'avant-dernier article (art. 32) stipule logiquement, qu'étant donné le cadenasement rigoureux prévu tant par le décret N° 1, que par la liste des besoins, les sociétés de constructions et les entrepreneurs, notamment, seront obligés, au cas où ils en seraient requis, de prouver par des documents à quelle banque ils ont vendu en Turquie les devises qu'ils ont fait venir de l'étranger. Cette obligation s'appliqua d'ailleurs à tous ceux important, temporairement ou définitivement, des devises, soit pour entreprendre des travaux, soit à titre d'emprunt et il en fut, avec équité, tenu compte pour les demandes subséquentes de rapatriement de capitaux par les intéressés entrant dans la catégorie prévue ; une déclaration dans les quinze jours de la promulgation du décret devait être faite pour les capitaux entrés en Turquie antérieurement. Le dernier article confirme que l'exportation de l'or reste interdite en conformité de la loi spéciale réglementant la matière.

En ce qui concerne la « liste des besoins de change » élaborée par le ministère des Finances conformément à l'article 29 de la loi 1447 relative aux valeurs mobilières et à la bourse et jointe au décret N° 1, elle précise les formalités à accomplir tant par les importateurs que par les sociétés et établissements étrangers, qui importent des marchandises à leur nom pour les garder dans leurs dépôts ; le cas du transit est d'ailleurs spécialement prévu et les devises nécessaires éventuellement aux marchandises de cette catégorie ne peuvent être obtenues qu'après une garantie fournie par la banque, et d'après laquelle,

lors de la réexportation à intervenir, un montant en devises équivalent sera importé en Turquie.

Le plus nouveau et le plus intéressant aussi est constitué par les nouvelles restrictions imposées aux sociétés étrangères pour leurs besoins de change, tant pour le service financier de leurs coupons, que pour leurs rapports avec leur siège, les voyageurs, les étrangers travaillant en Turquie, les expatriés, etc... Tous ces besoins ne peuvent être assurés qu'après autorisation du service de contrôle des changes et après production de pièces justificatives. Les limites suivantes étaient fixées, pour certains cas :

a) l'équivalent de £ 30 pour l'aller et autant pour le retour, plus, £ 30 par mois pour la durée du séjour, dans le cas d'étudiants turcs et étrangers en dehors du pays ;

b) le même montant que ci-dessus pour les voyages d'aller et de retour et £ 60 par mois pour le premier mois de séjour, pour les malades allant se faire soigner à l'étranger, les frais des personnes accompagnant le malade étant pris, à part, en considération, ainsi qu'éventuellement les frais supplémentaires de clinique et de soins ;

c) le même montant pour frais de voyage et £ 60 par mois pour chaque mois de séjour pour des commerçants se déplaçant pour leurs affaires.

Pour les voyages lointains en Amérique ou Extrême-Orient, l'appréciation en était laissée au service du contrôle des changes, de même que pour certains cas spéciaux, comme les rémunérations des spécialistes étrangers engagés.

Quant aux étrangers travaillant en Turquie, il leur était possible d'envoyer à leur famille, vivant à l'étranger, les deux tiers de leurs appointements, pour les résidents

de Turquie touchant des traitements fixes, les deux tiers de leurs bénéfices mensuels reconnus par le fisc, pour ceux travaillant à leur compte, une autorisation spéciale étant exigée, dans le dernier cas, au-dessus de £ 100 par mois.

Enfin, pour les personnes turques ou étrangères, bénéficiaires de revenus d'immeubles ou d'affaires existant en Turquie et désireuses d'exporter leurs rentes dans les pays étrangers où ils résident, le contrôle des changes avait également un pouvoir discrétionnaire d'appréciation, en considération du nombre des membres de la famille et du motif du séjour.

Par ailleurs, les demandes de change jusqu'au maximum de £ 5, pour abonnements à des revues, ou cotisations à des œuvres de bienfaisance, pouvaient être directement acceptées par les banques, sous justifications, à la seule condition de remettre chaque semaine au contrôle des changes une liste détaillée des achats de change ainsi effectués.

Les cas non prévus dans la liste devaient obligatoirement être soumis au ministère des Finances.

Les banques sollicitèrent du ministère des Finances des explications, leur permettant de suppléer à quelques imprécisions des textes, ce régime tout nouveau ne pouvant naturellement s'appliquer sans échanges de vues.

Il fut ainsi déterminé :

1° qu'étant donné l'interdiction d'exporter les coupons échus et les obligations à amortir, les banques, pour obtenir l'autorisation nécessaire de la Commission des changes, devaient s'engager à faire entrer dans le pays des devises en représentant la contre-valeur ;

2° que, dans les localités où il n'existait pas de bourses de valeur, les banques pourraient compenser entre elles les achats et ventes de change, qu'elles ne pourraient pas compenser à leurs propres guichets, tout en gardant personnellement la responsabilité des opérations ;

3° que l'achat de change nécessaire au règlement des effets en devises représentant des marchandises importées avant la promulgation du décret N° 1, était autorisé contre présentation de la quittance de douane attestant le paiement de la taxe sur les transactions ;

4° que le rachat de change nécessaire au remboursement d'effets en devises demeurés impayés était possible si la preuve de la vente de change lors de la création de l'effet était faite ;

5° que les avoirs en livres turques existant en Turquie au nom de tiers établis à l'étranger quels qu'ils soient étaient considérés comme bloqués, aucun paiement¹ ni transfert ne pouvant être fait sans l'autorisation de la Commission des changes et que, d'autre part, tous effets (chèques, traites, etc...), émis en Turquie et payables en livres turques en Turquie, ne pourraient être réglés s'ils avaient circulé en dehors des frontières turques, avant leur présentation au débiteur.

Promulgué peu après, le *décret N° 2 du 22 avril 1930*, très court avec ses cinq articles, stipulait, tout d'abord, en modifiant l'article 11 du décret N° 1, que les banques pouvaient consentir à leurs clients exportateurs des avances en devises, avec un minimum de 1.000 £ ; cette

1. Il a été spécifié dans la suite que les livres turques provenant de ventes de devises effectuées par lesdits tiers pouvaient être utilisées librement, mais en Turquie seulement, sans toutefois pouvoir être reconverties en devises.

limite minima de 1.000 £ était également prévue pour les achats de devises à terme autorisés aux banques dans le cas de contrats de vente de marchandises à livrer (art. 1 et 2).

Quant aux avoirs en livres turques des particuliers ou établissements établis à l'étranger, la rigueur du « blocage », ressortant de l'application stricte de l'article 31 du décret N° 1, était atténuée, mais d'une manière imprécise, l'autorisation de disposer des fonds pouvant être accordée, jusqu'à concurrence d'un montant à fixer par le ministère des Finances en ce qui concerne les opérations, « pour lesquelles il aura été prouvé qu'elles ne sont pas dirigées contre la protection de la monnaie nationale ».

Tandis que l'article 4 abrogeait les dispositions du précédent décret relatives aux titres et aux coupons, maintenant toutefois l'interdiction et l'importation de titres et des coupons, l'article 5 précisait les dispositions de l'article 6 du décret N° 1 déjà expliquées par les commentaires que nous avons détaillés plus haut : les banques ne doivent pas compenser à leurs guichets les achats et ventes, mais se couvrir par la bourse ; elles ne peuvent compenser à leurs guichets ou entre elles que dans les localités où il n'existe pas de bourses.

Telles étaient les premières mesures appliquées à la suite de la loi sur la sauvegarde de la monnaie. Des réclamations plus ou moins justifiées se firent entendre ; des difficultés d'interprétation firent encore l'objet de questions au ministère des Finances, et des modifications furent apportées dans la suite. Mais le gouvernement veilla, à bon droit, rigoureusement, à l'application stricte des textes. L'intérêt suprême du pays en justifiait la

rigueur et la bonne tenue en bourse de la livre turque en fut le résultat.

Laissant de côté l'étude du décret N° 3 promulgué en septembre 1930, il faut, envisageant l'ordre chronologique des événements, signaler maintenant l'apparition du Consortium des changes et celle de la Banque d'Etat.

CHAPITRE III

LE CONSORTIUM DES CHANGES. L'APPARITION DE LA BANQUE D'ÉTAT

§ 1. *Le Consortium des changes*

Le ministère des Finances s'était, nous l'avons vu, dès la fin de 1929, avec l'appui des grandes banques, assuré des crédits lui permettant d'agir sur le marché des changes. Mais, pour l'utilisation rationnelle de ce commencement de masse de manœuvre, une unité de vues et d'action en collaboration avec les établissements financiers était désirable. De cette nécessité sortit, après de laborieuses négociations, entre l'apparition du décret N° 1 et celle du décret N° 2 un organisme dénommé « Consortium des changes » appelé à fonctionner jusqu'au 30 juin 1930, sauf décision de prorogation prise par les membres¹ du Consortium avant le 15 juin de la même année, suivant convention du 22 mars 1930 passée entre les principales banques de la place d'Istanbul et le

1. Le Consortium était composé dès le début de son fonctionnement de : Banque d'Affaires de Turquie, Banque Agricole de Turquie, Banque de Salonique, Banca Commerciale Italiana, Banque Française des Pays d'Orient, Deutsche Bank und Disconto Gesellschaft, Deutsche Orient bank, Banque Hollandaise pour la Méditerranée, The American Express Co, Banco di Roma, Banque Générale pour le Commerce étranger, Banque Commerciale et Industrielle Turque, Banque pour le Commerce Extérieur de l'U.R.S.S.. La Banque Ottomane y entra plus tard en juin 1931.

ministère des Finances représenté par Nouroullah Essad.

La régularisation du marché des changes devait être obtenue par l'emploi d'une « masse de manœuvre » qui permette d'acheter ou de vendre les devises offertes ou demandées. Le rôle prépondérant en était dévolu à un Comité exécutif de six membres siégeant en permanence pendant les heures d'ouverture de la bourse. La masse de manœuvre fut de 1 million de livres sterling, dont 500.000 fournies par l'Etat lui-même et le reste par les banques. Chaque quinze jours le Comité exécutif devait rendre compte de sa mission à l'assemblée générale, assemblée qui pouvait, au surplus, être convoquée à tout moment sur la demande de la moitié des personnalités composant le Comité.

En ce qui concerne les opérations de change, qui devaient être exécutées par le Comité, la livraison ou la prise en charge du change vendu ou acheté était attribuée alternativement et pour une durée d'une semaine, par l'assemblée générale, à quatre banques faisant partie du Consortium.

Comme il était convenu que le Consortium n'avait pas à s'occuper des manipulations de fonds, une première provision d'un montant de cinq mille livres turques, susceptible d'être renouvelée par les adhérents, était déposée par ses soins à la Banque d'Affaires de Turquie qui jouait ainsi le rôle de caissier du groupement.

Par ailleurs, chaque samedi, il était dressé par les soins du Comité exécutif un décompte indiquant le montant des achats et des ventes journaliers, avec les cours moyens pratiqués, et les contre-valeurs en livres turques correspondantes.

La comptabilité minutieusement organisée, avec

fiches d'achats et ventes, livre d'enregistrement, grand livre et journal, reposait sur la livre turque d'un côté et la livre sterling de l'autre.

Le rôle du Consortium des changes était d'intervenir à la bourse pour contenir les variations de la livre turque dans des limites étroites. Lors d'un excédent d'offres de change, il devait laisser baisser les cours jusqu'à la limite inférieure, moment auquel il se portait acheteur de la quantité offerte. Au contraire, les demandes de change étant en excédent, il devait laisser monter le cours de devises jusqu'à la limite supérieure, se portant alors vendeur de la quantité demandée, prise sur ses réserves constituées lors de la première éventualité.

Le représentant du ministère des Finances au Consortium, Nouroullah Essad, étant en même temps président de la Commission de contrôle des changes, formait une utile liaison entre les deux organismes. La seule inconnue était constituée par les offres de change, évidemment imprévisibles, mais toujours susceptibles d'être absorbées, dans les conditions énoncées plus haut. Les offres et les demandes de devises furent ainsi équilibrées, sans grande difficulté, le Consortium étant par moments détenteur d'un montant en devises supérieur à une provision initiale, qui ne semble pas avoir été jamais utilisée que jusqu'à 20 à 30 % de son montant, au plus.

Lors des ventes de change, les livres turques ainsi obtenues, étaient réparties entre ses membres, à l'exclusion du gouvernement, au prorata des apports.

Dans la pratique, il se produisit que, contrairement aux prévisions des créateurs, l'organisme que l'on pensait devoir être sollicité abondamment pour fournir des devises au marché, se trouva en présence d'offres, qui le

mirent dans la nécessité d'absorber un surplus de devises, dont la négociation aurait amené une amélioration trop rapide de la livre turque. Cette amélioration aurait ralenti le mouvement d'exportation, qu'il aurait, sans doute, été difficile de maintenir dans la suite, ce qui aurait été à l'encontre du but cherché : assurer la stabilité de la livre turque.

La revalorisation rapide de la devise turque aurait été facilement acceptée par le gouvernement ; mais celui-ci dut se rendre aux justes objections des membres du Consortium, qui redoutaient, à bon droit, la perturbation que n'aurait pas manqué d'amener une hausse trop brusque, susceptible, notamment, de décourager le commerce d'exportation, déjà peu enclin à réaliser ses stocks sur des marchés mondiaux déprimés.

C'est ainsi qu'il fut décidé de maintenir les cours aux environs de 1030 à 1035 piastres turques pour une livre anglaise. De la sorte, opérant sur un marché relativement ample — la moyenne journalière des transactions étant supérieure à £ 35.000 — le Consortium put se constituer rapidement un fonds, qui vers le 15 avril 1930 atteignait environ £. 75.000, pour diminuer ensuite à mesure que les importateurs formulaient des demandes de devises pour le règlement de leurs achats.

Il faut signaler à ce sujet le rôle bienfaisant de la Banque Ottomane, qui, en automne 1930, accepta du Gouvernement la mission de mettre temporairement en circulation, par prélèvement sur le stock de réserve, les billets du Trésor nécessaires pour absorber l'excédent de change offert par les importateurs.

Aussi importants qu'aient été les rapides résultats obtenus par le Consortium, il faut reconnaître que son

influence régularisatrice fut grandement aidée, tant par les mesures de restriction des changes, que par certaines circonstances favorables à son action ; en effet, les gros achats de change du gouvernement qui avaient été l'une des causes de la baisse de la livre turque cessèrent complètement durant mars et avril 1930, les besoins de devises de l'Etat ayant été assurés par l'utilisation d'un crédit consenti par la Banca Commerciale Italiana (absorbé dit-on, jusqu'à concurrence de £ 600.000) ou simplement suspendus ainsi qu'on l'a vu.

Les risques de baisse ayant été pratiquement supprimés, le rôle du Consortium devenait plus aisé, car, ainsi que le remarque M. Rist dans son rapport, il est improbable, qu'en cas de demandes intensives de change, il ait pu, sans vouloir même empêcher la baisse, être à même d'en ralentir le mouvement, le peu d'importance de la masse de manœuvre ne permettant pas un freinage bien puissant.

Quoiqu'il en soit, l'influence du Consortium fut des plus salutaires et, pratiquement, tout le temps de son exercice, le franc français se maintint aux alentours de 12,03. Quant à la livre anglaise, elle demeura sans écarts sérieux jusqu'au 21 septembre 1931, date à laquelle, en raison de l'abandon du « Gold Standard » par le gouvernement britannique, elle fléchit brusquement, pour atteindre les cours extrêmes de 833 et 796, avec un cours moyen mensuel de 818 pour octobre 1931. Ces fluctuations empêchèrent donc de continuer à la prendre comme base de transaction pour les devises étrangères, et, à partir de ladite date du 21 septembre, ce fut le franc français, qui fut adopté comme étalon de comparaison.

Bien au contraire, pour parer d'urgence à une hausse anormale de la livre turque au mois de septembre 1930,

hausse motivée par l'offre massive de devises étrangères, le gouvernement dut autoriser une émission supplémentaire de papier-monnaie, à l'aide des coupures de réserve, pour l'achat des devises effectivement convertibles en or. Cette autorisation fut réalisée par la *loi du 25 septembre 1930*, complétant la loi du 11 juin 1930 qui avait créé la Banque d'Etat, dont l'étude sera faite au paragraphe suivant.

Comme la Banque d'Etat, bien que légalement créée, n'était pas encore entrée en activité, ce fut le Consortium des changes, dont l'activité, expirant théoriquement le 30 juin 1930, avait déjà été prolongée de ce fait une première fois, qui, suivant les dispositions de la loi du 25 septembre 1930, émit le papier-monnaie nécessaire. Les devises étaient conservées par lui en contre-partie, pour être utilisées progressivement, au retrait et à la destruction des billets de monnaie turcs ayant servi à financer l'opération.

C'est ainsi que, lorsque le Consortium, dont la durée avait encore été prolongée à deux reprises, fut dissous le 31 décembre 1931 ; son stock de devises, arrêté à cette date, à la contre-valeur de 59.543.300 francs français, en couverture de l'émission correspondante de 4.935.159 livres turques, fut repassé à la Banque Centrale.

§ 2. *La Banque Centrale de la République Turque*

Lors de l'étude des caractéristiques de la monnaie turque, ayant cours en 1929, il a été signalé qu'elle présentait deux particularités singulières : d'abord, l'absence de couverture-or, et ensuite, le manque de contrôle d'un institut d'émission, la Banque Ottomane ayant, ainsi qu'on l'a vu plus haut, pratiquement aban-

donné depuis 1915 son rôle de banque émettrice. Il est évident que les décrets suivant la loi sur la sauvegarde de la monnaie, et la création du Consortium des banques n'étaient que des palliatifs. La Turquie s'était sagement abstenue de toute inflation excessive, mais elle ne pouvait se passer du concours d'une Banque Centrale Nationale, suffisamment indépendante et capable de réaliser progressivement la stabilisation de la monnaie, en prenant l'or comme étalon monétaire, ainsi qu'il avait été unanimement admis dans les conférences financières internationales d'après-guerre¹. Si les résolutions qui y furent solennellement adoptées, restèrent, pour la plupart, hélas, lettres mortes, ainsi qu'il en est trop souvent pour les principes les plus sages, dès que les intérêts nationaux particuliers se trouvent en antagonisme, il subsista néanmoins, des travaux accomplis, un ensemble des plus intéressants d'études qui avaient pu être utilement mises à contribution, lors de la réalisation de grands projets financiers².

Poursuivant l'accomplissement de ses grands projets de réformes économiques et sociales, le gouvernement turc, dès avant la crise du change de 1929, avait examiné les possibilités de création d'une banque centrale et fait venir d'Allemagne, pour en étudier la réalisation, le Docteur Muller, directeur de la Reichsbank. Le Docteur Schacht avait été également convoqué à cet effet, mais ne put continuer des travaux, par suite de son rappel pour participer à la conférence de Paris chargée de

1. Cf. Résolutions adoptées par la Commission des circulations monétaires et du change de la conférence de Bruxelles de 1920 et le rapport de la Commission financière de la conférence de Gênes de 1922.

2. Cf. Rapport du Comité financier de la Société des Nations du 14 juin 1927 sur l'emprunt de stabilisation de la monnaie grecque.

l'étude du plan Young et au Comité d'organisation de la Banque des Règlements internationaux. De la sorte, le Docteur Muller déposa, seul, un rapport, précédé de quelques mots d'introduction du Docteur Schacht. Ces documents, il faut le dire, étaient peu encourageants ; mais la suite des faits devait, heureusement, en invalider, en grande partie, les conclusions. En effet, ils concluaient à l'impossibilité d'envisager la création d'une Banque Centrale, étant donné l'absence de spécialistes financiers nationaux, le manque de couverture, en or ou devises étrangères basées sur l'or, de la circulation fiduciaire turque, le déficit de la balance des comptes, etc... C'est alors que le gouvernement, passant outre, fit appel au Professeur Morf, de l'Université de Lausanne, qui étudia immédiatement un projet de loi concernant la création de la *Banque Centrale de Turquie*, projet, qui, après étude par une commission spéciale, fut voté rapidement par la Grande assemblée nationale le 11 juin 1930 pour être immédiatement mis en application.

Sans étudier dans le détail ce texte qui se compose de 99 articles, il faut néanmoins, étant donné son importance capitale dans l'histoire financière de la Turquie, en décrire les grandes lignes¹.

La Banque Centrale de Turquie, société anonyme, créée pour un délai de trente ans, renouvelable et investie du privilège exclusif d'émettre des billets (art. 1) a pour mission, suivant l'article 2 :

1° de fixer le taux d'escompte et régler la circulation monétaire ;

1. Voir pour l'étude détaillée l'ouvrage de M. Refii Chukru : *La Banque Centrale de la République de la Turquie. Vers la stabilisation de la livre turque*. Dissertation présentée à l'école des Hautes Etudes commerciales de l'Université de Lausanne en 1933.

2° d'effectuer les opérations de trésorerie de l'Etat ;
 3° d'arrêter, d'accord avec le gouvernement, toutes les mesures visant la stabilisation future de la monnaie turque.

A. — Réglementation de la circulation monétaire et préparation de la stabilisation.

En ce qui concerne cette attribution, la banque prend en charge les 158.748.563 de livres de papier-monnaie émis par l'Etat, qui restent en circulation avec le cours forcé, recevant, en couverture de cette dette, un montant égal de bons du trésor productifs d'un intérêt de 1 % l'an. D'autre part, tandis que les articles 12 et 13 prescrivent que la loi de stabilisation à intervenir déterminerait la contre-valeur en or de la livre turque et la contre-partie d'encaisse-or, à conserver par la banque, il lui est remis, d'ores et déjà, par le trésor 500.000 livres en or monnayé ou lingots et 116.497.925 francs français de valeurs internationales¹. Ces montants viennent amortir les bons du trésor ci-dessus visés, ceux-ci étant amortissables, pour le surplus, par des prélèvements annuels de 1 % sur les montants inscrits au budget. Tout l'or monnayé ou en lingots, appartenant à l'Etat ou à quelque

1. La liste des valeurs fournies, annexée d'ailleurs à la loi, mentionnait des actions et obligations d'entreprises étrangères locales rachetées par l'Etat, telles que le Port d'Haïdar Pacha et le chemin de fer d'Anatolie et également des titres de la dette publique. Tous ces titres n'avaient évidemment qu'un marché limité et étaient loin de pouvoir être assimilés à la stabilité de l'or. Dans son rapport rédigé vers le milieu de 1930, M. Rist, négligeant les titres déposés, décompose ainsi l'encaisse-or réelle à ce moment :

Anciennes livres turques or	546.445, 75
Monnaies or et lingots	160.770, 25

Total 707.216,00 livres

soit pas plus de 4 % du montant de la circulation au lieu de la proportion de 30 % généralement admise.

division administrative, devait être vendu à la banque pour accroître le stock de métal jaune.

D'autre part, tandis que l'Etat prend l'engagement de ne pas émettre d'autre monnaie en dehors des billets pris en charge par la banque, celle-ci s'engage, elle-même (art. 14), à ne pas augmenter la masse de papier-monnaie, sauf les cas prévus ci-dessous :

a) achat d'or, monnayé ou de lingots, avances sur or (art. 35);

b) achats de devises étrangères convertibles en or, à condition que le terme de négociation n'excède pas 90 jours (art. 36);

c) réescompte des effets de commerce, qui lui sont présentés par les banques, à échéance maxima de 90 jours et pourvus de trois signatures, ou de deux seulement s'il y a une garantie réelle en marchandise (art. 38).

Toutefois, tant que la loi de stabilisation ne sera pas intervenue, le montant maximum autorisé pour l'émission de papier-monnaie, pour ce dernier cas, doit être, à juste raison, fixée par les représentants de certaines grandes banques — sorte de Conseil de régence.

A noter enfin que, pour les deux premiers cas, la banque est autorisée (art. 37), toujours en attendant la stabilisation, à « fixer de temps à autre le cours de l'or et des devises ». C'est une prérogative de la plus haute importance et qui ne doit être, pour éviter tout inconvénient, employée qu'avec circonspection et en connaissance de cause. La banque a aussi, seule, le droit d'importer et d'exporter de l'or (art. 52).

On avait estimé, à bon droit, que ce qui importait était de permettre à la banque de continuer à augmenter son encaisse or, condition primordiale d'une monnaie

stable, en se montrant plus circonspect pour l'escompte.

Mentionnons, pour terminer, que la Banque Centrale dispose logiquement du droit de fixer le taux des avances sur titres, outre le taux de l'escompte, ainsi qu'il en est, d'habitude, pour les instituts nationaux d'émission, auxquels cette possibilité permet d'agir utilement sur le marché monétaire. Telles sont les attributions de la Banque Centrale en ce qui concerne le rôle, qui lui est dévolu au point de vue de la surveillance de la circulation monétaire et de la préparation de la stabilisation.

B. — *Composition du capital social* (art. 21 à 33 inclus).

La banque est créée sous forme de société anonyme, avec un privilège d'émission des billets d'une durée de trente ans, renouvelable. Son capital est de 15 millions de livres turques divisés en 150.000 actions nominatives de 100 livres; elle est considérée comme valablement constituée après libération de 40 % du capital actions.

Dans le but de maintenir l'établissement dans le cadre des deux plus importantes directives recommandées par la conférence de Gênes de 1922, pour les banques d'émission à savoir : l'indépendance de la banque à la fois contre une ingérence politique, et aussi contre une influence de groupes particuliers, les actions ont été divisées en quatre catégories : A-B-C et D, égales en droits au point de vue vote et répartition, mais différenciées seulement par la qualité des souscripteurs.

La catégorie « A » est réservée aux établissements gouvernementaux et ne peut dépasser 15 % du capital social. Les coupures sont en multiples de 10.000 livres turques, et leur libération est faite en or par le gouvernement, au cours de la date du versement.

Les actions « B », non limitées en quantité, sont destinées aux banques nationales fonctionnant en Turquie, c'est-à-dire, qui, créées conformément aux lois turques, ont à la fois leur capital social libellé en livres turques et la majorité de leur capital détenu par des citoyens turcs.

Les actions « C » sont à souscrire par les autres banques non nationales et les sociétés concessionnaires exerçant en Turquie, avec un maximum de 15.000 actions fixé. Leur souscription en avait été rendue, primitivement, obligatoire, sous peine de liquidation des entreprises, pour un montant déterminé, pour chaque société, suivant l'importance du capital et des réserves ; mais finalement, l'on renonça à une solution un peu trop énergique, et des ententes amiables intervinrent, à la suite desquelles les 15.000 actions furent entièrement placées.

Le groupe « D » comprend les actions qui sont à souscrire par les établissements de commerce turcs, et les personnes physiques et morales également de nationalité turque — c'est-à-dire, en somme, la généralité des souscripteurs nationaux — et sont, par là même, comme celles du groupe « B », non limitées en quantité.

Les conditions de libération des actions, la première tranche à verser étant, on l'a vu, de 40 % du capital souscrit, sont minutieusement déterminées, ainsi que les causes de déchéances en cas de non-exécution des versements.

C. — *Opérations de la Banque Centrale* (art. 34 à 53 inclus).

Le rôle de la banque touchant aux questions monétaires ayant été analysé plus haut, il suffit de mentionner

brèvement, qu'elle reçoit en dépôt les fonds du trésor et des administrations d'Etat, sans intérêts, que les déposants privés reçoivent au maximum 2 % par an, qu'elle ne peut consentir de crédits ou d'avances à découvert et que les avances sur les fonds d'Etat et les obligations cotées, avec une marge de 20 % au maximum, lui sont interdits jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de stabilisation à intervenir.

D. — *Organisation de la banque* (art. 64 à 81 inclus).

La Banque Centrale, en sa qualité de société anonyme, est soumise, dans les conditions ordinaires, à l'approbation de ses comptes par l'assemblée générale annuelle, dix actions donnant droit à une voix, avec maximum possible de 50 voix.

Le Conseil d'administration est composé de 8 membres :

a) deux — dont le président — sont nommés par le gouvernement en sa qualité de porteur des actions « A » ;

b) deux, élus par les porteurs d'actions « B » et « C », c'est-à-dire les banques nationales d'une part, les banques non nationales et les sociétés concessionnaires d'autre part, la majorité se trouvant effectivement réservée aux premières et les secondes n'ayant qu'une participation limitée ;

c) un membre élu par les actions de la catégorie « D », les porteurs ordinaires, si l'on peut les qualifier ainsi.

d) un membre élu par un Comité comprenant les représentants choisis par le ministère de l'économie entre les délégués des Chambres de commerce et d'industrie ;

e) deux agriculteurs élus par les coopératives agricoles.

Le mandat est de trois ans ; seuls les membres visés aux deux derniers alinéas peuvent être réélus.

Une commission de contrôle de quatre membres est chargée, en outre, de l'examen de toutes les opérations et de tous les comptes de la banque, deux membres étant élus par les actions « B » et C » et deux membres parmi les actions « D ».

Rien de spécial à signaler sur le Conseil d'escompte, le Comité de direction et la Direction générale, qui relèvent de l'organisation intérieure de la banque.

E. — *Répartition des bénéfices.*

Les bénéfices de la banque sont répartis comme suit :
20 % en fonds de réserve,

6 % sur la valeur nominale des actions à titre de premier dividende, ce dernier étant garanti par le gouvernement et à lui remboursable par la banque, lors des 4^e, 5^e et 6^e années de son activité ;

puis sur le surplus :

5 % au personnel,

et 10 % à un fonds de réserve extraordinaire, le solde revenant par moitié aux actionnaires et au Trésor. Ce dernier doit, en attendant la promulgation de la loi sur la stabilisation, imputer les sommes qui lui seront ainsi dues, à l'amortissement des bons du Trésor remis par lui en couverture du papier-monnaie pris en charge par la banque.

La loi prévoyait, enfin, dans les dispositions transitoires, la création d'un Comité de constitution de huit membres présidé par le ministre des Finances lui-même, ayant pour rôle de surveiller la souscription du capital et d'organiser la mise en marche de l'établissement. Celui-ci tint sa première séance le 14 février 1931 et clôtura ses travaux le 2 juin de la même année.

D'autre part, le Conseil d'administration élaborait les statuts sur la base de la loi de création de la banque et ceux-ci, après l'approbation du Conseil des ministres et la sanction du Président de la République parurent au *Journal officiel* du 20 septembre 1931. Les quarante pour cent du capital ayant été recouvrés, conformément à l'article 23 de la loi, dans le mois suivant l'approbation des statuts, la banque entra en fonction le 3 octobre 1931.

La Banque Centrale de la République de Turquie qui devait, statutairement, publier sa situation hebdomadaire, s'est livrée pour la première fois à cette formalité le 7 janvier 1932.

On a vu d'autre part, comme elle s'était substituée au Consortium des changes à partir du 1^{er} janvier 1932.

Son activité durant les premières années de son existence sera étudiée dans un chapitre suivant, après l'examen, imposé par l'ordre chronologique des faits, des décrets, sur la sauvegarde de la monnaie, postérieurs aux décrets N^o 1 et 2 et sur le contingentement des importations.

CHAPITRE IV

SUITE DES DÉCRETS SUR LA SAUVEGARDE DE LA MONNAIE, PARUS AVANT ET APRÈS LE CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS.

§ 1. Le décret N° 3. — Le contingentement des importations

Pour en revenir aux décrets sur la sauvegarde de la monnaie, l'on a vu plus haut, lors de l'étude du décret N° 1 du 27 février 1930, que l'article 11, qui édictait que les dettes provenant d'ouvertures de crédits en change, ne seraient pas remboursées en devises, mais en monnaie turque, au cours de bourse du jour du règlement, avait soulevé de vives protestations et que son application devait entraver considérablement l'aide des banques aux exportateurs. Le décret N° 2 du 22 avril 1930 avait, pour pallier aux inconvénients signalés, stipulé que les exportateurs pourraient se faire consentir des avances en devises et les rembourser ensuite, en même monnaie, lors du paiement des marchandises importées.

Ce fut le *décret N° 3 du 3 septembre 1930*, paru à l'*Officiel* du 7 du même mois, et ne comportant qu'un seul article, qui, abolit définitivement l'article du décret N° 1 et sa modification d'avril 1930, permettant ainsi

aux banques d'apporter aux exportateurs l'aide qui leur était nécessaire.

Quant aux importations de marchandises qui sont évidemment pour un pays une des plus grandes sources d'exportations de capitaux, elles avaient été considérablement restreintes par les dispositions prises pour limiter les besoins de produits étrangers. Toutefois la Turquie, suivant en cela l'exemple de la plupart des nations, décida de contingentiser les importateurs, dans le but principal de favoriser l'industrie nationale ; mais cette mesure ayant eu pour effet de diminuer considérablement, par voie de conséquence logique, les sorties de capitaux, certains articles étant même totalement prohibés, il apparaît immédiatement que la balance des comptes s'en trouva soulagée dans de notables proportions. Sans entrer dans les détails, il convient d'exposer dans ses grandes lignes l'esprit du *décret-loi du 12 novembre 1931 sur le contingentement des importations*, décret applicable à partir du 16 novembre 1931.

A part les matières premières utilisées par l'industrie turque, toutes les marchandises à introduire dans le pays étaient limitées à des quantités déterminées strictement fixées pour chaque catégorie de produits par des listes à publier chaque mois. Ces listes se référaient aux numéros du tarif douanier auxquels figuraient les articles visés et devaient être établies en tenant compte des besoins de l'industrie locale ; des mesures devaient être prises par ailleurs, pour empêcher l'accroissement de la cherté de la vie et les tentatives de monopolisation effective.

D'autre part — et c'est la première fois que l'on voit apparaître, en Turquie, la notion de « clearing » —, il

était prévu que les départements officiels, certaines sociétés de bienfaisance reconnues et les sociétés concessionnaires de services publics, étaient tenus de veiller pour leurs achats de produits étrangers, à ce que ces achats fussent obligatoirement compensés par la conclusion de la part des fournisseurs, d'achats de produits indigènes représentant une valeur égale à celle des ventes effectuées par eux. Cette condition ne paraissant pas toutefois, toujours facile à réaliser, sa suppression partielle ou intégrale était soumise à la décision du Conseil des ministres.

Précisant également l'idée de « clearing », le décret stipulait également, que, dans les nouveaux traités de commerce à conclure avec les pays, pour lesquels la balance des échanges commerciaux serait déficitaire pour la Turquie, une liste de « compensation » destinée à combler le déficit devrait être insérée.

L'idée de compensation, qui reparaît plus clairement dans les premières conventions de « clearing » conclues dans le courant de 1932 et qui seront analysées dans un chapitre spécial, sont déjà mises nettement en application dans le *décret du 18 mai 1932*, suivant lequel, afin de favoriser le commerce des mohairs¹ et des tapis, l'exportation de ces produits permet l'importation de marchandises de valeur équivalente, en dehors des listes de contingentement. L'exposé détaillé de l'application du contingentement n'entre pas dans le cadre de notre étude, mais on s'imagine sans peine que l'application du système ne fut pas sans rencontrer de nombreuses diffi-

1. On appelle mohair, le poil brut de chèvres de race spéciale, utilisé pour le tissage de certaines étoffes.

cultés. Ce fut l'objet de multiples décrets, circulaires et instructions, destinés à régler l'accomplissement des formalités à remplir, les conditions des matières premières indispensables à l'industrie, ou des produits de première nécessité, l'assujettissement des colis postaux au contingentement, l'élaboration des listes mensuelles, la répartition des quantités autorisées entre les différents ports de Turquie, le tour de faveur accordé aux administrations d'Etat, etc...

Pour en terminer avec le contingentement, dont l'application est maintenant modifiée, il faut exposer en deux mots, quels en furent les résultats :

Il en résulta nécessairement l'élévation des prix des produits importés, dont l'introduction dans le pays se trouvait ou notablement diminuée ou même complètement supprimée, les commerçants profitant de l'afflux des demandes pour liquider les stocks précédemment constitués à des taux plus élevés, et certaines marchandises ne tardèrent pas à faire complètement défaut. D'autre part, ce fut, but recherché avant tout, le point de départ de l'intensification ou de la création de nombreuses industries : tissages, verreries, parfumeries, etc... qui n'arrivèrent pas, du premier coup, à la perfection, mais réalisèrent de rapides et sensibles progrès pour atteindre actuellement, dans beaucoup de cas, la qualité des produits livrés auparavant par les fournisseurs étrangers. Enfin le montant des importations se trouva diminué dans des proportions considérables ; si l'on en considère la comparaison, en valeur, pour les années 1929 à 1932 inclus, les chiffres¹ sont les suivants :

1. Chiffres empruntés au *Bulletin* N° 6 de la Banque Centrale de la République de Turquie.

1929		livres turques	256.296.379
1930		— —	147.550.516
1931		— —	126.659.613
1932		— —	86.983.723

On se rend compte immédiatement de la chute du mouvement des importations, bien que les quantités de marchandises importées en 1929 fussent bien au-dessus de la normale, par suite des commandes exagérées, passées, on l'a vu, avant l'augmentation des tarifs douaniers. Les premières baisses de 1930 et 1931, qui apparaissent considérables, sont dues pour une certaine part aux droits d'entrée prohibitifs, et surtout aux restrictions de change. Par contre, le chiffre des importations de 1932 montre les résultats immédiats de l'application du contingentement des produits importés.

§ 2. *Les décrets Nos 4 à 9*

La série des mesures prises pour la sauvegarde de la monnaie était, néanmoins, loin d'être close. Peu de temps après la promulgation du décret-loi du 12 novembre 1931, paraissait à l'*Officiel* le décret N° 4 du 9 décembre 1931. Très court avec ses trois articles, celui-ci amende à son tour, certaines dispositions du décret N° 1. Désormais : 1° au lieu de l'écart de deux piastres toléré pour les cours d'achat et de vente de change, aux guichets des banques, par rapport à la cotation de la bourse, pour une livre sterling ou son équivalent, la différence ne peut dépasser deux pour mille, au maximum de la contrevaieur en livres turques ;

2° Le commissariat de la bourse peut autoriser, dans les opérations sur connaissance, l'achat du change

correspondant, à condition que l'intéressé garantisse la présentation du récépissé de la douane dans le délai qui sera fixé ;

3° Les changeurs, qui avaient l'autorisation, sous l'empire du décret N° 1 de changer en monnaie turque, les devises étrangères, qui leur étaient présentées, à condition de les céder ensuite aux banques, se voient retirer cette opération.

Les changements apportés ne sont donc, en somme, pas importants ; seule la dernière disposition lésait une petite corporation, celle des sarafs, changeurs privés, dont les modestes guichets ouverts, sur les grandes artères accueillaienit, presque à toute heure du jour les touristes de passage.

Le décret N° 5 du 29 avril 1932 (8 articles) devait instaurer des modifications plus remarquables. En effet, inspiré, soit par le désir de représailles économiques, soit par l'intention de réduire encore le nombre des fournisseurs de la Turquie, et, par là même, les sorties de capitaux, l'article 1 stipule, que toute demande d'achat de livres destinée à régler des importations en provenance de pays qui, par suite d'une institution quelconque de contrôle des devises, interdisent ou ajournent la vente ou l'exportation des devises pour les marchandises exportées de Turquie chez eux, sera décalée d'une année. En attendant, pour pouvoir utilement prendre rang, la contre-valeur en livres turques devra être déposée à la Banque Centrale de Turquie.

De même (article 2), la Banque recevra, des importateurs de Turquie, le montant du prix des importations des marchandises venant des pays, qui, ayant leur balance commerciale créditrice à l'égard de la Turquie,

n'auront pas conclu de traité de commerce avec cette dernière; un compte sera ouvert pour chaque pays et les fournisseurs créanciers seront payés suivant l'ordre d'antériorité des dépôts des clients, à mesure des compensations à effectuer.

Ces dispositions n'étaient pas, bien entendu, applicables aux Etats étrangers, ayant conclu des accords spéciaux de compensation avec la Turquie, la Banque Centrale étant autorisée à procéder à ces conclusions.

A titre de précaution supplémentaire, les banques qui, spécialement, étaient autorisées à vendre aux importateurs des devises, conformément à l'article 14 du décret N° 1, sur le seul vu de la quittance de l'impôt de transaction, ne pouvaient plus le faire, les clients devant obligatoirement s'adresser au service de Contrôle des changes. Le ministère des Finances pouvait, toutefois, s'il le jugeait utile, revenir à l'ancien état de choses.

Enfin, une mesure, qui fut appliquée avant et après la guerre de 1914-1918 dans tous les pays qui eurent à contrôler sérieusement leur change, était édictée par l'article 5 : « Toutes les personnes physiques ou morales domiciliées en Turquie » devaient, dans les quinze jours de la promulgation du décret, déclarer à la Banque Centrale de Turquie les devises en leur possession, ou, dans le même délai à dater de l'entrée en possession, celles qu'elles détiendraient à l'avenir.

Pour bien préciser que cette injonction ne comportait aucune exception, un premier *décret du 14 mai 1932* ne tardait pas à spécifier notamment :

1° Qu'il s'agissait aussi bien des devises disponibles déposées en Turquie, que de celles en dépôt à l'étranger ;

2° Qu'étaient considérés comme devises, tous chèques

ou effets de commerce ou billets de banque libellés en monnaie étrangère ;

3° Que les personnes physiques ou morales devaient indiquer les montants leur appartenant en propre, ainsi que les dépôts ou créances dont elles se trouvaient débitrices, les banques étant explicitement désignées ;

4° Que les étrangers, touristes ou gens d'affaires, de passage n'étaient pas réputés domiciliés en Turquie, et se trouvaient par là même exempts de toute déclaration ;

5° Que, dans les endroits où la Banque Centrale n'avait pas de succursale, la Banque Agricole, ou à défaut le plus haut fonctionnaire local du fisc, serait qualifié pour recevoir la déclaration des assujettis.

Quelques jours plus tard, toujours dans le même ordre d'idées, *un décret du 1^{er} juin 1932* ajoutait, que les étrangers domiciliés en Turquie étaient tenus de déclarer à la Banque Centrale toutes les devises acquises par eux à la suite de leur activité en Turquie, quand bien même elles seraient détenues à l'étranger. Bien qu'il fût spécifié que les revenus des propriétés, biens et entreprises situés à l'étranger n'avaient pas à faire l'objet de déclarations, de vives récriminations se firent entendre. Aussi le décret N° 7 (18 septembre 1932) ne tarda pas, on le verra, à abroger l'article 7, qui édictait cette disposition, et, en même temps, le décret du 1^{er} juin 1932. Les articles 1, 6 et 8 subissaient un sort identique, de telle sorte que l'on peut dire que le décret N° 5 fut, dans sa presque totalité, entièrement infirmé.

D'autre part, dans le but de faciliter l'accomplissement de certaines opérations de change de peu d'importance, telles que l'abonnement à des journaux étrangers et le règlement de petites dettes, il était ajouté à la

liste des besoins, établie le 27 février 1930, la faculté d'octroi de devises jusqu'à concurrence de 5 livres sterling, sans l'autorisation de la Commission des changes, par toute banque opérant régulièrement en Turquie, tandis que la Banque Centrale de la République pouvait, pour les mêmes catégories de demandes, octroyer, pour sa part, des autorisations de transfert, sans visa des autorités, jusqu'à concurrence de 50 livres anglaises au maximum. C'était là une mesure seulement destinée à amener la clientèle vers la Banque d'Etat. On retrouve, d'ailleurs, ce même esprit dans la *loi du 3 juillet 1932* qui modifie l'article 31 de la loi de mai 1929 sur les bourses de valeurs et précise, qu'il est interdit aux banques de consentir des avances en livres turques en acceptant comme couverture des devises ou des monnaies étrangères, la Banque Centrale étant, toutefois, exclue de cette interdiction.

Le même mois, reprenant la suite des décrets concernant la sauvegarde de la valeur de la monnaie turque, était promulgué le *décret N° 6 du 24 juillet 1932*, qui, en ses deux articles essentiels, stipulait, qu'il ne serait pas fourni de devises pour les marchandises provenant des pays qui n'accordent pas, eux-mêmes, de devises, pour le règlement des produits turcs importés chez eux, ou interdisent l'importation de produits turcs. Les douanes turques étaient chargées de s'assurer, avant de laisser entrer en Turquie les marchandises de provenance des pays visés, que les importateurs turcs avaient bien déposé la contre-valeur, en monnaie turque, à la Banque Centrale, qui, elle-même, ne pouvait se dessaisir des sommes à elle versées, que pour l'achat de produits turcs destinés à être importés dans les pays étrangers

vendeurs. En ce qui concerne les pays ne fournissant les devises nécessaires au règlement de leurs importations que dans une proportion déterminée, la Turquie autorisait l'octroi de devises dans la même proportion, le surplus devant être bloqué à la Banque Centrale, ainsi qu'il a été expliqué plus haut. La liste des pays soumis, en quelque sorte, à ces représailles, qui devait être établie par la suite, fut effectivement dressée peu de temps après ; des modifications y furent apportées à mesure des accords réalisés ou des changements de politique monétaire adoptés.

Le décret N° 7 du 18 septembre 1932, outre la suppression des articles 1, 6, 7 et 8 du décret N° 5 mentionnée plus haut, précisait que les pays ayant conclu des conventions de clearing avec la Turquie bénéficieraient des dispositions qui y étaient prévues, l'article 2 du dit décret N° 5, étant modifié en conséquence. D'autre part, les formalités à observer par les banques pour l'octroi des devises contre pièces justificatives et déjà prévues par le décret N° 1, étaient précisées : les reçus d'impôts de transaction remis aux guichets devaient, le lendemain de l'opération, être déposés au service de Contrôle des changes, qui, après avoir, dans le délai d'une semaine, examiné les pièces et les avoir revêtues de son cachet, devait les retourner aux banques pour restitution aux intéressés. Comme autre mesure importante, le décret N° 7 subordonne à l'autorisation du Contrôle des changes, l'octroi de toutes devises nécessaires au règlement des importations de sucre, café, thé, pétrole, benzine et mazout.

Si sévères qu'aient été les mesures adoptées pour empêcher les transferts, la question du rapatriement

obligatoire des capitaux n'avait pas encore été envisagée ; ce point important fut réglé par le *décret N° 8 du 3 décembre 1932*. Dans ce texte, il était prévu que, toute personne ayant exporté de Turquie à l'étranger des valeurs mobilières ou des marchandises, devait, dans un délai de quinze jours, à partir de la date à laquelle elle entrerait en possession de la contre-valeur, soit vendre les devises à une banque établie en Turquie, soit les déposer à un compte à ouvrir à son nom à la Banque Centrale de la République. Tenant compte, logiquement, des difficultés pouvant être rencontrées par les exportateurs turcs pour le rapatriement de leurs créances, par suite de la faillite des acheteurs, du refus des marchandises, des restrictions de change établies dans les pays importateurs, etc.. les exportateurs nationaux bénéficiaient d'un délai de trois mois, soit pour déposer la contre-valeur, soit pour fournir toutes explications nécessaires au Contrôle des changes, ce dernier pouvant octroyer à l'intéressé un nouveau délai, ou même l'exempter de tout rapatriement. Cet organisme devait obligatoirement informer le ministère des Finances des facilités accordées. Par voie de conséquence, et dans un but de surveillance générale, les exportateurs turcs se voyaient astreints à une déclaration trimestrielle, pour leurs exportations, avec tous les renseignements nécessaires soigneusement spécifiés ; ils étaient, de plus, tenus de produire toutes les pièces justificatives sur simple demande. Les derniers articles du décret N° 8, qui comporte 8 articles, prévoient l'interdiction des opérations de remploi, en marchandises à importer, des disponibilités légalement rapatriables, avec, toutefois, certaines tolérances, pour les opérations déjà en cours et

celles bénéficiant d'une autorisation spéciale du gouvernement.

Approfondissant le rôle tutélaire de la Banque d'Etat, le *décret N° 9 du 2 janvier 1933* obligeait toutes les banques à remettre à cette institution, dans les dix jours, le montant des devises en dépôt chez elles appartenant à des tiers, exception faite, toutefois, pour les crédits en devises que les banques se consentent entre elles. Les montants ainsi remis par les établissements financiers ne pouvaient être utilisés par les intéressés, que dans la limite des besoins reconnus, comme le stipulait déjà l'article 28 du décret N° 1, qui avait jusqu'alors laissé aux banques la faculté de conserver des dépôts en devises.

§ 3. *Le décret N° 10 groupant les textes antérieurs*

Peu après, intervint le décret N° 10 du 27 février 1933¹, dont le but était de présenter un texte unique plus souple, en mettant au point les décrets N° 1 à 8 inclus, dont certains, comme le décret N° 5, se trouvaient presque complètement infirmés, ou dans lesquels les modifications excessives rendraient l'application fort difficile, le décret N° 9 restant par ailleurs intégralement en vigueur. Il sera donc donné seulement un bref aperçu des 45 articles, composant le nouveau texte, et qui ne sont qu'une codification des dispositions de réglementation

1. A signaler que le délai de trois ans pendant lequel le gouvernement pouvait agir par voie de décrets pour la réglementation des changes, conformément à la loi du 20 février 1930 arrivant à expiration, une nouvelle loi du 18 janvier 1933 porta le délai de trois à cinq ans, et, à l'expiration du nouveau délai, une loi vint encore prolonger la possibilité d'agir par voie de décret sur les changes.

du change restant en vigueur ; la liste des besoins en devises annexée, qui apporte certaines innovations, sera au contraire plus minutieusement étudiée.

En ce qui concerne le décret proprement dit, on y retrouve la définition et l'interdiction de la spéculation sur les changes, le rôle d'entremise obligatoire des banques, l'obligation de communiquer tous documents utiles au contrôle des changes, l'impartissement d'un délai aux établissements financiers pour se couvrir en bourse de leurs achats ou ventes de changes, avec une tolérance de report pour les opérations n'excédant pas la contre-valeur de 500 livres sterling, l'interdiction pour les banques de pratiquer des différences de plus de deux pour mille sur les cours pratiqués en bourse, et de traiter des opérations de change à terme, exception faite pour les devises constituant la contre-valeur de marchandises à livrer, mais avec un minimum imposé de 1.000 livres sterling, ou leur contre-valeur pour chaque opération. Il restait également stipulé, que les sociétés concessionnaires ne pouvaient déposer leurs fonds qu'auprès d'établissements ayant leur capital libellé en livres turques, que toute demande de change pour règlement d'importation devait être appuyée de la production de la quit-tance d'impôt de transaction, que l'importation ou l'exportation de titres ou de coupons, sans l'autorisation du ministère des Finances, demeurait interdite et que l'utilisation en Turquie des avoirs en livres turques appartenant à des étrangers ou établissements domiciliés hors de Turquie restait subordonnée à l'autorisation du service de Contrôle. Il n'est point besoin de rappeler les dispositions des décrets 6, 7 et 8 qui ont été récemment énumérées et étaient incorporées sans changement dans le

décret N° 10. Celui-ci se termine par un article transitoire précisant notamment que les devises nécessaires aux importations de sucre, de café et de thé seront fournies dans des conditions à déterminer, suivant les circonstances, d'accord entre les ministères des Finances et de l'Economie, et que celles accordées pour les besoins de change autorisés devront d'abord être prélevées sur les avoirs en devises existant soit en Turquie soit à l'étranger, les intéressés devant affirmer leur situation à ce sujet dans chaque demande.

Quant à la liste des besoins de change susceptibles d'être autorisés, le premier alinéa, qui détermine et explique les besoins découlant de l'importation de marchandises déjà étudiés dans le corps du décret N° 10, est suivi de quatre autres alinéas concernant respectivement les besoins de change des sociétés et ceux des personnes désireuses de voyager ou de séjourner à l'étranger, d'envoyer de l'argent à leur famille, quand il s'agit d'étrangers travaillant en Turquie, ou d'exporter des revenus perçus en Turquie pour vivre à l'étranger.

En ce qui concerne les besoins de change des sociétés pour exporter à l'étranger les sommes destinées à payer des dividendes ou intérêts à leurs actionnaires ou obligataires, l'autorisation nécessaire est accordée par le ministère des Finances et non plus par le Contrôle des changes, celui-ci étant seulement compétent pour les sommes à envoyer à l'étranger par certaines sociétés nettement spécifiées, « telles que la compagnie des wagons-lits et les agences de navigation étrangères ». Quant aux compagnies d'assurance, dont le cas est, cette fois, également prévu, à l'exception des sinistres à régler à l'étranger, les montants nécessaires au paie-

ment des primes ne peuvent être fournis, que s'il est établi qu'ils ne peuvent être couverts par des contre-primes obtenues par voie de rétrocession.

Pour les voyages et séjours à l'étranger, pour y faire des études, le passeport revêtu du visa pour le pays du lieu de destination doit être présenté en même temps qu'un certificat visé par le consulat de Turquie et le change accordé ne peut dépasser la somme nécessaire au paiement d'un billet de deuxième classe pour le retour, les frais de séjour étant décomptés sur la base de ceux alloués par les établissements officiels turcs pour leurs stagiaires détachés à l'étranger. Pour les voyages nécessités par des raisons de santé, outre la formalité du visa du passeport, il y a lieu d'obtenir un rapport du médecin gouvernemental du lieu de résidence, certifié par la direction locale des services d'hygiène ; l'examen des factures relatives aux frais de traitement est également prévu avec un maximum de l'équivalence de 300 livres turques par mois de séjour, outre le coût d'un wagon-lit de première classe pour le retour, la personne accompagnant le malade pouvant obtenir des devises jusqu'à concurrence du même montant. Quant aux voyages effectués pour affaires, il est exigé un certificat délivré par la Chambre de commerce, et en plus des frais de retour, il est alloué 300 livres turques par mois, pour un séjour de deux mois au maximum. Il reste convenu que, les voyages dans les pays lointains, comme l'Extrême-Orient ou l'Amérique du Sud seront examinés spécialement par les services de Contrôle des changes, sur autorisation du ministère des Finances. Certains besoins de change, tels que ceux nécessités par l'envoi de fonds de pouvoirs à l'étranger, les frais de route des spécialistes

à faire venir, etc..., sont également prévus comme pouvant être autorisés par le Contrôle des changes.

Quant à l'alinéa visant le cas des étrangers travaillant en Turquie et devant envoyer de l'argent à leur famille résidant à l'étranger, il ne s'agit plus, comme précédemment de l'équivalence des deux tiers du traitement pouvant être transférés mais seulement de la moitié; pour les personnes travaillant pour leur propre compte, ils doivent faire certifier par le bureau du fisc le montant de leur gain mensuel, tel qu'ils l'établissent, sans que l'envoi qui leur sera autorisé puisse dépasser la contre-valeur de 300 livres turques par mois.

Pour terminer, un dernier alinéa prévoit, que, pour les revenus perçus en Turquie et que l'on désire envoyer à l'étranger, le Contrôle des changes ne pourra autoriser qu'un transfert de 200 livres turques par mois au maximum en considérant le nombre des membres de la famille établis à l'étranger, le motif de leur départ, la provenance des revenus, etc...; pour tout montant demandé supérieur à 200 livres turques, l'autorisation du ministère des Finances est nécessaire, ce ministère étant qualifié pour apprécier toute demande non comprise dans la liste établie.

Enfin, les demandes de change, qui pouvaient précédemment, sous l'empire de l'additif à la liste des besoins, récemment ajouté, être satisfaites, jusqu'à concurrence de la contre-valeur de 5 livres anglaises, par les banques, pour certaines nécessités comme les abonnements de journaux et les achats de livre, étaient subordonnées à l'examen de la Banque Centrale, mais seulement jusqu'à concurrence de 25 livres turques par mois; cette dernière se voyait d'ailleurs purement et simplement enlever

la faculté d'octroi de change pour les demandes de 50 livres sterling, auxquelles elle avait précédemment la faculté de satisfaire.

Ainsi s'amenuisaient de jour en jour les possibilités de transfert, qui, on le verra, devaient finalement arriver à se borner presque exclusivement aux besoins indispensables au commerce.

CHAPITRE V

SITUATION RÉSULTANT DES TEXTES ACTUELLEMENT EN VIGUEUR

§ 1. Le décret N° 11, la liste des besoins annexée, et leurs modifications

A. — Le décret N° 11 et ses modifications.

Le décret N° 10 du 27 février 1933 avait réuni en un seul texte les décrets N° 1 à 8 sur la protection de la valeur de la monnaie turque, le décret N° 9 stipulant la remise obligatoire à la Banque Centrale des devises que des banques détiennent pour le compte de leurs clients ; on songea, toutefois, à l'occasion de certaines modifications qui avaient été jugées nécessaires, à faire paraître un nouveau décret constituant un texte unique remis à jour. Ce fut le *décret N° 11 du 23 août 1934*, qui devait constituer la charte des usagers du change ; mais ce texte ne tarda pas à être amplement modifié par des décrets nombreux, dont les principaux seront étudiés ci-dessous, à l'occasion de l'analyse des articles essentiels dudit décret N° 11 qui continue, avec la loi 1567 du 20 février 1930, à rester en vigueur. La physionomie du texte original s'en est trouvée souvent méconnaissable, et, l'élaboration d'une nouvelle rédaction serait certainement très désirable.

Composé de 55 articles, si l'on excepte les deux articles de la fin comportant les clauses de style relatives à la promulgation et à l'exécution, le décret du 23 août 1934 est suivi d'une liste des besoins de change répartis en 20 autres articles.

L'article 1 n'est plus, comme dans le décret N° 10, consacré à la spéculation, dont la définition et l'interdiction sont traitées aux articles 4 et 5, mais se borne à reproduire le décret N° 9 relatif aux « devises à déposer à la Banque Centrale », en le développant par les articles 2 et 3. Dans les articles 6 à 11 inclus, et 22, sont étudiées l'entremise obligatoire des banques, pour les particuliers, (les agents de change ne pouvant traiter qu'avec les banques), l'interdiction faite aux établissements financiers de consentir des avances en livres turques sur du change étranger sans l'autorisation du ministère des Finances, la nécessité de dénoncer les opérations par achats et ventes en bourse, sans compenser le maximum de différence de cours tolérés par rapport à la cote officielle (2‰), l'interdiction pour les banquiers de convertir en monnaies étrangères, sauf les besoins nettement déterminés les dépôts en livres turques effectués près d'eux, et l'impossibilité d'ouvrir des crédits ou d'accepter des dépôts en livres turques en faveur de personnes ou d'établissements domiciliés hors de Turquie, sauf pour certains cas exceptionnels et avec l'autorisation du ministère des Finances, ou de la Direction des changes, suivant les cas.

Tandis que l'article 12 maintient l'obligation pour certaines personnes juridiques, de placer leurs fonds auprès des banques nationales, les articles 13, 14, 25, 28, 49 et 50 précisent les mesures de contrôle très minutieuses qui doivent être exercées par la Direction des changes

auprès des agents de change, banques, banquiers, et de tous établissements en général. Les documents à remettre par les intéressés tant aux autorités qu'aux clients sont énumérés également, le cas des agences de voyages, telles que la compagnie des wagons-lits, étant même prévu (art. 50) ; les chèques achetés par cette catégorie d'assujettis doivent être vendus aux banques, ou réexportés, mais toujours après autorisation de la Commission des changes, et seulement en déduction du produit de la vente des billets pour l'étranger.

Les articles 15 à 19 inclus indiquent en détail les formalités à remplir pour les personnes désireuses de se procurer du change afin de régler des importations : c'est sur les quittances douanières constatant également le paiement de l'impôt de transaction, quand les produits y sont assujettis, que devront être apposés tous les renseignements, y compris le détail des frais d'assurances, de frêt, etc... Sur les quittances relatives aux marchandises provenant de pays ayant conclu des accords de clearing avec la Turquie, — et c'est la majorité des cas —, on doit indiquer que la contre-valeur de la marchandise est admise au clearing et qu'il ne sera pas fourni de devises libres. Dans les cas donnant lieu à remise de devises, des précautions sont prises pour que les douanes constatent au préalable que les marchandises entrent dans le contingentement du mois considéré, ou ne sont pas soumises au contingentement. La banque, d'autre part, doit établir une certification spéciale, nécessaire à l'intéressé, lorsque le connaissance est détenu par elle et livrable seulement contre paiement du prix des marchandises ou acceptation d'un effet. Ce n'est que dans le cas où la livraison du document est subordonnée au

règlement par anticipation à l'étranger, de la contre-valeur, que la banque peut consentir des avances au client sur les crédits dont elle dispose; les dettes en résultant sont couvertes par des devises accordées par le Contrôle des changes, sous réserve de justifications du passage des marchandises par la douane.

En ce qui concerne l'importation et l'exportation des titres et coupons et le rapatriement des capitaux (art. 20 et 39), les dispositions sont inchangées. L'autorisation est toujours nécessaire, pour les entrées et sorties de titres et de coupons, sauf pour la Banque Centrale, aucune devise n'étant fournie pour le règlement des titres dont l'importation a été autorisée, et il est renvoyé aux dispositions spéciales concernant le paiement aux porteurs étrangers des coupons des sociétés fonctionnant en Turquie. Le rapatriement des disponibilités à l'étranger résultant d'exportations de marchandises ou de titres sortis est toujours obligatoire. Un *décret N° 2-4075 du 18 février 1936*, a toutefois ajouté, qu'à défaut de devises, il était possible d'importer de l'or; cet or doit cependant être vendu obligatoirement à la Banque Centrale. Un maximum de 25 livres turques est, d'autre part, autorisé soit à être importé, soit à être exporté pour les voyageurs passant la frontière turque (premier paragraphe du dernier alinéa de l'article 20 précisé par le *décret 2-3735 du 19 décembre 1935*). Le dernier paragraphe, qui subordonnait à l'autorisation du ministère des Finances l'importation ou l'exportation de toute quantité supérieure de monnaie a été abrogé par le *décret 2-1729 du 13 décembre 1934*. Par voie de conséquence, tous plis et lettres recommandés ne peuvent être fermés qu'au guichet de la poste, en présence de l'employé, qui vérifie

le contenu ou s'assure de l'existence des autorisations requises (art. 21). En ce qui concerne également les voyageurs, il est prévu que leurs effets personnels ne sont assujettis à aucune formalité (art. 43) mais ils doivent faire constater à la douane d'entrée et marquer sur leurs passeports, les monnaies étrangères dont ils sont porteurs, afin de pouvoir les remporter à leur sortie du territoire, aucune autorisation spéciale n'étant exigée à la sortie (art. 51 modifié par le *décret* N° 2-1339 du 1^{er} octobre 1934).

Pour empêcher toute possibilité de spéculation, les opérations sur les changes et monnaies étrangères doivent être uniquement traitées au comptant (art. 23) et les endossements ne peuvent être consentis qu'à des banques (art. 24), sauf en cas d'autorisation. Par contre, il demeure acquis que les banques peuvent acheter à terme les devises constituant la contre-valeur de ventes à livrer, mais seulement pour l'équivalence de 5.000 livres turques au minimum et à condition d'offrir en bourse les devises correspondantes.

Quant aux particuliers ou établissements qui disposent de soldes créditeurs de comptes courants en devises dans les banques, ils peuvent en disposer suivant les autorisations, qui leur auront été accordées, pour des besoins reconnus ou les vendre aux guichets de change (art. 26); d'ailleurs, lors d'une demande d'achat de devises, il doit être affirmé par le demandeur qu'il ne possède aucun avoir en devises en Turquie ou hors de Turquie (art. 53). Les fonctionnaires des ambassades, légations et consulats étrangers, faisant partie des cadres — à l'exception des auxiliaires exclus spécialement par une circulaire du ministère des Finances du 20 juillet 1937 —, ont, pour

leur compte, la faculté de réexporter sans autorisation le montant des devises arrivées en leur nom et déposées en banque ; ils doivent seulement obtenir une autorisation pour le rachat de la partie, qu'ils auraient pu vendre en banque (art. 52).

Les sociétés étrangères désireuses de s'installer en Turquie ont toujours l'obligation d'importer de l'étranger, en devises, les montants nécessaires à leurs opérations ; les entrepreneurs de travaux continuent à être tenus de justifier, qu'ils ont bien vendu tout ou partie des devises importées pour les dépenses qu'ils ont eu à effectuer (art. 29) ; les avoirs en banque, libellés en livres turques, des particuliers et établissements établis à l'étranger sont bloqués, comme par le passé, et ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation des directeurs du change (art. 31).

La question du paiement des importations est ensuite traitée, quant au fond, par les articles 32 à 38 inclus. Il y est fait une distinction spéciale pour les pays importateurs de marchandises en Turquie, dont la balance commerciale est créditrice vis-à-vis de la République Turque et qui n'ont pas signé d'accord de clearing avec ce gouvernement (art. 32 *modifié par les décrets* 2-2840 *du 19 juin* 1935, 2-3627 *du 2 décembre* 1935, 2-4579 *du 14 mai* 1936 *et* 2-5152 *du 8 août* 1936). Des mesures très strictes sont prises pour les pays de cette catégorie ; les importateurs turcs devront déposer notamment les montants de leurs importations à la Banque Centrale, à charge d'employer les sommes versées en achats dans les pays intéressés, faute de quoi elles sont, dans les six mois de la date de l'importation, acquises au trésor ; quant aux exportateurs, le *décret du 8 août* 1936 indique qu'ils doivent employer les créances en importations de

peaux épaisses, sacs à figues, fibres de coco, caoutchouc brut, graines de coco, thé ou étain, dans les trois mois ou rapatrier la contre-valeur en devises.

Les pays ayant des accords de clearing avec la Turquie jouissent, d'après le décret, d'un régime spécial (art. 33, 34, 35) dont les grandes lignes seront exposées plus bas, tandis que les marchandises des pays qui refusent ou n'accordent qu'en partie les devises nécessaires au règlement des importations de produits turcs, sont prohibées à l'entrée ou admises seulement partiellement (art. 36 à 38 inclus reproduisant les dispositions de l'ancien décret N° 6).

Les articles 40 et 41 reprennent les dispositions précédemment en vigueur relativement aux renseignements à fournir aux autorités par les exportateurs qui, constituant, de beaucoup, l'élément dominant du crédit de la balance des comptes de la Turquie sont, à juste titre, particulièrement surveillés.

Les compensations entre les contre-valeurs d'exportations et d'importations doivent être autorisées¹ par le ministère des Finances lui-même (art. 42), de même qu'elles l'étaient selon l'ancien décret N° 10, à moins qu'il ne s'agisse de compensations autorisées par le gouvernement. La fin de l'article porte que les frais destinés à couvrir les commissions, courtages etc..., seront fournis par la Direction du change sur documents justificatifs. Les articles 44, 45, — on l'a déjà dit pour celui-ci, à propos de la situation des exportateurs — et 46 concernent des dispositions diverses relatives à des délais et des dates d'application.

1. Bien que le texte reste muet sur la question, les compensations privées visées par les accords de clearing, dont il sera dit un mot ensuite, restent en dehors de cette interdiction.

L'article 47 porte que, seule, la Banque Centrale et les banques autorisées peuvent acheter le change des passagers des bateaux arrivant en Turquie. Enfin, les articles 54 et 55 visent respectivement l'abrogation des décrets 9 et 10 et le principe du non-assujettissement de la Banque Centrale, aux restrictions de change pour les opérations qu'elle effectue en vertu des lois et décrets, qui la concernent spécialement.

Les dispositions pénales sont prévues par l'article 48 modifié par le *décret* 2-4580 du 14 mai 1936 pour l'inexécution de leur engagement par les importateurs de marchandises à livrer, en provenance de pays ayant conclu des conventions de clearing avec la Turquie, un délai de 15 jours étant imparti aux intéressés pour le versement des fonds stipulés dans les lettres d'engagement. L'article 27 complété par le *décret* N° 2-5053 du 21 juillet 1936 prévoit l'attribution aux dénonciateurs, de la moitié des amendes encaissées des délinquants ou à défaut d'amende, de la moitié de la valeur des titres et fonds saisis.

B. — *La liste des besoins et ses modifications.*

Les autorités compétentes peuvent satisfaire aux demandes de devises qui leur sont présentées dans des cas strictement limités suivant une liste composée de 20 articles, annexés au décret, les cas prévus étant rangés en cinq catégories :

1° besoins de devises résultant d'importations de marchandises ou de nécessités spéciales à des sociétés nationales ou étrangères ;

2° besoins de devises résultant de voyages à effectuer à l'étranger ;

3° besoins de devises des étrangers travaillant en Tur-

quie et devant envoyer des fonds à leur famille domiciliée à l'étranger ;

4° besoins de devises résultant du transfert à l'étranger des revenus des Turcs et étrangers ayant quitté la Turquie et fixés à l'étranger ;

5° besoins de devises pour les paiements à effectuer pour l'achat de livres, journaux, etc...

1° *Besoins pour importations de marchandises ou nécessités de certaines sociétés.*

Les pièces exigibles sont précisées pour les devises nécessitées par les importations, cas évidemment peu courants étant donné les nombreux accords de clearing en vigueur (art. 1). Des précautions spéciales sont prises pour les marchandises livrées de l'étranger, en consignment, ou par les sociétés étrangères, à leurs succursales de Turquie, la Direction des changes devant, dans les deux cas, avant toute autorisation, examiner la situation financière des établissements intéressés. Les marchandises en transit ne peuvent être réglées qu'avec des devises en transit également, les devises reçues de l'étranger devant, dans ce cas, être versées à un compte de banque spécial autorisé par la Direction des changes (art. 2 et 3).

Les agences de navigation et les agences de voyage comme la compagnie des wagons-lits peuvent toujours être autorisées à acheter du change pour envoyer leurs recettes à leurs sièges à l'étranger. De même, les sociétés d'assurances—nous l'avons vu précédemment—avaient, jusqu'alors, la faculté d'exporter le change nécessaire au règlement des sinistres survenus à l'étranger, tout en ne pouvant exporter la contre-valeur de primes, qu'autant

que celles-ci ne pouvaient être couvertes par des contre-primés ; ces dispositions contenues dans l'article 4 (2^e alinéa) ont été modifiées par *deux décrets l'un N° 2-5204 du 18 août 1936, l'autre N° 2-5606 du 20 novembre 1936*, le dernier texte restant seul valable, et stipulant, tant pour les sociétés d'assurances que pour les sociétés de réassurances, que les devises libres pouvaient être seulement dépensées, le solde devant être placé à l'intérieur du pays. Par ailleurs, les sociétés exploitant la branche-vie peuvent exporter les devises qu'elles sont obligées d'expédier à leur réassureur, avec limitation toutefois, à une certaine quotité pour chaque opération. Enfin le montant du règlement des indemnités pour avarie de marchandises peut être exporté librement, mais seulement en procédant en conformité des accords de clearing, lorsqu'il s'agit d'un pays signataire d'un accord de cette sorte ; pour certains cas d'assurances risques, les licences spéciales peuvent être accordées tous les trois mois par les Directions du change d'Ankara, d'Istanbul et d'Izmir.

La question des exportations de change nécessaires aux sociétés étrangères ou indigènes opérant en Turquie pour le règlement des coupons de leurs actionnaires et obligataires était particulièrement délicate. L'article 5 stipula d'abord, que les montants nécessaires seraient déterminés par les Commissions de change, après examen des bilans soumis aux assemblées ordinaires d'actionnaires, le ministère des Finances devant fixer chaque année l'époque la plus opportune pour les transferts, en tenant compte de la situation du marché des changes.

Il convient à ce sujet d'ouvrir une parenthèse, pour donner quelques explications sur la méthode, qui fut

effectivement suivie, l'application de l'article 5 de la liste des besoins de change s'étant, dans la pratique, révélée de plus en plus difficile, puis, finalement, tout à fait impraticable. On en arriva donc à imposer aux sociétés l'achat de produits turcs, à exporter, pour les vendre dans leur propre pays, afin de se procurer ainsi les disponibilités nécessaires au paiement de leurs coupons. Il serait fastidieux d'entrer dans le détail des mesures prises, tant par voie de décrets ou de circulaires des ministères compétents, que par entente de gré à gré avec les sociétés ; blé, raisins, bétail, figues, spiritueux furent successivement ou simultanément imposés, suivant l'abondance ou la difficulté de placement des produits. Actuellement un *décret* N° 2-6792 du 8 juin 1937, rendu par le ministère des Finances avec l'approbation du ministère de l'Economie a limité les possibilités de transfert pour paiement de coupons à l'achat de tapis, essences de rose, eaux minérales, vins et liqueurs et noisettes, mais jusqu'à fin août 1937 seulement pour ce dernier produit.

Quant aux provisions nécessaires au paiement des coupons de la dette publique de l'ex-Empire Ottoman, réduite en capital suivant *l'accord d'avril 1933* à 78.997.263 livres turques, le gouvernement turc rencontra des difficultés accrues pour effectuer les transferts nécessaires, par suite de la diminution croissante des échanges commerciaux entre la Turquie et la France, patrie de la grande majorité des porteurs. Des négociations furent ouvertes dès le début de 1936, pour envisager des mesures susceptibles d'éviter la suspension du paiement des coupons. Un accord est intervenu et a été signé le 29 avril 1936, pour une durée de cinq ans, valable ainsi jusqu'en 1941. Aux termes de cet accord :

1° Le gouvernement turc paye chaque année en devises 50 % de la somme nécessaire au règlement des coupons, soit environ francs français : 42.500.000¹, y compris les annuités de rachat de deux sociétés concessionnaires, celles des quais d'Izmir, et celle des quais d'Istanbul, reprises suivant les modalités de leur concession, respectivement en juin 1933 et décembre 1934. Il est prévu qu'en cas de besoin, la Turquie complètera la somme nécessaire, en mobilisant en France les redevances du pétrole de l'Irak dont elle est bénéficiaire.

2° Le solde de 50 % est réglé en livres turques libres, pour servir à l'achat en Turquie, de marchandises destinées à être vendues en France, hors clearing, pour le compte des créanciers, le gouvernement turc accordant les facilités nécessaires à l'achat et à l'exportation et le gouvernement français autorisant l'entrée en France de ces marchandises.

L'organisme d'achat nécessaire a été créé le 13 mai 1936, sous le nom de Société commerciale franco-turque, avec siège à Paris, au capital de 500.000 francs français divisé en 1.000 actions de 500 francs. Les opérations d'achat centralisées à la Banque Ottomane, qui a été à la tête de la création de la société, ont commencé à se dérouler d'une manière satisfaisante. Il n'en est pas moins vrai que les créanciers voient le montant des sommes, qui leur sont dues diminuer d'une quantité assez considérable, d'autant plus que le montant des disponibilités de la Société commerciale franco-turque,

1. Il s'agit de francs antérieurs à la dévaluation de septembre 1936 ; les coupons des porteurs de la dette publique et les annuités de rachat des deux sociétés ont été en raison de leur mode de libellé affectés par la baisse de la monnaie française.

résultant des ventes faites en France, est amputé de 15 % versés à un compte spécial de clearing france-turc, ce qui augmente le pourcentage des frais.

2° Besoins de devises résultant des voyages à l'étranger.

Les octrois de change relatifs à cet objet ont été, par rapport à l'état de choses existant auparavant, ou rendus plus compliqués, quant aux conditions à remplir, ou restreints, quant à la quantité susceptible d'être accordée, articles 6 à 12 inclus, le passeport et les visas de séjour nécessaires devant être dans tous les cas produits.

a) Pour les personnes appartenant à des administrations officielles ou semi-officielles, l'octroi de devises est subordonné à une autorisation du Conseil des ministres, qui devra déterminer également la quantité à allouer. Le change correspondant à une mensualité de traitement sera, d'autre part, accordé pour les frais de voyage, avec le seul visa de la Commission des changes sur le vu des pièces justificatives.

b) Aux étudiants envoyés à l'étranger pour y poursuivre leurs études, la Direction du change, peut fournir des devises dans les limites établies par le ministère de l'Instruction publique, en tenant compte du coût de la vie dans les différents pays étrangers. Les personnes autres que des étudiants qui sont envoyés à l'étranger, ou s'y rendent de leur propre gré, soit pour s'y livrer à des études ou des recherches, soit pour accroître leurs connaissances professionnelles, purent d'abord obtenir sur pièces justificatives, le double, au maximum, de change accordé aux étudiants; puis, cette quantité fut réduite du double au simple par le *décret N° 2-3569 du 20 novembre 1935.*

c) Les demandes de change pour motifs de santé sont satisfaites dans les mêmes conditions que précédemment ; mais il doit être maintenant établi par un « conseil médical siégeant au complet », que la maladie ne peut être soignée en Turquie, cette obligation ayant été ajoutée aux conditions mentionnées à la liste des besoins du décret N° 11 par le *décret 2-3569 du 20 novembre 1935*.

d) Les voyageurs se rendant à l'étranger pour des motifs commerciaux peuvent obtenir du change avec l'approbation du ministère de l'Economie, en faisant établir par une attestation de la Chambre locale de commerce et d'industrie, que leur voyage est susceptible de servir les intérêts économiques de la Turquie (dernières modifications apportées par les *décrets 2-3569 du 20 novembre 1935 et 2-4393 du 15 avril 1936*).

e) Le *décret N° 2-4013 du 10 février 1936* a ajouté, comme motifs d'octroi de change, et sous l'approbation du ministère des Finances, « les voyages urgents qui, à l'examen, paraissent justifiés par des motifs légitimes et très pressants, en dehors des raisons de santé, de commerce, d'instruction et d'étude ».

La liste des besoins avait d'abord prévu les demandes des députés turcs, désireux de voyager à l'étranger, ou des fonctionnaires se rendant en congé ; ces deux cas ont été supprimés par le *décret N° 2-3569 du 20 novembre 1935* déjà visé.

Les transferts nécessités par des envois de fondés de pouvoirs à l'étranger continuent à être autorisés sous les mêmes conditions que par le passé, et les déplacements ayant pour destination des pays lointains sont toujours pris en considération dans l'octroi spécial de devises pour frais de route et de séjour.

3° *Besoins de devises pour envois aux familles* (art. 13 à 15 inclus).

Il continue à être admis que les personnes appointées peuvent envoyer une certaine partie de leurs traitements aux membres de leurs familles résidant à l'étranger et dont la subsistance est à leur charge ; mais la quotité exportable déjà abaissée au tiers du reliquat du traitement mensuel, restant après paiement des impôts, a été encore réduite au cinquième, suivant le *décret N° 2-3569 du 20 novembre 1935*. Pour les étrangers travaillant pour leur propre compte, ce même décret a abaissé de 300 à 50 livres turques par mois le maximum de ce qu'ils peuvent envoyer à leurs familles.

Il est en outre spécifié, que tous les montants ou proportions indiqués sont donnés comme maximum et peuvent être réduits par les Commissions des changes.

4° *Besoins de devises des capitalistes ayant quitté la Turquie.*

Les Turcs ou les étrangers, qui ont quitté la Turquie pour s'établir au dehors, continuent à pouvoir obtenir du change pour l'exportation des revenus qu'ils perçoivent en Turquie, les sources de revenus admises étant strictement délimitées. Alors que l'article 16 de la liste des besoins du décret N° 11 avait, originairement, admis le transfert de 100 livres turques par mois, avec possibilité de supplément de livres turques 25 par mois pour chaque personne à la charge du bénéficiaire, avec, toutefois, un maximum de 200 livres, au delà duquel l'autorisation du ministère des Finances devait être requise, le *décret N° 2-3569 du 20 novembre 1935* a réduit le chiffre de 200 livres à 50 livres par mois.

Les personnes ayant quitté la Turquie pour s'établir à l'étranger, qui pouvaient aussi, suivant la liste, exporter le produit de la réalisation de leurs biens meubles et immeubles de Turquie dans les proportions déterminées par le ministère des Finances, se voient obligées d'obtenir une décision du Conseil des ministres, suivant une modification apportée par le *décret N° 3070 du 1^{er} août 1935*, à l'article 17. Il est également prévu dans le nouveau décret, que le visa nécessaire pour la sortie de Turquie des étrangers ne pourra être accordé que contre justification, par une pièce notariée, du versement du produit de la liquidation des biens à un compte bloqué dans une banque quelconque, compte dont le solde n'est utilisable qu'après visa de la Commission des changes.

5° *Besoins divers.*

Les trois derniers articles de la liste (18, 19 et 20) prévoient les demandes de devises relatives aux nécessités de payer des journaux, revues, cotisations, etc... qui pourront être satisfaites par la Banque Centrale, sans visa du Contrôle des changes, étant spécifié qu'on ne délivrera pas de chèque, mais que l'on devra procéder par ordonnancements, ainsi que les autres cas, sans plus de détail, qui pourront faire l'objet d'octrois de change, jusqu'à un maximum de 50 livres turques sur la seule autorisation de la Commission des changes. Pour toute demande d'un montant supérieur, c'est le ministère des Finances, qui doit statuer.

Enfin il y a lieu de signaler que les Directions du change sont autorisées pour toutes les demandes de change énumérées ci-dessus, à les satisfaire sous les restrictions apportées par le *décret N° 2-3569 du 30 novembre 1935*,

lorsqu'il s'agit de paiements non commerciaux, à faire à des pays signataires d'un accord de clearing et vis-à-vis desquels la Turquie se trouve dans une situation débitrice (*décret N° 2-4013 du 10 février 1936*). C'est ainsi que, lorsque les conditions ci-dessus sont remplies, le tiers du traitement, au lieu du cinquième peut être envoyé aux membres d'une famille fixée à l'étranger ; les revenus peuvent être exportés jusqu'à concurrence du maximum de 100 livres turques par mois, etc...

Pour terminer, il convient de noter, qu'en dehors du décret N° 11 et après sa promulgation, deux modifications ont été apportées à la législation relative à la monnaie. L'une consiste en une aggravation des peines pour les directeurs et fondés de pouvoirs de banques et toutes autres personnes, coupables d'infractions à la réglementation des changes. Outre la confiscation des monnaies, chèques et traites en devises, saisis pour avoir été exportés sans autorisation, et une amende égale au montant de la confiscation infligée au délinquant, il est prévu une peine d'emprisonnement de trois mois à un an (*loi 3070 du 30 novembre 1936*, modifiant l'art. 4 de la loi N° 1567 du 20 février 1930 sur la sauvegarde de la valeur de la monnaie turque). La seconde modification apportée par décret a trait également à l'application de la loi N° 1567. Elle prévoit que les agences de bateaux de nationalité turque peuvent introduire en Turquie les devises qu'elles ont perçues à l'étranger avant le 12 février 1937 et celles qu'elles percevront après cette date ; mais elles sont tenues, dans les quinze jours, soit de les vendre en banque, soit de les déposer à la Banque Centrale, soit d'en affecter le produit à l'achat de titres dont la liste sera indiquée par le ministère des

Finances ; les banques opérant en Turquie sont astreintes aux mêmes obligations, pour les créances en devises dont elles auront opéré le rapatriement, les commissions perçues à l'étranger, etc...

Tel est l'état actuel des restrictions de change en Turquie ; il serait presque impossible d'envisager encore des aggravations, d'autant plus que, pratiquement, dans beaucoup de cas, les directeurs du change disposent d'un pouvoir discrétionnaire pour apprécier ou ajourner les demandes.

§ 2. *La question des « clearing »*

Nous devons maintenant donner quelques détails sur les conventions de clearing que l'on voit mentionnées dans les décrets de change. Il est à peine besoin de rappeler le principe du clearing ; il s'agit simplement, entre deux pays, comme la France et la Turquie, par exemple, d'éviter tout transfert de capitaux d'un pays à l'autre, en suivant le mode employé de longue date par les banques d'une même place, pour compenser les chèques tirés ou sur elles ou à leur ordre. L'accord de compensation annexé à l'*accord commercial du 27 juillet 1935*, entrant en vigueur le 13 août 1933 pour une durée de six mois, signé entre la France et la Turquie, accord qui fut un des premiers du genre, peut être pris comme type, puisqu'il a, en somme, servi de modèle à tous les actes analogues passés, dans la suite, entre la Turquie et les autres pays en relations commerciales avec elle.

A la base, il est prévu que chaque pays prend les mesures nécessaires pour obliger ses ressortissants à employer le système de la compensation pour ses règlements, et

ce sont les Etats, eux-mêmes, qui tiennent la comptabilité des opérations commerciales. La Turquie opère par l'intermédiaire de la Banque Centrale de la République de Turquie, et la France, par le moyen de l'Office de Compensation de Paris : crédit en francs français à Paris pour les importations turques en France, crédit en livres turques en Turquie pour les marchandises françaises achetées par les importateurs turcs, avec deux seules monnaies employées, le franc français et la livre turque, monnaies en lesquelles, toutes les autres monnaies pouvant être usitées pour les contrats, devront être converties. Les fournitures françaises faites, soit à l'Etat soit aux administrations publiques, sont comprises dans le système de compensation. C'était là une clause, qui, ainsi que l'expérience le démontra, devait contribuer à retarder encore les paiements à recevoir par les exportateurs français ; les commandes du gouvernement turc s'élèvent évidemment à des montants respectables, alors que le mouvement commercial entre la France et la Turquie était caractérisé par la prédominance des exportations françaises, puisque la Turquie, ayant la majeure partie de ses exportations constituée par des produits agricoles, était peu à même de trouver des débouchés en France. De plus, avantage important pour la Turquie, et autre motif de blocage pour les crédits français, l'accord stipule que sur les montants des sommes versées à l'Office de Compensation de Paris par les importateurs de produits turcs en France, 30 % sont versés automatiquement à un compte spécial à la Banque de France, pour être tenus à la libre disposition de la Banque Centrale de Turquie. Ce pourcentage pouvait être encore augmenté, d'accord avec les deux gouvernements,

Laissant de côté les renouvellements et modifications intervenus depuis la date de signature du premier accord de clearing franco-turc, il suffit de donner les grandes lignes du dernier *accord commercial signé le 15 juin 1937*, entre la France et la Turquie, après de laborieuses négociations, alors qu'on parlait d'un arriéré de 125 millions de créances françaises bloquées. Les négociateurs français avaient évidemment, dans ces conditions, une dure partie à jouer, d'autant plus que, la France, désireuse de réagir contre les principes d'autarchie malheureusement trop appliqués dans le monde, voulait voir disparaître le mot de « clearing », tandis que la Turquie se flattait d'avoir 21 conventions de clearing en vigueur. On trouve donc, dans le texte — pure satisfaction de forme, — l'expression « accord de paiement » remplaçant celle « d'accord de clearing ».

Quant au fond, le dernier accord donne surtout plus de souplesse à la compensation privée, l'exportateur français pouvant notamment obtenir le déblocage de ses créances arriérées par ce procédé, en abandonnant, non plus 35 %, toujours laissés à la disposition de la Banque Centrale, mais 55 %; les 20 % ajoutés alimentent à raison de 15 % les opérations en cours du compte général de clearing et à raison de 5 % un compte « D » destiné à régler certaines opérations arriérées. Un paragraphe spécial décide que le paiement des livres, revues et journaux français édités en France et importés en Turquie se fera par priorité sur les disponibilités du clearing; cette mesure, procédant d'une louable initiative pour la diffusion de la pensée française n'en diminue pas moins d'autant, les disponibilités du compte ordinaire de clearing.

Une lettre annexée à la Convention, parmi plusieurs lettres demeurées confidentielles, a été publiée au *Journal officiel français* du 30 juin 1937 et concerne la possibilité d'opérations de compensation privée entre l'essence de rose produite en Turquie et certains produits de parfumerie d'origine française, prohibés jusqu'ici à l'importation en Turquie. L'accord est applicable du 1^{er} juillet 1937 pour une période d'un an.

En ce qui concerne les échanges commerciaux et les accords de clearing en général, un tout récent décret N° 2-7005 est entré en vigueur le 15 juillet 1937. Il classe les pays importateurs en quatre catégories :

1° Les pays vis-à-vis desquels la Turquie a une balance commerciale constamment et notablement créditrice, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique, la Syrie, la Palestine et l'Egypte ; les importations de ces pays en Turquie sont entièrement libres ;

2° Les pays ayant une convention de clearing ou un accord similaire avec la Turquie et pour lesquels celle-ci bénéficie d'une différence, en sa faveur, de 20 %, au minimum, c'est-à-dire l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la France, la Grèce, la Hollande, l'Irlande, la Suède et la Suisse. Les échanges commerciaux sont libres, tout en étant soumis aux lois turques et aux conventions particulières ;

3° Les pays ayant de même une convention de clearing, mais n'accordant pas à la Turquie la marge de 20 %, c'est-à-dire l'Autriche, la Bulgarie, l'Esthonie, la Finlande, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Les importations sont également libres, sous les mêmes réserves ;

4° Les pays n'ayant pas de convention de clearing avec la Turquie (32 pays) et dont la balance commerciale est créditrice. Des marchandises, dont une liste-annexe donne l'énumération, pourront leur être achetées, mais moyennant une exportation préalable de produits turcs de même valeur, l'article 32 du décret N° 11 qui réglait l'importation de ces pays étant supprimé.

Une innovation importante est à signaler à ce sujet : la possibilité d'importer, dans ce dernier cas, des marchandises sans compensation par exportations de produits turcs, si un tiers pays signataire d'un accord de clearing accepte l'importation à son propre compte du remboursement des marchandises importées.

Enfin, de profondes modifications sont apportées au tarif douanier, la plupart comportant des majorations et dans quelques cas, seulement, des réductions ; une Commission de protection nationale est instituée sous l'égide du ministère de l'Economie, pour envisager les modifications souhaitables pour le tarif douanier « dans le but de protéger la production nationale, et de la préserver des pertes découlant des mesures anormales telles que le dumping ». Cette Commission devra examiner également les marchandises que devront exporter les sociétés étrangères et indigènes, pour le règlement de leurs porteurs de coupons résidant à l'étranger.

CONCLUSION

L'appréciation de chacune des mesures relatives aux restrictions de change en vigueur vers le milieu de juillet 1937, entraînerait dans des développements fort longs, étant données surtout la complexité des textes et les modifications nombreuses, dont la plus grande partie seulement a pu être étudiée. On se contentera donc d'apprécier brièvement l'esprit de la législation en vigueur en considérant, tout d'abord, les résultats qui dénotent que le but cherché a été entièrement atteint.

Etant donné les deux dévaluations successives du franc français, il n'est pas possible de le prendre, actuellement, comme point de comparaison. Mais l'on peut remarquer qu'au début de septembre 1936 il oscillait entre 12,03 — 12,06 ; or, la Turquie, désireuse de ne pas se laisser déborder par les événements, fit paraître, dès le 26 septembre 1936, une déclaration officielle suivant laquelle il était affirmé que la livre turque ne serait pas dévaluée. Par voie de conséquence, la devise nationale était rattachée, quant à la cotation, à la livre anglaise, qu'elle avait laissée pour le franc français en septembre 1931, lors de l'abandon provisoire du gold standard par la sterling. Ainsi donc, si le franc français a accentué, par deux fois, sa baisse, la livre turque, passant de 12,04, cours moyen pour août 1936, à 17,11

pour novembre 1936, et dépassant 21 en juillet 1937, la monnaie turque n'a, pratiquement, pas varié. En effet, la sterling, qui cotait, en juin 1936, 630 piastres en moyenne, a, à vrai dire peu bougé, puisqu'on la trouve, en juillet 1937, aux alentours de 625, ce qui constitue même une légère amélioration pour la devise turque.

En ce qui concerne le volume de la circulation monétaire, la situation présentée par la Commission de contrôle de la Banque Centrale de la République, à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 29 avril 1937, faisait ressortir, au 31 décembre 1936, une quantité de billets émis de 187.683.952 livres turques ; en retranchant les billets se trouvant dans les caisses de la banque, il restait en circulation effective : livres turques : 180.759.906, contre 162.753.627 à fin 1935 et 158.156.903, à fin 1934, alors que la banque avait pris en charge, lors de sa création, 158.748.563 livres. L'augmentation du volume des billets est motivée, dit-on, par l'accroissement du portefeuille d'escompte des avances et du portefeuille-titres, ce dernier servant, en partie, de couverture aux billets.

Quant à la couverture, l'exposé de la Banque groupant le montant des billets en circulation

effective	livres turques	180.759.006
et celui des dépôts.....	— —	11.862.725, 23
soit, au total :	livres turques	192.261.731, 23
d'engagements à vue, la détaille comme suit, en reproduisant les chiffres du bilan :		.
Or fin en caisse	livres turques	24.042.335, 57
Or fin à l'étranger ...	— —	9.860.533, 22
Devises convertibles en		
or	— —	54.256, 29
soit, au total :	livres turques	33.957.125, 08

ce qui donne, par rapport au montant des billets en circulation, une couverture de 17,63 %, pourcentage sans doute peu important, mais néanmoins intéressant, si l'on considère que l'on est pratiquement parti de zéro.

Au surplus, la situation au 30 juin 1937, fournie par le bulletin de la même Banque Centrale, donne comme chiffre du montant des billets en circulation effective seulement livres turques 157.633.000, soit une diminution très sensible depuis janvier 1937, diminution réalisée progressivement comme suit :

Fin janvier 1937		livres turques	172.838
Fin février	—	—	166.516
Fin mars	—	—	165.646
Fin avril	—	—	160.787

Enfin, en ce qui concerne la circulation métallique, les chiffres communiqués au 31 décembre 1936 étaient les suivants :

1° Anciennes pièces en bronze et en nikel		livres turques	6.792.000
2° Nouvelles pièces en argent	— —		13.722.000
3° Nouvelles pièces en nikel	— —		567.000
Total			21.081.000

soit une augmentation de livres turques : 5.080.000 par rapport à 1935.

Poursuivant le rôle stabilisateur, qui lui est dévolu par les statuts, la Banque Centrale a pu, par ailleurs, absorber en 1936 :

francs français		51.365.000
et livres anglaises		1.807.414

représentant le surplus des devises offertes sur le marché après compensation.

Cette possibilité a été, en effet, offerte à l'institut d'émission par une loi N° 1726, du 25 septembre 1930, qui, complétant la loi de création N° 1715, du 11 juin 1930, modifiée elle-même dans la suite, a eu pour but de permettre l'achat de devises étrangères à contre-partie or, en mettant en circulation, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire, des coupures de réserve de papier-monnaie. C'était l'application d'une des recommandations faites par M. Charles Rist dans son Rapport de 1930; les dispositions prises ultérieurement, soit à la suite des suggestions de M. Rist, soit qu'elles résultent de l'initiative du gouvernement, n'entrent pas dans le cadre de notre étude, sauf ce qui sera dit plus bas à propos de l'escompte des bons du trésor. On doit pourtant signaler qu'une loi du 12 février 1937 a permis aussi l'achat de devises étrangères non échangeables contre de l'or, mais admises comme monnaies de base dans les règlements internationaux.

Quant au budget de l'exercice en cours, qui s'étend du 1^{er} juin 1937 au 31 mai 1938, il a été, comme tous ceux postérieurs à 1926, voté à temps et équilibré. C'est le plus élevé qui ait été établi depuis 1924, avec environ livres turques 212.800.000 contre 195 millions pour 1936-37, et il paraît encore plus important, si l'on considère les crédits supplémentaires accordés par une loi spéciale pour livres turques 35.686.000 contre livres turques 30.780.000 l'année précédente.

Tout porte à croire qu'aucun déficit ne sera à enregistrer; mais il est possible que l'Etat use du droit de faire escompter, par la Banque Centrale, des bons du trésor à échéance de trois mois au maximum, pour alléger sa trésorerie; différents textes, modifiant la loi 1715, ont,

en effet, prévu cette possibilité. Dans ce cas, les bons escomptés n'échappent même pas à la règle des trois signatures et leur montant total ne peut dépasser le montant du capital versé et des fonds de réserve de la Banque Centrale ; toutefois, le Conseil d'administration, sur la demande du ministère des Finances, peut élever au triple, aussi bien le montant que les délais d'échéance, ce qui semble peut-être un peu exagéré.

En ce qui concerne le mouvement commercial¹, la récolte exceptionnelle de 1936, pour la plus grande majorité des produits agricoles, qui constituent, on le sait, la presque totalité des exportations, a permis un développement sensible des échanges avec l'étranger ; on peut en juger par les chiffres suivants afférents aux quatre dernières années :

Valeur en milliers de livres turques

1933	170.838
1934	178.939
1935	184.685
1936	210.264

L'augmentation apparaît dans les importations comme dans les exportations :

(Valeur en milliers de livres turques)

	Exportations	Importations
1933	96.162	74.676
1934	92.149	86.790
1935	95.861	88.823
1936	117.733	92.531

soit un crédit de la balance commerciale de 25,2 millions de livres turques en faveur de la Turquie pour 1936,

1. A noter que le taux d'escompte de la Banque Centrale se maintient toujours à 5 1/2%.

tandis que la valeur de la tonne exportée s'est accrue comme suit :

	Livres turques
1933	76
1934	56
1935	65
1936	86

D'autre part, le système des contingentements a été remplacé, en 1936, par un « régime général d'importations », lui-même remanié tout récemment, dans un esprit d'élargissement des échanges. Toutefois, l'augmentation des tarifs douaniers, qui a été presque simultanée, et qui pourra être encore poursuivie, n'est pas faite pour faciliter les importations. D'ailleurs, les exportateurs étrangers sont également peu encouragés par le blocage prolongé des sommes leur revenant dans les comptes de « clearing ». En effet, seule, l'Allemagne, qui, depuis plusieurs années, achetait énormément à la Turquie, et à n'importe quel prix, se trouvait débitrice au 17 juillet 1937 de livres turques 31.930.000, chiffre très élevé pour le créancier et de nature à gêner son économie, malgré le crédit de la balance commerciale ; tous les autres pays signataires d'accord de clearing, par contre — et ceci contrebalance largement cela — sont créditeurs de sommes relativement considérables, l'Angleterre et la France arrivant en tête avec, respectivement : 7.822.000 et 5.721.000 livres turques.

Sil'on considère maintenant la dette publique au 31 mai 1937, le *Bulletin* N° 23 de la Banque Centrale la décompose comme suit :

1° *Dettes consolidées :*

a) en livres turques. Livres turques	178.485.247
(dont environ 145 millions livres turques, contrepartie des billets en circulation).	
b) en devises. Livres turques	163.372.336
(y compris les sommes dues pour le rachat des sociétés concessionnaires des quais à Istanbul et à Izmir, de chemins de fer orientaux, de la société d'Eregli, etc...)	
\$ 1.222.000 dus aux Etats-Unis et	
\$ (or) 5.356.000 dus à l'U.R.S.S.,	
le montant dû aux porteurs de fonds ottomans suivant l'accord de 1933)	
Total :	341.857.583

2° *Dettes flottantes :*

a) en livres turques	124.900.768
(y compris plus de 43 millions dus aux entrepreneurs et environ 30 millions de bons du trésor)	
b) en devises. Livres turques	41.865.565
Total :	166.766.333
Total général :	<u>508.263.916</u>

Sans doute, l'importance de la dette publique constitue une charge assez lourde pour la Turquie, mais la jeune République s'est d'abord fait un point d'honneur de reconnaître, loyalement, la part qui lui revenait, dans les emprunts de l'ex-Empire Ottoman, ce qui, malgré les abattements successifs consentis par les porteurs, représente 53.581.620 livres turques. On ne peut que louer ce respect de la moralité internationale, et bien que la République Turque ait sagement évité tout emprunt extérieur à long terme, les crédits qu'elle a pu obtenir de différents Etats étrangers, tant en devises qu'en marchandises, prouvent que son geste a trouvé ainsi sa récompense.

Pour le surplus, il serait inexact de dire que le gouvernement a inconsidérément hypothéqué l'avenir, en uti-

lisant des crédits relativement élevés pour de grands travaux nécessaires à l'industrialisation et à la modernisation du pays : ce sont là des sources de richesses, soit pour le présent, soit pour l'avenir, qui permettent, par ailleurs, à la Turquie de suivre la voie où elle s'est engagée, sous l'impulsion de son éminent Président Ata Turk, pour le plus grand bien de la prospérité nationale. D'autre part, le problème des transferts résultant des dettes extérieures, a été réglé de façon à éviter les difficultés qu'avaient amenées les lourds engagements pris avant 1929, et le crédit du pays n'a rien à redouter.

Les strictes mesures, qui ont restreint jusqu'à l'extrême limite les sorties de devises, sont, évidemment, une entrave pour le développement du commerce extérieur et l'investissement des capitaux étrangers dans le pays, mais on doit reconnaître que le gouvernement pouvait difficilement agir autrement, en présence de la situation critique à laquelle il s'agissait de parer en 1929.

Après des tâtonnements inévitables, la spéculation ayant, en premier lieu, été rendue impossible, les autorités ont, petit à petit, enserré d'un fin réseau toute la masse des capitaux circulants du pays. De décret en décret, on a resserré les mailles du filet, en s'attaquant, en dernier lieu, aux sorties de devises nécessitées par les importations, ces dernières étant déjà rendues fort difficiles par le contingentement. Tandis que l'Etat s'efforçait, pour son compte, de suffire à ses besoins par les produits indigènes, il obligeait les particuliers à suivre son exemple, et, pour les sorties de capitaux indispensables au commerce, on arrivait progressivement, à tout comprendre dans les cadres des comptes de « clearing », amenant ainsi les exportateurs étrangers à consentir, bien involontairement, des crédits au pays.

A la vérité, on voit que la Turquie est fort éloignée des tendances de réaction contre l'autarcie qui sont actuellement de mise, particulièrement depuis la dernière mission de M. Van Zeeland aux Etats-Unis. Mais la République Turque est loin d'être la seule dans son cas, puisque même les pays qui permettent, tant la sortie des capitaux que la convertibilité des billets, protègent leurs producteurs par le contingentement des exportations et, souvent aussi, leur crédit, par des accords de « clearing ». C'est de l'initiative des grandes puissances, que, dans une humanité apaisée, il faut attendre la réorganisation de l'économie mondiale. Des précautions indispensables s'imposeront, évidemment, chaque peuple devant pouvoir évoluer librement dans le cadre qu'il aura accepté et qui devra être adapté à ses conditions particulières d'existence. La Turquie ne pourra, de la sorte, abandonner les restrictions qu'elle s'est imposée, que si elle a l'assurance que son crédit est à l'abri de toute atteinte et que, libre et forte, elle pourra continuer à tenir le rôle qui lui est désormais dévolu, celui de puissance prépondérante dans les Balkans.

Vu : le Président de la thèse,
Roger PICARD.

Vu : le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris :
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

TOUS LES TEXTES, LOIS, DÉCRETS ET CIRCULAIRES RELATIFS A LA MONNAIE ET AUX BOURSES DE VALEURS, PARUS EN TURQUIE

La loi n° 1715 du 30 juin 1930 sur la création de la Banque Centrale de la République de Turquie ; les statuts de la Banque et les textes modifiant ces deux documents.

AFTALION. — *Monnaies, prix et changes*, Sirey, 1927.

ALPHAND (H.). — *Le partage de la dette ottomane et son règlement*, Les Editions internationales, Paris, 1928.

BILIOTTI (A.). — *La Banque Impériale Ottomane*, thèse, Paris, 1909.

BISCHOFF (N. de). — *La Turquie dans le monde*, Payot, 1936.

CONKER (O.) et WITMEUR (A.). — *Redressement économique et industrialisation de la Turquie nouvelle*. Sirey, 1937.

DENY et MARCHAND. — *Petit manuel de la Turquie nouvelle*, Jacques Haumont et C°, 1933.

GAILLARD. — *La théorie des changes et leur évolution depuis 1914*, thèse, Paris, 1929.

GENTIZON. — *Mustafa Kémal ou l'Orient en marche*, Bossard, 1929.

GERMAIN-MARTIN. — *Problèmes financiers du temps présent*, Payot, 1934.

HERBELOT et FRANÇOIS. — *La monnaie, les changes, les arbitrages*, Gauthier-Villars et C°, 1924.

KEYNES (J.M.). — *La réforme monétaire* (traduction), Kra, 1924.

MARCHAND (R.). — *Le réveil d'une race*, Nouvelle société d'édition, 1927.

MORAWITZ (Ch.). — *Les finances de la Turquie*, Guillaumin, 1902.

NOGARO (B.). — *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, Giard, 1924.

REFII CHUKRU. — *La Banque Centrale de la République de Turquie. Vers la stabilisation de la livre turque*, thèse, Lausanne, 1933.

RIST (Ch.). — *La déflation en pratique*, Giard, 1923.

— *La question de l'or*, Sirey, 1931.

— *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, Sirey, 1933.

SOURISSE (Y.). — *Les expériences récentes de réglementation des changes et leurs résultats*, thèse, Paris, 1924.

SULEYMAN SOUDI. — *Monnaies ottomanes et étrangères* (en turc).

DU VELAY. — *Essai sur l'histoire financière de la Turquie*, Rousseau, 1903.

YOUNG (G.). — *Corps de droit ottoman*, Oxford at the Clarenton Press, 1905.

ZIHNI BURHAN. — *La balance des comptes de la République Turque*, thèse, Lausanne, 1932.

PROJETS, RAPPORTS, BULLETINS, PÉRIODIQUES ET STATISTIQUES



Projet de loi de M. le Professeur Morf sur la création de la Banque Centrale de Turquie.

Rapport du Docteur Muller sur la stabilisation de la monnaie turque et sur la création d'une Banque d'émission.

Rapport de M. le Professeur Charles Rist sur la situation financière et la balance des comptes de la Turquie, 1930.

Rapports de l'Hôtel des monnaies d'Istanbul.

Rapports de l'Administration de la dette publique ottomane.

Rapports de l'Administration de la dette publique répartie de l'ex-Empire Ottoman.

Résolutions de la conférence financière internationale de Bruxelles de 1920

Rapports de la conférence économique internationale de Gênes de 1922.

Mémoires de la Société des Nations sur les banques centrales et sur les monnaies.

Rapports du Comité financier de la Société des Nations.

Bulletins mensuels et rapports annuels de la Banque centrale de Turquie

Circulaires mensuelles et rapports annuels de la Banque Ottomane.

Supplément N° 120 du 1^{er} juin 1937, au *Bulletin* quotidien de la Société d'études et d'informations économiques : la situation économique et financière de la Turquie.

Suppléments économiques et financiers du *Temps*.

L'Europe nouvelle.

Journal des Economistes.

Revue des Deux Mondes.

Revue économique française.

Revue économique internationale.

Revue d'économie politique.

Revue politique et parlementaire.

Bulletins de statistiques de la République de Turquie.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

● CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA MONNAIE TURQUE JUSQU'À 1929

§ 1. L'apparition de la piastre et les réformes monétaires de 1844 et de 1880	12
§ 2. L'ère des emprunts et la création de la dette publique ottomane	19
§ 3. L'institution du cours forcé des billets en 1914 et les émissions de guerre	33
§ 4. La loi de 1916 sur l'unification des monnaies	35
§ 5. La situation en 1929 après l'ajournement du remboursement des billets	38

CHAPITRE II

LA CRISE DES CHANGES DE 1929

SES CAUSES APPARENTES ET PROFONDES

LES PREMIERS REMÈDES APPORTÉS

§ 1. La crise des changes de 1929	42
§ 2. Les causes apparentes et profondes de la crise des changes de 1929	49
A. — La politique ferroviaire	54
B. — Les autres travaux et les rachats de concessions	56
C. — La dette répartie de l'ex-Empire Ottoman	58
§ 3. Les premiers remèdes apportés	63
A. — Loi sur les bourses de valeurs et décrets relatifs aux achats de change par les établissements officiels	63
B. — Loi sur la sauvegarde de la monnaie. Décrets n ^{os} 1 et 2	70

CHAPITRE III

LE CONSORTIUM DES CHANGES
L'APPARITION DE LA BANQUE D'ÉTAT

§ 1. Le Consortium des changes	81
§ 2. La Banque Centrale de la République Turque	86

CHAPITRE IV

SUITE DES DÉCRETS SUR LA SAUVEGARDE DE LA MONNAIE
PARUS AVANT ET APRÈS LE CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS

§ 1. Le décret n° 3. Le contingentement des importations	96
§ 2. Les décrets n° 4 à 9	100
§ 3. Le décret n° 10 groupant les textes antérieurs	107

CHAPITRE V

SITUATION RÉSULTANT DES TEXTES ACTUELLEMENT EN VIGUEUR

§ 1. Le décret n° 11, la liste des besoins annexée, et leurs modifications	113
A. — Le décret n° 11 et ses modifications	113
B. — La liste des besoins et ses modifications	120
§ 2. La question des « clearing »	130
CONCLUSION	135
BIBLIOGRAPHIE	145



Imp. F. BOISSEAU, Rue du Taur, 34 - TOULOUSE (France)

